



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFÉRENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

G3i

Cercle Gaston Crémieux
Fédération Humaniste Européenne
Ligue Internationale de l'Enseignement
de l'éducation et de la Culture
Manifeste des Libertés
Réseau Européen Eglises et Libertés

ACTES

du

COLLOQUE INTERNATIONAL, INTERCULTUREL ET INTERCONVICTIONNEL¹

Cohésion Sociale dans une Europe multiculturelle : Rôle et impact des courants de pensée et des religions

Mercredi, 3 octobre 2007 à l'Université Marc Bloch de Strasbourg

Jeudi, 4 octobre 2007 au Conseil de l'Europe, Strasbourg

¹ Ce néologisme, déjà introduit en Belgique depuis plusieurs années, indique dès le départ que le colloque veut prendre en compte toutes les convictions, qu'elles soient religieuses ou non.

Remerciements

Le colloque a pu se tenir dans d'excellentes conditions grâce aux soutiens efficaces et généreux qu'il a reçus de la part de nombreuses personnes et organismes qu'il est difficile de citer tous. Le groupe G3I souhaite néanmoins remercier particulièrement :

- l'Université Marc Bloch de Strasbourg qui a mis gracieusement à la disposition du colloque la salle Pasteur, et plus particulièrement son Président, le professeur Bernard Michon qui est venu personnellement accueillir le colloque malgré ses lourdes charges et son emploi du temps chargé, et le professeur Xavier Cuhe, Président de l'Université au moment de la préparation de ce colloque pour son soutien et ses encouragements.

- Madame Gilda Farrell, Chef de la division pour le développement de la cohésion sociale du Conseil de l'Europe pour sa coopération, son aide et son soutien efficaces.

- la Conférence des OING du Conseil de l'Europe et particulièrement sa Présidente, Madame Annelise Oeschger, Monsieur Gabriel Nissim, Président du regroupement des Droits de l'Homme de cette Conférence et les personnels de la division des OING et de la société civile du Conseil de l'Europe, tout particulièrement Monsieur Mehdi Remili pour leur soutien efficace et leurs apports logistiques

- Les associations et les organismes qui ont soutenu, leurs membres qui sont intervenus dans ce colloque, notamment en prenant en charge leurs frais de déplacement.

- Madame Monique Bouaziz, membre de European Council of WIZO Federation, OING dotée du statut participatif, pour sa contribution à l'accueil à Strasbourg des intervenants.

- Toutes les intervenantes et tous les intervenants à ce colloque qui ont accepté de prendre le temps de préparer une intervention et de venir à Strasbourg, malgré des emplois du temps très chargés.

Les organisateurs

Le groupe de travail G3I

Ce groupe de travail rassemble des personnes membres d'associations de cultures, de nationalités et de convictions différentes, d'où le sigle G3I pour Groupe International Interculturel et Interconvictionnel. Les membres du G3I ayant contribué à la définition et l'organisation du colloque sont par ordre alphabétique:

- Tewfik Allal, Président du Manifeste des Libertés²
- François Becker, Secrétaire Général du Réseau Européen Eglises et Libertés (EN/RE)³, Vice Président de *Droits et Libertés dans les Eglises* (association membre du EN/RE)
- Denyse Boyer, Secrétaire Générale de *Femmes et Hommes en Eglise* (association membre du EN/RE), membre de la *coordination pour le lobby européen des femmes*
- Charles Conte, chargé de mission à la Ligue Internationale de l'Enseignement, de la Culture et de l'Education Populaire⁴
- Bernice Dubois, CLEF coordination française du Lobby européen des femmes⁵ (ONG accréditée à l'ONU)
- Raymond Godefroy secrétaire général de *Droits et Libertés dans les Eglises* (association membre du EN/RE)
- Georges Liénard, Secrétaire Général de la Fédération Humaniste Européenne (FHE)⁶,
- Gabriel Nissim, Président du *regroupement Droits de l'Homme* de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, vice Président de *DECERE*⁷

² **Le Manifeste des Libertés** (www.manifeste.org) est une association dont les adhérents et sympathisants se reconnaissent dans la culture musulmane, qu'ils soient croyants ou non-croyants et qui militent pour la laïcité.

³ **Le réseau Européen Eglises et Libertés** (www.european-catholic-people.eu) est une convergence spontanée d'organisations – associations, communautés, groupes et réseaux informels – de chrétiennes et de chrétiens majoritairement catholiques d'Europe partageant (1) la vision d'une Eglise prophétique, œcuménique, solidaire, aimante qui n'exclut ni ne discrimine et qui marche dans la voie de Jésus le libérateur, et (2) la volonté d'œuvrer dans le respect de la diversité culturelle et religieuse pour la paix, la justice, la liberté, les droits humains et la démocratie, y compris dans l'Eglise Catholique.

⁴ **La Ligue Internationale de l'Enseignement, de la Culture et de l'Education Populaire** (www.laligue.org) La Ligue de l'enseignement milite pour une république démocratique, laïque et sociale par l'éducation, la culture, la solidarité et l'engagement civique. Elle se bat pour «l'école de tous», sur tout le territoire, dans les zones rurales menacées de désertification comme dans les quartiers mis en difficulté. Elle construit, accompagne par son réseau de quelque 34 000 associations, la nécessaire évolution du système éducatif. Regroupement de citoyens et de professionnels de l'éducation attachés à la réussite des jeunes et au service public, la Ligue s'engage pour aider l'école à accomplir cette transformation.

⁵ **Le Lobby Européen des Femmes (LEF)** (www.womenlobby.org), fondé en 1990 est la plus grande coalition d'organisations de femmes de l'Union européenne. Il est composé d'organisations féminines nationales des 15 Etats membres et d'organisations européennes. Il compte actuellement plus de 3000 membres.

⁶ **La Fédération Humaniste Européenne (FHE)** (www.humanism.be) , créée à Prague en juillet 1991 est une association internationale sans but lucratif de droit belge. Les membres de la FHE sont des associations humanistes et laïques Elle a pour objectifs de mener des actions éducatives, scientifiques et culturelles de manière à promouvoir une vision humaniste des valeurs culturelles, sociales et éthiques en Europe; de promouvoir, principalement en Europe, la place des organisations volontaires qui développent les mêmes objectifs; de représenter ses membres auprès des institutions européennes; de favoriser les échanges entre les membres et la diffusion des informations et des expériences qui contribuent au développement des valeurs humanistes et laïques en Europe, ainsi qu'au progrès social et culturel.

⁷ **L'association DECERE (Démocratie, Construction européenne et Religions)**, créé en 2004 à parité entre le diocèse de Strasbourg et les dominicains, a pour objet l'étude de la place des religions et des convictions dans une construction européenne de caractère social, démocratique et humaniste. Cet objet se fonde sur le désir de

- Bernard Quelquejeu, co-fondateur de *Droits et Libertés dans les Eglises* (membre du EN/RE), et Mouvement pour une Alternative Non-violente⁸
- Jean Riedinger, secrétaire de l'*Observatoire Chrétien de la Laïcité*, regroupant plusieurs associations du réseau de *Parvis*, (membre du EN/RE)
- Maria João Sande Lemos Membre de l'association *Nous sommes Eglise Portugal* (membre du EN/RE)
- Hubert Tournès Président de *Droits et Libertés dans les Eglises* (association membre du EN/RE), co-secrétaire et cofondateur du *Réseau européen Eglises et Libertés*, membre de la LDH
- Francine Trannoy Vice présidente de la *Fédération des réseaux du parvis* (membre du EN/RE), Conférence mondiale des religions pour la paix⁹
- Marie-Thérèse van Lunen Chenu, *Femmes et Hommes en Eglise* (membre du EN/RE), coordinatrice de *Genre en christianisme*,
- Georges Wajs, Président du Cercle Gaston Crémieux¹⁰
- Gérard Warengem Président de *Partenia 2000* (membre de EN/RE)
- Gerd Wild Secrétaire Général de *Christenrechte in der Kirche* (membre du réseau œcuménique *Kirche von unten*) co-fondateur du EN/RE

La Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Présidée par Madame Annelise Oeschger, la Conférence des ONG du Conseil de l'Europe¹¹ rassemble les OING dotées du statut participatif accordé par le Conseil de l'Europe. Ce sont des associations particulièrement représentatives dans le ou les domaine(s) de leur compétence, domaines d'actions du Conseil de l'Europe, qui sont représentées au niveau européen, c'est-à-dire qui ont des membres dans un nombre significatif de pays de la Grande Europe, et qui, par leurs activités, peuvent soutenir la réalisation de l'union plus étroite mentionnée dans l'article 1^{er} du Statut du Conseil de l'Europe, et sont à même de contribuer et de participer de façon active aux délibérations et aux activités du Conseil de l'Europe. Ces associations doivent pouvoir refléter les travaux du Conseil de l'Europe auprès des citoyennes et des citoyens européens.

La conférence des OING regroupe actuellement environ 400 associations. Plusieurs d'entre elles font partie du G3I. Il s'agit de : La Ligue de l'Enseignement, La Fédération Humaniste Européenne, via l'Union Humaniste Internationale, le réseau Européen Eglises et Libertés. Le travail de la Conférence s'effectue dans le cadre de regroupements, actuellement au nombre de dix et au sein de commissions de travail ad-hoc. Le président du regroupement Droits de l'Homme, Gabriel Nissim, fait partie du G3I.

promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux et la conviction que ce dialogue peut contribuer à forger une civilisation européenne respectueuse des valeurs humaines fondamentales.

⁸ **Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN)** (www.nonviolence.fr), Mouvement non-violent de réflexion et d'action né en 1974, le MAN a pour objectif de promouvoir la non-violence et de faire valoir son apport spécifique dans la vie quotidienne, dans l'éducation et dans les luttes sociales et politiques. Par la réflexion, l'action et la formation le MAN cherche ainsi à promouvoir par la stratégie non-violente une société de justice et de liberté

⁹ La **Conférence Mondiale des Religions pour la Paix** (www.religionspourlapaix.org) créée en 1986, réunit des membres des grandes traditions religieuses dans le monde entier et dont le but est de travailler à la rencontre entre religions, ainsi que de collaborer avec d'autres acteurs de la société civile, dans un objectif de paix, de solidarité, de vivre ensemble et de meilleure connaissance mutuelle.

¹⁰ **Le Cercle Gaston Crémieux** (www.cercle-gaston-cremieux.org) créé en 1967 à l'initiative de quelques intellectuels juifs soucieux d'affirmer la légitimité d'une existence juive diasporique sans inféodation à la synagogue ou au sionisme, a pour objet « de susciter des confrontations, recherches, libres débats et actions sur les questions soulevées par le fait juif, en France et dans le monde ». Ce Cercle porte le nom d'un avocat juif comtadin, ardent militant de la République sociale, communal marseillais fusillé en 1871; il est aujourd'hui reconnu en tant « qu'organisme d'intérêt général à caractère culturel et philanthropique ».

¹¹ **Conférence des OING du Conseil de l'Europe** <http://www.coe.int/T/F/ONG/Public/>

Table des Matières

Présentation du Colloque et des Actes,	7
François BECKER,	
I Convictions et Cohésion Sociale en Europe : la problématique et ses éléments	11
I.1 Religions et courants de pensée entre vraie et fausse cohésion sociale.....	11
Gabriel NISSIM	
I.2 La cohésion sociale, comment ?	15
Gilda FARRELL	
I.3 Cohésion sociale et culture musulmane.....	17
Tewfik ALLAL.....	
I.4 Débat.....	18
II Comment faire société : les enjeux et les contraintes	23
II.1 Communautarisme, individualisme, comment faire en société ?	23
Eric FAVEY	
II.2 Les limites du multiculturalisme au Royaume Uni.....	28
Hanne STINSON	
II.3 Eduquer au respect de l'autre et à la diversité, rôle de l'histoire dans la représentation que l'on en a : Histoire de la diversité et diversité des histoires.....	35
Alain MOUCHOUX	
II.4 Musulmans d'Europe : Entre libre exercice de la citoyenneté et pratiques islamistes imposées.....	40
Cherifa KHEDDAR	
II.5 Débat.....	43
III Recréer la cohésion sociale en brisant les barrières : Exemples d'actions menées par des hommes et des femmes de toute conviction	46
III.1 Briser une barrière socio-économique : retisser les liens sociaux, une expérience de quartier en Communauté française de Belgique	46
Jean de BRUEKER	
III.2 Briser les barrières en donnant à chaque personne les moyens de vivre ses convictions	49
Jean Claude DIALLO	
III.3 Briser les barrières générées par des convictions différentes: vivre ensemble dans des activités partagées	51
Frédéric SETODZO	
III.4 Briser les barrières grâce à des médiateurs interculturels : Maison transculturelle et interreligieuse de formation pour les femmes en Allemagne	56
Simone BÖDDEKER.....	
III.5 Vivre ensemble entre élèves et parents de différentes cultures ; vidéo et commentaire...	63
Gérard WARENGHEM	
III.6 Débats	64

IV	Riches de la diversité des origines de nos convictions, quelles valeurs et quelles attitudes partageons-nous pour vivre ensemble solidaires, libres et responsables ?	66
IV.1	Introduction.....	66
	Philippe LAZAR.....	
IV.2	Les atouts des actions non-violentes dans les conflits à fondement religieux ou convictionnel.....	67
	Bernard QUELQUEJEU.....	
IV.3	Contributions des mouvements de base dans la recherche de cohésion sociale dans l'Europe du 21 ^{ème} siècle.....	73
	Vittorio BELLAVITE.....	
IV.4	Quelles valeurs et quelles attitudes partageons-nous pour vivre ensemble solidaires, libres et responsables ?	80
	Samia LABIDI.....	
IV.5	La dimension convictionnelle du dialogue interculturel d'après le Livre Blanc sur le dialogue interculturel	86
	Ulrich BUNJES.....	
IV.6	Débat.....	90
V	Conclusions	98
	Philippe LAZAR,	
Postface	104
	Ignace BERTEN	
Les Intervenants.....	112

Présentation du Colloque et des Actes

François BECKER

Secrétaire Général du Réseau Européen Eglises et Libertés, coordinateur du groupe G3I

La construction sociale et culturelle de l'Europe, le développement de sa cohésion sociale sont de grandes tâches particulièrement urgentes à notre époque à cause des évolutions qui se font jour et qui résultent bien souvent de la diversité des situations sociales et économiques, mais aussi de la diversité des héritages culturels, des religions et des courants de pensée qui influent sur la manière d'être et d'agir des européens: Comment briser les barrières sociales, économiques, convictionnelles et culturelles ? Comment contribuer à la construction d'une Europe cohésive dans le respect de la démocratie et des droits humains ? Quelles valeurs partager, quelles attitudes adopter ?

Telles sont quelques unes des questions qui ont été abordées et partagées dans ce colloque, questions déjà travaillées et débattues depuis plusieurs années au Conseil de l'Europe et en particulier au sein de sa Conférence des Organisations Internationales Non Gouvernementales (OING) pour construire une politique destinée à favoriser la cohésion sociale¹² dans une Europe multiculturelle.¹³

Ces questions cependant ne sont pas les seules, d'autres viennent s'y ajouter qui ont donné une coloration particulière à ce colloque : Pourquoi le message d'amour et de fraternité que professent toutes les religions, conduit-il certains croyants et parfois les institutions de ces religions à se comporter contrairement à ce message ? Pourquoi ce message ne conduit-il pas toujours les croyants et leurs institutions à développer la cohésion sociale, comme le montre malheureusement la réalité actuelle? Pourquoi certaines personnes quelque soit leur conviction sont source de cohésion alors que d'autres sont source de décohésion, pourquoi certaines institutions agissent de fait pour accroître la cohésion et d'autres pas ? Il n'est pas étonnant que ces questions se retrouvent posées dès le début de ce colloque dans l'intervention de Gabriel Nissim que je cite : « ..d'un côté, le message des religions, pour la plupart de celles que nous connaissons en Europe, est clairement un message de fraternité universelle, et donc ces religions devraient être, et ont été de fait dans certains cas, un facteur de cohésion sociale. Mais d'autre part, hélas, la pratique issue de ces religions (ou de leur interférence avec l'environnement politique) a été et est encore souvent une pratique d'exclusion, voire de persécutions, de violence et de guerre ».

De fait, parmi les groupes sociaux qui exercent une influence, positive ou négative, dans l'avènement d'une Europe de citoyens, les institutions religieuses, les courants de pensée et les groupes de convictions jouent un rôle de premier plan. C'est pourquoi de nombreuses instances

¹² « Cohésion Sociale » est prise dans le sens défini par le Comité européen pour la cohésion sociale (CDCS) tel qu'il a été approuvé par le Comité des ministres le 31 mars 2004 : « La cohésion sociale est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques ». http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/indicators_fr.asp

¹³ Cf. Stratégie de Cohésion sociale révisée du Conseil de l'Europe : http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/source/RevisedStrategy_fr.pdf

responsables au niveau européen, dont le Conseil de l'Europe, consultent ces groupes sociaux et s'intéressent à l'influence qu'ils peuvent exercer. Il est regrettable, cependant, que ces consultations se limitent trop souvent aux hiérarchies ou aux responsables d'institutions, ce qui conduit à négliger les différences, parfois importantes, de pensée, de culture, d'appréhension des réalités sociales qui existent au sein de ces groupes sociaux, notamment des institutions religieuses. Cette attitude des instances responsables européennes biaise ainsi leur perception du rôle et de l'impact des religions et celui des courants de pensée et de convictions non-religieuses.

Ces constatations et ces questionnements ont amené des associations humanistes de l'*Union Humaniste Internationale* et la *Fédération Humaniste Européenne*, des associations laïques regroupées au sein de la *Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'éducation et de la Culture*, ainsi que des associations de conviction chrétienne constituant le *Réseau Européen Eglise et Libertés*, des associations de culture musulmane, telle le *Manifeste des Libertés*, et des associations de culture juive, telle le *Cercle Gaston Crémieux*, à se retrouver au sein du groupe G3I pour organiser avec la Conférence des OING du Conseil de l'Europe ce colloque international, interculturel et interconvictionnel.

Les objectifs de ce colloque sont de :

Montrer, exemples et témoignages à l'appui, comment de nombreuses ONG, marquées par la diversité de leurs membres apportent déjà une contribution originale à la construction d'une société cohésive en sachant briser des barrières culturelles, sociales, économiques et convictionnelles dont on peut mesurer le poids et l'importance dans une société marquée par une large immigration.

Entreprendre à partir de ces témoignages et expériences une réflexion aussi constructive que possible, fruit d'un dialogue établi entre des personnes, citoyens et citoyennes de convictions différentes, plutôt qu'entre communautés. L'objectif étant de faire voir ce que peuvent et doivent apporter les différents courants de pensée et les religions pour réaliser en Europe une société cohésive enrichie par sa diversité.

Permettre une démarche démocratique en invitant des hommes et des femmes de différentes convictions à se faire entendre, à contribuer à la réflexion, à envisager, à partir de leurs expériences et savoir-faire, ce qu'ensemble elles peuvent faire concrètement pour favoriser la cohésion sociale.

Chercher à expliciter les fondements et les valeurs sur lesquels s'appuient les démarches et les actions exposées.

L'hypothèse de travail de ce colloque est que ces valeurs sont assez largement partagées pour transcender les communautés de conviction et les conduire au dialogue et à l'évolution des mentalités. Ce colloque veut aussi contribuer à la réflexion sur les conditions et les processus mis en œuvre pour atteindre une cohésion sociale qui puisse s'enrichir de sa diversité dans un esprit d'ouverture et de reconnaissance réciproque, dans la liberté, la solidarité, la responsabilité, l'égalité des sexes et le respect des droits humains.

Par ses objectifs et les personnes qu'il rassemble, ce colloque présente plusieurs particularités :

1) En associant de façon pleine et entière dans le groupe de travail, dans son organisation et dans son programme, des athées et des agnostiques à des croyants des religions monothéistes, la

démarche de ce colloque n'est pas uniquement interreligieuse, comme le sont la plupart des rencontres de ce type, mais interconvictionnelle. Ce colloque prend explicitement en compte le fait qu'une fraction importante de l'Europe ne se reconnaît dans aucune conviction religieuse.

2) Ce colloque a voulu mettre en avant des citoyens et citoyennes d'Europe, car la cohésion sociale ne se décrète pas mais se vit. Faire émerger cette expérience du quotidien est, en effet, une deuxième originalité car il en est rarement question puisque bien souvent ce sont les dignitaires des religions qui discutent et dialoguent, alors que notre expérience nous a montré que les avis et les expériences des uns ne recouvrent pas toujours celles des autres.

Les objectifs de ce colloque sont très ambitieux et il est bien évident qu'ils ne pouvaient être tous pleinement atteints en si peu de temps. Il ne s'agit donc que d'une première étape qui doit être poursuivie. Ainsi, par exemple, le temps manquait pour introduire les sagesses orientales, pour approfondir les débats sur les différents points à peine ébauchés dans ce colloque, faire entendre plus de témoignages et pouvoir en discuter plus. De même, le temps a manqué pour approfondir les motivations des un-e-s et des autres, même si cette question a pu être posée. Pourquoi, en effet, tant d'associations et de personnes se consacrent-elles au développement de la cohésion sociale ? Il est clair, comme cela a été évoqué par plusieurs intervenants que les convictions de chacun et chacune sont des éléments essentiels de leur motivation.

L'objectif du colloque n'était pas de faire un catalogue des actions pouvant être menées, ni de faire croire que telle ou telle conviction est meilleure qu'une autre dans cette recherche de cohésion, mais de témoigner du fait que quelque soit leur conviction religieuse, agnostique ou athée, il y a des hommes et des femmes qui travaillent à briser les barrières pour développer la cohésion sociale, et de chercher à comprendre pourquoi d'autres, s'appuyant aussi sur des convictions religieuses, agnostiques ou athées sont sources de décohésion sociale, de guerre, de dégradation humaine... Les analyses de Bernard Quelquejeu sont très instructives à ce sujet.

Enfin, la démarche proposée et les objectifs de ce colloque n'épuisent évidemment pas toutes les questions concernant la cohésion sociale et les moyens d'y parvenir. Ainsi, par exemple, les disparités socio-économiques et la répartition spatiale de l'habitat qui sont génératrices d'inégalités et d'injustices sociales sont des sources majeures de décohésion sociales et font évidemment partie des barrières à briser. Même si elles n'ont pas toutes été traitées en tant que telles, certaines ont été implicitement abordées dans le colloque tant elles concernent les religions et les courants de pensée comme l'ont montré les témoignages donnés par Jean de Brueker et Frédéric Setodzo.

L'organisation de ces actes ne suit pas exactement l'ordre dans lequel les exposés ont été présentés de façon à mieux faire apparaître, à la lecture, leur articulation et leur complémentarité :

- le premier chapitre expose la problématique et les éléments à prendre en compte dans la recherche de cohésion sociale en abordant d'emblée le rôle et l'impact des religions et courants de pensée.
- le deuxième chapitre examine la question de savoir comment faire société et quels en sont les enjeux et les contraintes. Il s'appuie à la fois sur des analyses conceptuelles et des exemples pratiques rencontrés dans diverses situations.

- le troisième chapitre rassemble plusieurs témoignages montrant comment sur le terrain il est possible de recréer la cohésion sociale. Ces exemples ne sont évidemment pas, et bien heureusement, les seuls. Ils ont été choisis pour montrer que quelque soient leur conviction (religieuses, humanistes ou agnostique) des hommes et des femmes contribuent dans des situations très diverses à développer la cohésion sociale.
- le quatrième chapitre, complétant les démarches et les actions exposées, est une explication des fondements, des attitudes et des valeurs partagées par ceux et celles qui veulent une société permettant aux hommes et aux femmes de vivre ensemble solidaires, libres et responsables, quelque soient leurs convictions personnelles.
- Enfin, la conclusion rassemble les points forts et les orientations pour l'avenir que Philippe Lazar a dégagés de ce colloque et qu'il a présentés en conclusion de ce colloque.

Les organisateurs sont bien conscients que la lecture de ces textes fera naître des interrogations, des interpellations, des réactions, des remises en causes...mais n'est-ce pas ainsi que l'on atteint l'autre dans ce qu'il est et non pas dans ce que l'on dit qu'il est, n'est-ce pas aussi grâce à l'image de nous que cet autre nous renvoie que l'on s'atteint soi-même plus véridiquement? Ils espèrent que cette lecture contribuera à ouvrir les portes qui donnent sur la voie de la cohésion sociale dans une Europe multiculturelle et qu'elle donnera envie de poursuivre ce travail à peine ébauché.

Pour ce faire, les organisateurs ont souhaité ajouter une postface en demandant à une personne qui n'a pas assisté au colloque de faire part de ses réflexions à la suite de la lecture de ces actes. Ignace Berten, dominicain, théologien et directeur à Bruxelles de l'association *Espaces – Spiritualités, cultures et société en Europe* a accepté de rédiger cette postface. Le regard extérieur ainsi porté sur les travaux du colloque par Ignace Berten n'en est évidemment pas la conclusion. Au contraire, par les réflexions qu'elle propose, par les questions qu'elle soulève et par le débat qu'elle suscite, cette postface est une invitation à poursuivre le travail et à approfondir les réflexions ébauchées dans ce colloque. Elle invite aussi à s'intéresser à des questions à peine abordées dans le colloque telle celle de l'existence de valeurs universelles partagées par les convictions laïques humanistes et religieuses, ou celle du dialogue spécifique, au niveau politique, avec les religions et associations philosophiques non confessionnelles, qui inclut la difficile question de la représentativité, suggérée aussi par Philippe Lazar dans sa conclusion. J'en remercie tout particulièrement Ignace Berten au nom des organisateurs de ce colloque.

Il est probable que quelques erreurs subsistent encore dans ces actes malgré le soin que j'ai apporté pour les corriger et pour effectuer les modifications qui m'ont été demandées par les intervenants. Ces erreurs sont de ma seule responsabilité.

I Convictions et Cohésion Sociale en Europe

la problématique et ses éléments

Comment développer la cohésion sociale en Europe en prenant en compte la légitimité des identités culturelles, religieuses et philosophiques tout en évitant les risques de communautarisme qui peuvent en résulter ?

I.1 Religions et courants de pensée entre vraie et fausse cohésion sociale

Gabriel NISSIM¹⁴, dominicain, vice-président de « DECERE », (*Démocratie, Construction européenne et Religions*)

La question posée par notre Colloque – « quel est l’impact des courants de pensée et des religions sur la cohésion sociale en Europe » – reste pour moi une question ; et une question à laquelle je n’ai pas de réponse simple en ce qui concerne les religions. Car, d’un côté, le message de ces religions, pour la plupart de celles que nous connaissons en Europe, est clairement un message de fraternité universelle, et donc ces religions devraient être, et ont été de fait dans certains cas, un facteur de cohésion sociale. Mais d’autre part, hélas, la pratique issue de ces religions (ou de leur interférence avec l’environnement politique) a été et est encore souvent une pratique d’exclusion, voire de persécutions, de violence et de guerre.

Notre colloque, en se donnant pour but de chercher comment les courants de pensée et les religions peuvent contribuer à la cohésion, va sûrement nous donner des exemples positifs et encourageants. Je voudrais ici m’interroger plutôt sur les conditions auxquelles, dans le contexte pluraliste et démocratique qui est le nôtre en Europe aujourd’hui, ces courants et religions peuvent trouver leur juste place. Car ce contexte pose deux défis à ces courants et religions :

1. Celui d’une pluralité culturelle (et donc religieuse et convictionnelle) comme nous n’en avons jamais connue, semble-t-il, en Europe jusqu’à aujourd’hui, pluralité qui continuera à croître ;
2. Celui d’un contexte démocratique où les différents groupes sociaux, notamment convictionnels, ne peuvent plus prétendre imposer ces convictions à l’ensemble de la société, mais peuvent seulement les proposer au sein d’un débat démocratique. Mais en même temps ils doivent proposer ces convictions qui sont les leurs, sous peine que la cohésion sociale se fasse sans eux et qu’ils ne soient donc marginalisés.

Or la première condition pour que les religions trouvent leur place dans ce contexte démocratique et pluriel, c’est de réaliser d’où nous venons à cet égard. Malgré le principe désormais acquis sous différentes formes dans toute l’Europe d’une « séparation de l’Eglise et de

¹⁴ Gabriel Nissim, Dominicain très actif dans les questions des droits humains, est Président du regroupement Droits de l’Homme de la Conférence des OING du Conseil de l’Europe et vice-président de « Démocratie, construction Européenne et Religions », association commune au Diocèse de Strasbourg et aux dominicains pour travailler sur quelle est la juste place des religions dans une Europe démocratique et quelles peuvent être leurs contributions à la démocratie en Europe.

l'Etat » (de l'Eglise et des autres religions ou courants de pensée), et bien que ce principe soit largement entré dans les faits, nous restons profondément les héritiers de l'Empire romain où la religion était religion d'Etat. Cela a d'abord été la religion romaine païenne, puis, avec Constantin, le christianisme. Les lieux de culte de la religion romaine ont été purement et simplement transférés à la nouvelle religion de l'Empire, de même que le clergé païen a été remplacé par les prêtres chrétiens. Les autres religions étaient « illicites » (à la seule exception du judaïsme qui avait le statut de « religio licita »).

En fait cette relation entre une religion et l'Etat n'a rien que de « naturel » - c'est plutôt le régime de séparation qui est l'exception dans les sociétés humaines : toute société humaine se cherche naturellement un fondement transcendant de type religieux, et les régimes athées eux-mêmes ne s'en sont pas privés (voir les « liturgies » nazies et les « dogmes » marxistes). Dans la région où j'ai vécu en Afrique, le chef politique est en même temps le chef religieux, et il en allait de même dans les royaumes barbares européens (Clovis, Alaric et autres Goths) où le roi devait être capable d'obtenir des dieux la victoire à la guerre et le succès des récoltes, faute de quoi on cherchait un roi mieux écouté des dieux. C'est de la Bible que nous vient l'idée d'une séparation du politique et du religieux, comme aussi le refus de diviniser un pouvoir politique humain. Certes la Bible a donné lieu à des interprétations multiples quant à ces questions, mais à long terme elle semble bien avoir eu pour effet de désabsolutiser le pouvoir politique et d'introduire une instance critique par rapport à ce pouvoir, soumis à Dieu (ce qui ne veut pas dire forcément à ses « représentants », c'est-à-dire au clergé).

Pourtant, en Europe, c'est le modèle romain qui s'est maintenu jusqu'aujourd'hui, certes avec des nuances, à travers les différentes formes de « religions d'Etat », toujours présentes au moins dans les mentalités sinon dans les institutions, de l'Est avec les rencontres mensuelles entre le Patriarche Alexis et le Président Poutine, jusqu'à l'Ouest avec l'« Established Church of England » dont la reine est le chef (à l'instar de ce qui se passait au Haut Moyen Age), depuis le Nord, avec les Eglises d'Etat des pays scandinaves jusqu'au Sud avec les concordats italien ou espagnol. Le principe « *cujus regio, ejus religio* » dont une des expressions les plus désastreuses a été la révocation de l'Edit de Nantes en France, a été la règle en Europe durant un millénaire et demi, il ne faut pas l'oublier, et par conséquent il ne peut pas ne pas continuer d'habiter nos mentalités collectives, consciemment (cf. la nostalgie de la « chrétienté ») ou inconsciemment. Même si ce modèle a connu des réalisations diverses dans nos différents pays européens, il est inscrit dans nos paysages comme dans nos calendriers, et c'est lui qui par exemple est la raison principale, en-deçà de tous les arguments rationnels, de la réticence à accueillir la Turquie, pays musulman à constitution laïque, dans l'Union Européenne.

Si j'insiste sur cet héritage toujours présent dans nos mentalités d'un lien privilégié entre la « nation » (au sens culturel puis désormais politique) et une religion, c'est précisément à cause de l'objet de notre colloque : le lien entre religions et cohésion sociale. Car ce lien entre nation et religion a été de fait créateur de cohésion sociale, et d'une cohésion dont beaucoup ont la nostalgie en nos temps de mondialisation et de brassage des cultures, des convictions et des religions. Mais **cette cohésion-là est une fausse cohésion** : cette cohésion s'est faite en Europe au prix de l'exclusion des « autres », de la violence, des persécutions et des conversions forcées !

Là semble donc être l'une des raisons majeures de cette contradiction entre le message de fraternité universelle des religions et les pratiques de violence qu'elles engendrent : la cohésion

sociale par exclusion de la différence, entraînant la confusion entre appartenance politique et appartenance religieuse (celle que nous pratiquons habituellement par exemple en parlant des « Musulmans » au lieu de parler des « Algériens », des « Maghrébins », des « Pakistanais », ou bien en parlant du conflit entre « Occident » et « Islam »).

Ce modèle où la cohésion sociale et politique est en même temps uniformité religieuse ou idéologique (cf. le modèle communiste russe) est éminemment critiquable du point de vue biblique qui est le mien. Sans développer ce point (car ce n'est pas le lieu ici de le faire) qu'il suffise de rappeler à cet égard le « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » de l'Évangile. Les autorités religieuses chrétiennes ont d'ailleurs désormais explicitement reconnu la légitimité de la distinction entre Église et État (cf. par exemple les déclarations du patriarche Alexis ou du Pape Jean-Paul II). Ainsi encore dans le Premier Testament, l'épisode dit de la « Tour de Babel » qui montre le refus par Dieu d'une unité de type totalitaire : pour empêcher que certains imposent à d'autres de « parler d'une seule bouche », Dieu divise les langues, des langues qui lors de la Pentecôte chrétienne diront chacune selon son génie propre les merveilles de Dieu. Ainsi l'uniformité apparaît comme la caricature de l'unité, pire, comme le refus de rechercher l'unité dans le respect de cette diversité que Dieu installe au cœur de l'univers et de l'humanité dès la création. L'unité humaine telle que la Bible la voit est toujours d'ordre symphonique, elle est une « unidiversité » selon l'expression de François de Sales. C'est pourquoi la devise de l'Union européenne « Unis dans la diversité » est une expression dans laquelle un croyant juif ou chrétien devrait pouvoir se reconnaître sans réserves. Cette diversité (entre les sexes, les générations, les langues, les cultures, les religions, les convictions) est une bénédiction de Dieu. Et si elle demande certes un effort, cet effort est bénéfique car il permet à chacun à la fois de valoriser sa propre identité, son apport unique et original, et de s'ouvrir à ce que l'autre lui apporte en termes d'humanité.

Si le lien entre « nation » (au sens culturel) et religion peut à la rigueur fonctionner sans trop de dégât dans une population homogène, comme dans le cas d'une tribu africaine par exemple, il devient dangereux dans le cas où « nation » s'entend au sens politique de l'État-nation, comme en Europe. En tout cas, dans la situation actuelle de l'Europe, il est pernicieux en raison de la pluralité culturelle qu'entraîne la mondialisation tout autant qu'en raison du type démocratique de nos sociétés. Alors à quelles conditions les courants de pensée et les religions peuvent-elles aujourd'hui contribuer à la cohésion sociale en Europe ?

En premier lieu en évitant tout « abus de position dominante ». Ce qui est à éviter dans le domaine économique l'est tout autant dans le domaine idéologique ou religieux ! En effet l'expérience montre que tout groupe majoritaire est sujet à la tentation de marginaliser, d'exclure, voire de persécuter les groupes minoritaires. D'où l'importance d'une véritable séparation entre État et religions ou courants de pensée (ce qui ne veut pas dire pour autant généraliser le modèle de la laïcité à la française qui a des racines historiques bien particulières – les autres modèles de séparation pratiqués dans d'autres pays européens sont tout aussi viables). Il faut donc veiller à ce qu'aucun courant de pensée ou groupe idéologique n'accapare les rouages de l'État. Ce devrait être un des rôles du Conseil de l'Europe que de veiller à cela. Mais cette responsabilité relève aussi des responsables religieux eux-mêmes : il a

fallu bien longtemps à l'Eglise catholique pour accepter le principe de la liberté de conscience et de religion....

En second lieu, il est important de prendre conscience que la mondialisation, loin d'être un facteur automatique d'ouverture à l'universel, est bien souvent au contraire un facteur d'enfermement dans les identités particulières, voire de xénophobie.

Il nous faut donc réfléchir aux conditions de la rencontre heureuse de l'autre différent, comme le fait par exemple le philosophe Paul Ricœur, qui insiste sur « l'hospitalité » à donner dans notre propre esprit à la langue comme à l'histoire de l'autre. Il serait urgent que les religions et courants de pensée découvrent qu'il y a des « autres » qui ne sont pas forcément à convertir à leur propre mode de penser ou de vivre : qu'ils s'attellent alors à « penser » sérieusement la place de ces « autres » dans leur propre vision du monde. Il ne s'agit pas seulement de faire contre mauvaise fortune bon cœur, en tolérant qu'il y ait, hélas, des personnes qui ne partagent pas nos convictions, ni seulement de dialogue interreligieux ou interconvictionnel. Il s'agit de chercher quelle est la place légitime et bénéfique des autres convictions dans notre propre système de croyance. Cela est tout particulièrement important dans la formation des enfants, qu'on éduque encore (par exemple dans le catéchisme religieux) comme si les « autres » n'existaient pas. Les médias aussi ont un rôle particulier à cet égard, non seulement en évitant les stéréotypes, mais en donnant la parole à tous les groupes de la société. Ce serait en particulier la responsabilité des médias qui relèvent d'un groupe culturel, religieux ou idéologique que d'aider leur public à ne pas s'enfermer dans son identité, et donc de veiller à donner aussi la parole aux « autres ».

Mais ce qui, à l'expérience, est le facteur principal de cohésion sociale, c'est la rencontre concrète de mon voisin. Notre colloque nous donnera sûrement des exemples de telles rencontres où la proximité avec l'autre, la fête partagée ou le partage de nos histoires, nous délivre des caricatures et des préjugés et nous permet de surmonter notre peur spontanée de la différence. Car, comme l'a montré le philosophe Emmanuel Lévinas, c'est finalement la rencontre du « visage » de l'autre, visage nu et désarmé, qui me révèle notre commune humanité au-delà de nos différences, et qui me délivre de la tentation de le nier, voire de le tuer.

En troisième lieu, les religions et courants de pensée devraient se confronter aux convictions communes qui ont été élaborées dans le cadre des Droits de l'Homme, notamment au sein du Conseil de l'Europe. Il y a là un corpus de « valeurs » communes qui devraient être la base de la cohésion sociale dans le respect des convictions des uns et des autres. Sauf que des responsables religieux de plus en plus nombreux remettent en cause ces « droits de l'Homme » au nom d'une éthique supérieure dont eux seraient les dépositaires et les experts. Ces autorités religieuses pensent que c'est à eux qu'il revient de dire quelles sont ces valeurs humaines communes universelles et qu'il leur appartient d'en juger. Cela pose la question décisive de la place de l'éthique entre les droits de l'Homme et les religions – une question qui sera abordée au cours de notre colloque. Le mot « valeur » est lui-même ambigu : on peut par exemple, au nom d'une valeur comme la dignité de la personne, aboutir à des conclusions largement opposées sur un sujet comme celui de la fin de vie.

Il ne suffira donc pas, dans l'avenir, d'affirmer que les droits de l'Homme tels qu'ils sont formulés au Conseil de l'Europe sont la base non négociable de tout dialogue interculturel et interreligieux. Ce qui est possible au niveau des Etats membres, qui ont signé et ratifié la Convention des droits de l'Homme, ne l'est pas avec les personnes ni avec les courants et

groupes convictionnels. Pour passer dans les mentalités, les droits de l'Homme doivent devenir pour ces personnes et ces groupes de l'ordre de la conviction. Une conviction ne s'impose pas, elle se propose, elle fait l'objet d'un dialogue, voire d'une éducation. Si nous voulons que certains responsables religieux ou groupes de croyants se mobilisent pour une cohésion fondée sur les droits de l'Homme, il nous faudra donc nécessairement réfléchir à partir de ce qu'ils croient et engager ou poursuivre le dialogue avec eux.

Nous avons tous fait l'expérience d'avoir été enrichis, éclairés, nourris par les autres, ceux qui ne sont pas de notre bord, de notre culture, de notre langue ou conviction. Cette expérience nous montre que plutôt que d'affirmer devant l'autre « ce sont mes idées et je les partage », la rencontre de l'autre différent est une expérience heureuse qui nous permet de sortir de l'orgueil de penser que je suis le seul à avoir raison. Bien loin de m'amener à me renier moi-même, c'est là un chemin qui m'humanise. Laissons pour terminer la parole à Emmanuel Lévinas :

« Quelle est en effet la marche vers l'universalité d'un ordre politique ? Elle consiste à confronter des croyances multiples – une multiplicité de discours cohérents – pour rechercher un discours cohérent qui les englobe tous, et qui est précisément l'ordre universel. Un discours cohérent est déjà ouvert sur l'universel lorsque celui qui le tient et qui restait jusqu'alors enfermé dans sa particularité – son discours fût-il cohérent – se soucie de la cohérence interne d'autres discours que le sien – pour dépasser sa propre particularité. (...) La vérité de chacun atteint son vrai état dans la vérité universelle au lieu de pâlir devant sa splendeur. » (Difficile liberté, édition Livre de poche, p. 135)

I.2 La cohésion sociale, comment ?

Gilda FARRELL¹⁵ *Chef de la Division pour le développement de la cohésion sociale du Conseil de l'Europe.*

Notes prises lors de l'exposé

Qu'est ce que la cohésion sociale vue par une organisation au service des droits humains? La cohésion sociale est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques ». ¹⁶

¹⁵ Docteur en économie, Gilda Farrell débute sa carrière en effectuant des recherches en économie en Amérique Latine dans le cadre d'une coopération entre l'université catholique de Quito dont elle est professeur associée et de l'université de York au Canada. Ses compétences lui ont permis d'être appelée à diriger l'observatoire européen des territoires Leader, avant de rejoindre le Conseil de l'Europe. Madame Farrell est actuellement chef par intérim du département des politiques sociales du Conseil de l'Europe et chef de la division pour le développement de la cohésion sociale. Sous son impulsion, le conseil de l'Europe travaille depuis de nombreuses années au développement de la cohésion sociale en Europe comme en témoignent les nombreux ouvrages publiés par cette division, en particulier le dernier : *Quelle cohésion sociale dans une Europe multiculturelle ? Concepts, état des lieux et développements* (cf : http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/trends_fr.asp)

¹⁶ c.f. http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/indicators_fr.asp

Elle repose sur 4 piliers: l'égal accès aux droits, la reconnaissance de la dignité de chacun, le droit à l'autonomie en tant que personne, la possibilité de prendre la parole et d'agir dans l'espace public pour préserver le contenu des droits

Face à la cohésion sociale, chaque personne se situe donc dans deux espaces que l'on peut distinguer : **celui de l'être et celui des appartenances** : l'espace de l'être, c'est l'espace privé car le choix des valeurs vécues, de la foi ou de l'athéisme appartient à l'intimité. L'espace des appartenances (appartenance à une religion, appartenance à une nation, appartenance à une culture, etc..), c'est l'espace public, celui des identités religieuses et culturelles. C'est l'espace du vivre ensemble, celui où se situent conflits et consensus : celui où se pose la question comment voulons-nous vivre ensemble?

Pour la cohésion sociale dans des sociétés changeantes telles que les nôtres aujourd'hui, il importe dans le cadre de l'espace public, c'est à dire des appartenances, de s'ouvrir à la religion et à la culture des immigrants, des «étrangers» et ceci indépendamment même des conflits qui peuvent surgir. En effet on envisage souvent ces questions que lorsque surgissent des conflits. Au contraire, l'appartenance dynamique implique la reconnaissance de l'autre et de ses symboles. Ainsi, de même que nous avons au cours de l'histoire européenne construit nos symboles d'appartenance et de reconnaissance, il faut connaître et comprendre les symboles d'appartenances des autres, de ceux qui arrivent dans notre monde. Ceci est d'autant plus important qu'on tend à ne reconnaître la culture et la religion de l'autre que lorsque les conflits émergent. En réalité, la culture et la religion des immigrants surtout si clandestins n'intéressent personne sauf si émerge un conflit dans l'espace public. Dans nos sociétés de droits, les solutions dans la gestion de la diversité passent par la reconnaissance des droits y compris à créer des symboles d'appartenance.

A quoi sert le dialogue entre des gens différents? A comprendre ensemble le contenu des droits, à constater les mécanismes de la violence, à apprendre à reconnaître la dignité de l'autre. Il y a, en effet, beaucoup de stigmatisation. C'est un obstacle majeur à l'expression dans l'espace public et à l'exercice des droits et responsabilités. Il faut donc en prendre conscience et lutter contre cette stigmatisation.

La tâche peut ainsi se définir en quatre points : il faut comprendre ensemble le contenu des droits, il faut saisir le mécanisme des violations et des violences, il faut voir et reconnaître les inégalités, il faut démultiplier les espaces d'appartenance. Bref, il faut voir tout ce qui met en danger notre capacité de reconnaître l'autre dans son altérité tout en maintenant l'universalité des droits humains et conjuguer harmonieusement l'être et l'appartenance. Ce qui suppose des prises de conscience et des luttes, et des propositions des solutions.

Les questions qui se posent et qui doivent être résolues sont par exemple : Comment rendre ouverts les espaces clos qu'une conception identitaire tend à fermer ? Comment créer des lieux multireligieux ? Comment enseigner le fait religieux et les religions, rendre pluriels des espaces publics, remodeler les institutions et les symboles ?

I.3 Cohésion sociale et culture musulmane

Tewfik ALLAL, *Président du Manifeste des Libertés*¹⁷

L'air du temps me conduirait à dire que je suis un musulman athée. Auparavant, si on m'avait demandé de dire qui je suis, il ne me serait jamais venu à l'idée de me désigner comme musulman, encore moins comme « Français musulman ». Cette assignation à la « musulmanité » date d'il y a quelques années, lors du débat sur le voile en France – un débat au cours duquel les femmes et les hommes de provenance islamique étaient sommés de se définir comme musulmans, quelle que soit, par ailleurs, leur opinion sur le voile et sa signification.

A ceux qui ne voyaient dans un Algérien, un Tunisien, un Marocain que des « musulmans », répondaient ceux qui prétendaient, dans les manifestations de rue ou dans les médias et la scène politique, représenter la « communauté musulmane ». Et c'est précisément pour se désenclaver de cette assignation qu'a été créée l'Association du Manifeste des libertés.

Ce désenclavement nécessite, en premier lieu, de faire la distinction entre culture et culte. Cette distinction est rendue plus difficile par le fait que, en France, a fortiori en Europe, le culte a été mal reconnu – ce qui a accru la tentation de fermeture sur soi que Gabriel Nissim a relevée –, et la culture a été très ignorée, sans compter la confusion engendrée par les institutions religieuses elles-mêmes, qui s'arrogent le droit de parler « au nom des musulmans », et leurs accointances avec le pouvoir politique.

Il s'agit aussi, quoi qu'en disent les textes canoniques, d'affirmer clairement – au risque de « trahir les siens » – qu'on peut provenir de la culture musulmane et refuser la misogynie, l'homophobie, le racisme et l'antisémitisme. Par cette affirmation, il s'agit de libérer le politique de la religion, et la pensée de la théologie. Une libération dont l'Etat laïque doit être l'expression institutionnelle, sachant que, pour nous, la laïcité n'est ni un legs, ni un acquis. En effet, nous avons la conviction qu'elle est, comme la démocratie, un processus, une construction, voire un combat, un droit à venir, et non une case ou une niche « française » qu'il faut occuper, un slogan ou une bannière anti-voile qu'il faut rallier.

Mais auparavant, il faut se convaincre, convaincre ses amis, ses concitoyens, qu'actuellement l'Islam cristallise des forces de destruction dont il est, à la fois, la source et la cible, et que par là même il n'est pas que l'affaire des musulmans – au même titre que l'Europe n'est pas que l'affaire des Européens.

Par ce travail de désenclavement, nous nous refusons ainsi, d'emblée, à communautariser les questions culturelles. Et du même coup nous affirmons que les faits culturels existent en soi, en tant que faits de société mis en partage, alors que certains préféreraient qu'ils soient éradiqués, en tout cas effacés de l'espace public au nom d'une conception « dure » de la laïcité que, comme vous, nous récusons. Aussi est-il urgent de créer, de multiplier, des espaces politiques, citoyens, laïques, pour que les convictions personnelles et publiques puissent s'exprimer, s'échanger, se confronter. Des espaces publics, comme l'a

¹⁷ Le Manifeste des Libertés est une association dont les adhérents et sympathisants se reconnaissent dans la culture musulmane, qu'ils soient croyants ou non-croyants et qui militent pour la laïcité.

indiqué Gilda Farrell, qui doivent être l'affaire de tous, quelles que soient nos provenances spirituelles, religieuses ou politiques.

I.4 Débat

Claude Hollé, *Laïcité d'accord*

Que doit-on entendre par « enseignement de la religion » à l'école? Pour un laïque il ne peut s'agir que des éléments historiques, sociologiques, philosophiques en relation avec l'émergence et le développement et parfois la disparition des systèmes religieux. Le dogme enferme la pensée, l'analyse rationnelle la libère.

Que doit-on entendre par « je suis musulman » (ou « catholique » ou « protestant »)? N'y a-t-il pas confusion entre être croyant ou être de culture musulmane, catholique ou juive ou autre, sans adhésion à une religion, c'est à dire ayant une croyance personnelle.

Pour s'éloigner du lien aliénant et excluant de la liaison sociohistorique Nation-Religion, la laïcité définie par la loi française de 1905 n'est-elle pas réellement porteuse d'un espoir d'évolution vers la reconnaissance des autres cultures, des autres comme autres moi-même ?

Mohamed pascal Hilout, *initiateur du nouvel islam*

N'est-il pas aussi temps de nous parler vrai sans nous laisser arrêter par la peur de stigmatiser et d'être stigmatisés? Va-t-on pouvoir enfin se dire quelque chose sans penser que moi, en tant que musulman, je suis toujours dans une position de victime ? Il nous faut aussi reconnaître nos torts historiques.

Pierre de Grauw, *Droits et libertés dans les Eglises (Réseau européen Eglises et libertés)*

Pour pouvoir reconnaître l'autre, il faut aussi reconnaître les limites de notre culture chrétienne dans laquelle a eu lieu la débâcle de la 2ème guerre mondiale. Un certain christianisme a fait faillite et beaucoup de chrétiens ne trouvent que le vide. Le pasteur Bonhoeffer a réfléchi sur ce bouleversement et annoncé avant sa pendaison par Hitler une ère où les chrétiens devront assumer l'agnosticisme social { «*Devant Dieu et avec Dieu nous vivons sans Dieu* » écrit il dans ses lettres de prison – note du rapporteur}. Les gens attendent autre chose. L'Europe va naître, une cohésion sociale doit naître si se présente un certain humanisme européen fondé sur la reconnaissance de l'autre (V. *L'épiphanie du visage*, Lévinas)

Louis Fèvre, *Pavés (pour un autre visage d'Eglise et de société), Belgique (Réseau européen Eglises et libertés)*

Les intervenants parlent des relations interpersonnelles où l'autre a sa place comme soi-même. Paul Ricoeur parlait aussi des institutions justes. A creuser. Cette justice suppose que l'on privilégie le faible, le pauvre pour lui assurer ses chances.

Gabriel Nissim

Cet humanisme européen est impossible en effet si l'on ne respecte pas une certaine tradition, un patrimoine. La mémoire est importante. En même temps il faut aussi porter sur

notre passé un regard critique qui doit nous donner une certaine humilité. En plus, comme disait Théo Klein, il faut actualiser la Bible et, j'ajouterais, actualiser le message évangélique.

Gilda Farrell

Quand je parle de victimes de la stigmatisation, je ne parle pas des musulmans, je vise les sans-droits en général. La stigmatisation se manifeste dans la société pour justifier les inégalités, quand la situation des autres est objectivement insupportable. Je prends un point de vue politique, je ne considère pas spécialement les musulmans comme victimes.

Pour répondre à la première question (Claude Hollé, note du rapporteur), ce qui m'inquiète c'est comment construire la pluralité, comment construire le pluralisme inter religieux. Il faut capitaliser, « institutionnaliser » le vécu, graver dans nos mémoires les vécus, les symboles dans leur pluralité. On est resté à un vécu unique. C'est pourquoi il faut envisager les religions non seulement d'un point de vue historique mais aussi du point de vue des valeurs qu'elles portent. Et donc éduquer nos enfants aux valeurs portées par plusieurs religions.

Il n'y a pas d'Europe sans humanisme. Mais il ne faut pas en rester à une vision théorique idéale. Nous sommes dans des conditions où la citoyenneté est niée : les travailleurs des pays les plus faibles sont laissés sans droit, sans citoyenneté européenne, sans reconnaissance d'égalité. L'Union Européenne est incapable d'assurer l'égalité entre les citoyens européens eux mêmes. Nous ne sommes plus des êtres humains solidaires. L'humanisme consiste à rendre lisible la réalité, à passer de l'invisible au visible.

Tewfik Allal

Le terme de «culture» me gêne pour des raisons personnelles. Je connais le fonds culturel de l'Islam (artistique, architectural, historique, etc.) dont l'Europe aussi a bénéficié. Je me revendique de ce fonds là. C'est un trésor historique... Je suis révolté par l'ignorance des islamistes politiques. Ils ignorent qu'au temps des Abbassides (califat des abbasides (750-1258) note du rapporteur) on traduisait dans tout le monde arabe une infinité d'ouvrages venant de partout. Sait-on le grand nombre de livres traduits en arabe à Bagdad ? C'est l'équivalent de toute la littérature étrangère traduite en grec. Je suis issu de cette civilisation dont les islamistes politiques ignorent les trésors. Je ne me suis jamais pensé victime et je ne l'ai pas laissé entendre dans mon exposé. Je refuse que l'autre nous traite de victime.

Gabriel Nissim

Nous ne voyons pas à quel point est spécifique la laïcité française, modèle qu'il ne saurait être question d'imposer. Il convient de respecter les façons très diverses de vivre la séparation de la religion et de l'Etat dans les différentes cultures. C'est en accueillant les différences, non en les niant, qu'on avancera vers la cohésion sociale.

C'est seulement s'il peut s'exprimer dans les médias qu'un groupe peut se sentir reconnu et accéder à la citoyenneté. On ne peut se passer de l'expression des convictions des uns et des autres.

Beaucoup de chrétiens se retrouvent dans le vide. Beaucoup d'Européens ne se reconnaissent plus dans une religion, quelle qu'elle soit. Mais il est intéressant de noter que l'affirmation de non-appartenance religieuse s'accompagne dans les faits de relations entre cultures et appartenances religieuses globales. Ce qui reste, face à l'Etat, c'est souvent non une religion mais une culture et une identité religieuses. Nous avons capitalisé notre culture de façon diverse selon les pays. Comment faire désormais pour faire place aussi à la capitalisation des autres ? Mais y a-t-il un avenir européen sans bases dans le passé ? La tradition n'est pas enfermement mais vivre une identité dans de nouvelles situations en fonction de nouveaux défis.

Brigitte Legouis, *Centre européen du Conseil international des femmes, Union Européenne féminine*

Comment faire accepter par les femmes qui migrent les usages européens : la contraception, une certaine liberté...etc. ? Quand les femmes migrantes arrivent en Europe en venant d'Asie, d'Afrique, on veut leur imposer notre conception. Dans les groupes de femmes on tend à condamner plutôt qu'à aider à évoluer. Je ne suis pas pour les mutilations génitales, mais se libérer des coutumes et sortir d'une culture demande du temps et nous ne pouvons imposer nos valeurs brutalement aux femmes venues d'autres continents. Il leur faut déjà les aider à apprendre notre langue. Il faut écouter l'autre.

Gilda Farrell

J'ai travaillé avec des juristes et la question des mutilations génitales a été abordée. L'un d'eux a évoqué l'idée d'une légalisation permettant de les pratiquer dans des conditions d'hygiène. Nous pouvons agir par voie de recommandation mais pas par la contrainte. Comme on voyage entre les cultures il faut savoir voyager entre les religions.

Tewfik Allal

Faut-il imposer sa culture à l'autre ? En France, la loi sur le voile est instructive. Nous, au Manifeste des libertés, nous étions partagés au sujet de la loi sur le voile, toute politique politicienne mise à part. Tous néanmoins nous avons compris en définitive que l'imposition du voile était d'ordre politique et non d'ordre religieux. Il faut situer la question par rapport aux pays où les femmes se battent contre le voile. Il n'y a pas que le vécu personnel. Il s'agit d'affirmer un principe dans le champ public. Une certaine gauche impeccable sur les droits humains sous-estime les dangers de l'islam politique.

Gabriel Nissim

Il est important d'avoir des Institutions justes qui privilégient le faible, le pauvre pour lui assurer sa chance comme aux autres. Les relations interpersonnelles sont néanmoins essentielles. L'autre, si l'on ne reconnaît pas sa culture, est humilié. Il faut créer les conditions permettant qu'il redevienne fier de son identité ; il faut créer un espace où chacun ait sa place. Par exemple il faut introduire l'enseignement des cultures, des histoires et des langues des pays d'où viennent les enfants dans les programmes scolaires, pas seulement à ces enfants, mais à tous les enfants. Faute de quoi nous négligeons de traduire ce qui vient du monde arabe. Mais il faut refuser l'utilisation politique de ces cultures et être capable d'affirmer des points de vue différents.

M -N Cottet-Plantais

Tout à fait d'accord avec l'analyse de G.Nissim du lien entre un Etat et une religion et avec la critique de la religion d'Etat. N'y a-t-il pas instrumentalisation réciproque? On peut se demander s'il n'y a pas une collusion naturelle des pouvoirs religieux et politique. Il est souhaitable que l'on trouve, en démocratie, un modus vivendi. La séparation est instaurée mais la sainte alliance du trône et de l'autel ressurgit, qu'il faut combattre de façon permanente.

Edith Nagant, *Fédération humaniste européenne*

La société est constituée de personnes dont il faut reconnaître la culture, l'identité et l'option philosophique ou religieuse pour tenter de construire une « cohésion ». Que faire des sexes et des genres? Ne faut-il pas aussi les respecter et les reconnaître? En tant qu'éléments de la personnalité, donc de la culture.

Chérifa Kheddar, *Djarairuna*¹⁸

Quelle est la différence entre les religieux qui prennent le pouvoir, en Grèce, en Italie ou en Turquie? Dans les deux premiers pays où les Eglises exercent une hégémonie mais on ne voile pas les femmes et on ne les écarte pas de l'espace public. En Turquie, les femmes des politiques turcs n'assistent pas aux réceptions officielles. L'exemple de la femme du président de la République serait il anodin ? Faut-il laisser du temps aux femmes pour se libérer de l'excision? Non, il y a urgence. Les femmes qui ont subi cette mutilation ne s'en remettent pas. Elles doivent être secourues avant de subir cette douleur !

Gabriel Nissim

D'accord au sujet des femmes en Grèce, en Italie et en Turquie pour constater que la religion fait partie en ce cas de l'identité culturelle. D'autre part ce n'est pas du côté du statut des femmes, des droits humains ou de raisons économiques qu'il faut chercher la vraie raison des oppositions à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne mais dans le fait qu'elle est musulmane...et que nous sommes « évidemment » chrétiens ?! Il y a des stades différents d'évolution selon les pays. L'Europe, idéalement, par ses textes, peut créer des conditions propices à l'évolution culturelles des personnes immigrées. Mais nous n'avons pas pris sur le temps des sociétés, sur le temps humain. Une réalité vivante ne bouge pas facilement. Il y a sans doute dans des lieux et des cas précis des mesures à prendre. Je suis néanmoins plus porté à respecter la diversité des cultures y compris dans des aspects qui me semblent à moi négatifs. Car il faut se garder de tout colonialisme culturel.

Tewfik Allal

C'est une question de méthode. Il faut tenir compte des mœurs et des usages. Au Maroc par exemple, la marche vers la laïcité est un long travail culturel. Au Maghreb en général il est important qu'il y ait un grand débat entre les associations démocrates du point de vue social,

¹⁸ Musulmans qui s'expriment

culturel...etc. Il ne suffit pas de se déclarer laïque. En France, il faut faire savoir que la communauté musulmane est elle même pluraliste. Il existe toutes sortes de courants et d'orientations : des intégristes, les diverses composantes de l'UOIF (Union des organisations islamiques de France), le CNCM (Conseil national du culte musulman) mais aussi un courant libéral.

Au Maghreb, les islamistes gagnent les élections mais, même minoritaires, nous les laïques ne transigerons pas sur deux points qui nous semblent absolument essentiels : l'égalité homme/femme et les droits des minorités. Ces questions sont d'ailleurs posées dans le Coran. L'affirmation des principes aura à terme un impact politique. Il faut 3 semaines pour former un terroriste et 30 ans pour former un intellectuel musulman.

Lucie Hasselin, *Université Laval*, Québec

Accepterait-on, au nom du respect des cultures, de couper la main d'un voleur de façon stérile dans un hôpital? Quand il s'agit des droits des femmes - par exemple de mutilations génitales -, les traditions culturelles doivent subitement être respectées! Il y a pourtant d'autres solutions possibles, d'ordre symbolique.

J'ai interviewé des enfants immigrés du Maroc. Pour eux le premier droit est l'accès à l'éducation pas le droit au travail

Madeleine Bufquin, *Espérance 54* (département de Meurthe & Moselle, France)

Il me semble que dans toutes les cultures ou nations, les valeurs ne sont pas en cohérence intégrale mais en tension. Exemple: liberté, égalité, fraternité. Le projet de constitution européenne mettait en avant la concurrence libre et non faussée et n'excluait pas pour autant la présence de lobbies et prêchait la solidarité. La vie n'est pas toujours cohérente. La non-cohérence est peut-être l'antidote du totalitarisme.

Gabriel Nissim

Oui, liberté et égalité sont en tension. La fraternité peut les assembler. Le problème n'est pas de créer un espace public totalement cohérent, mais de créer un espace public où peuvent exister les tensions sans tourner à la violence ou à l'exclusion. Cet espace public doit permettre la rencontre interpersonnelle avec l'autre.

II Comment faire société : les enjeux et les contraintes

Les tentatives pour construire la cohésion sociale à partir de la satisfaction des individualismes ou à partir des communautés sont vouées à l'échec, comme l'expérience anglo-saxonne le montre. Le vivre ensemble de citoyens et citoyennes responsables se construit dans le respect des droits humains, indépendamment des convictions de chacun et chacune.

II.1 Communautarisme, individualisme, comment faire en société ?

Eric FAVEY¹⁹ - Secrétaire national de la Ligue de l'enseignement et de la culture

« On peut vivre de toutes les manières mais il y a des manières qui empêchent de vivre ». C'est ainsi que le philosophe Fernando Savater situe les enjeux de la politique et de la morale. Nous pourrions les rapporter à la question qui nous est posée : « comment faire société ? »

Faire Société..... oui, mais laquelle ?

Car finalement, on peut faire n'importe quelle société et de toutes les manières possibles, les pires comme les meilleures ! Il s'agit pour nous évidemment d'affirmer notre choix pour une société progressiste, démocratique, reconnaissant chaque membre de la communauté humaine en égale dignité, avec une attention publique réelle pour les plus fragiles, doublée d'un engagement individuel et collectif pour l'attention à « l'autre ». Il s'agit de « faire société » par la mise en application de ce principe universel d'hospitalité évoqué par Jacques Derrida.

« Faire société » suppose donc de créer, d'entretenir et de réunir les meilleures conditions pour l'association de chacun et de tous, dans l'égalité de droits et d'obligations, à la bonne marche de la société, à son amélioration, à l'émancipation continue de la personne, à la recherche d'une unité qui se fonde sur la diversité de son caractère désormais pluriculturel. La liberté de conscience et de pensée constituent à la fois le cadre et l'objet de cette construction dans un monde d'une grande incertitude et d'une profonde complexité produites par des mutations inédites et rapides et des enjeux nouveaux qu'il est fondamental de comprendre. En France, ce cadre d'invention perpétuelle des valeurs qui nous « fondent en société » c'est la laïcité qui garantit la liberté de conscience. Une laïcité qui garantit que la loi protège la foi aussi longtemps que la foi ne prétend pas faire la loi.

Il est vraisemblable que « faire société » aujourd'hui c'est construire et concevoir des comportements et des politiques qui prennent en compte au moins 4 composantes :

- Le fait qu'il faut faire société plus longtemps parce que nous vivons plus longtemps avec quatre générations simultanées qui doivent penser et entretenir leurs liens de solidarité,

¹⁹ Secrétaire national de la Ligue de l'enseignement, délégué à l'éducation, à la culture et à la société de l'information. Membre du Conseil d'administration de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), Membre du comité consultatif du Haut Conseil de l'Éducation, président du Collectif Inter-associatif Enfance et Médias (CIEM). Il a coordonné la rédaction d'un ouvrage collectif : « Ecole, Université pour que la république tienne ses promesses » (Ed l'Harmattan 2007)

- la nécessité de faire société dans des espaces plus vastes que les espaces nationaux en appui sur des territoires locaux dans un cadre européen et le contexte de la mondialisation globalisante et multipolaire,
- l'accélération et l'extension des réseaux d'information et de communication qui construisent l'essentiel de nos représentations du monde et de l'autre,
- l'état d'avancement du genre humain tout à la fois Prométhée, ayant acquis la capacité de détruire toute vie sur terre avec le feu nucléaire et aussi créateur ayant le pouvoir de fabriquer du vivant en particulier par la maîtrise du génome humain.

Il est donc vraisemblable que « faire société » en ce début de XXIème siècle n'a pas grand-chose à voir avec « faire société » il y a une cinquantaine d'années. Il va nous falloir faire preuve d'imagination. Ce devrait être enthousiasmant mais il y a aussi quelques raisons de s'inquiéter ! Mais n'y-a-t-il pas également quelques idées toutes faites, rapidement agitées pour nous dispenser de dénouer les fils d'une situation paradoxale et complexe. N'est-ce pas le cas de l'individualisme et du risque communautaire invoqués comme périls pour « faire société » ?

Individualisme

A propos de l'individualisme, nous savons bien qu'il n'y a pas d'opposition entre individu et société, qu'il faut les prendre les deux ensembles. Si l'individualisme démocratique mérite d'être soumis à examen ce doit être au nom de ses propres promesses. Car en effet, l'autonomie du sujet contemporain affranchie du lien nécessaire à l'autre ne devient-il pas le tombeau du sujet lui-même ?

Par ailleurs, qui souhaiterait revenir à l'ordre ancien, celui d'une société organisée autour d'une religion, d'un roi ou d'un empereur, d'un dogme ou d'un parti unique ? Qui souhaiterait vivre dans un cadre imposé qui nie à chacun le droit de conduire sa vie ? Cette conquête est le fruit des transformations politiques, sociales et culturelles qui se sont opérées au long de l'histoire de l'humanité. Elles se sont accélérées au siècle des Lumières, pour l'essentiel par la conquête de droits nouveaux, et ont donné lieu à la construction progressive des individus plus autonomes que nous sommes devenus.

Nous sommes à l'ère de l'individu mis constamment devant la nécessité de se constituer, de se justifier, de s'impliquer. Cette construction et ces comportements rencontrent parfois le sentiment de l'épuisement mais surtout une extrême centration sur la satisfaction de ses besoins personnels indépendamment, voire au détriment des besoins de la collectivité avec un égoïsme grandissant. Une forme d'« hyper individualisme » s'est constitué avec son cortège d'inquiétude, de solitude et de fatalité qui produit de la défiance à l'égard des institutions, de ce qui vient d'en haut, d'un autre cercle que celui de la proximité, et qui alimente la peur du différent. Nous sommes donc bien dans cet instant que décrit Alain Ehrenberg, où il est fatigant d'être soi et difficile d'être nous.

De plus, notre individualisme contemporain se développe dans un univers de mobilité grandissante qui dissocie les temps sociaux : ainsi en France, l'essentiel des habitants ne votent pas dans la commune où ils travaillent mais dans celle où ils dorment. Cette mobilité est dure pour les plus faibles et insupportable pour les « assignés à résidence », qu'ils soient dans les quartiers urbains ou certains territoires ruraux pareillement abandonnés. Dans un univers de

compétition interindividuelle, de déficit de reconnaissance, alors que l'identité est constitutive de soi dans les relations sociales, l'individu se fabrique aussi dans le dénigrement d'autrui, dans l'absence d'attention aux autres, dans le contournement des cadres collectifs.

Dans ces conditions,

- comment faire du collectif, du sentiment commun, à partir des individus plus autonomes que nous sommes devenus ? Comment le faire dans une époque dominée par la course à la possession, à la consommation, à l'avoir, à la concurrence, qui semble devenue la cause commune, le carburant de la société ?

- Comment le faire alors que le capitalisme « fou », hyper libéral, lui a donné une forme particulière qui casse les solidarités, qui brise beaucoup de nos repères collectifs qui renforce encore la tentation pour chacun de définir et d'exprimer publiquement « sa » morale et sa vérité.

- Comment faire la société par « addition », par adhésion à un projet collectif, à un destin commun partagé et non plus par la seule reconnaissance du « mérite », escroquerie arrogante pour les vainqueurs et cruelle et humiliante pour les vaincus

- Comment faire société avec les individus dont Gilles Lipovetsky montre bien dans son dernier livre « Le bonheur paradoxal », qu'ils se fragilisent de plus en plus, que leurs angoisses grandissent, qu'un profond sentiment d'insécurité les envahit.

Communautarisme

Alors devant les difficultés « d'être nous » il est devenu courant d'agiter le risque des communautés, le péril communautaire, le communautarisme. Pourtant la société, dans les différentes manières de se constituer politiquement et socialement, n'a-t-elle pas besoin du système de relations que sont les communautés ? Certes il y a des risques à voir se constituer des identités fermées, clôturées là où elles devraient être des points de départ pour donner suite au passé et au présent, des points d'ancrage pour se mettre en mouvement vers les autres ? Mais est-ce bien nouveau ?

Marcel Gauchet dit ne pas parvenir à prendre au sérieux ce risque là en France : « *je crois qu'on confond des communautés, au sens sociologique, et des identités, ce qui est encore autre chose, avec des communautés au sens politique. En raison de leur héritage républicain, les Français ont une sensibilité tout à fait particulière au phénomène communautaire qui leur brouille la vue. Toute immigration est communautaire par un mécanisme extrêmement simple de recherche de protection. Dans un environnement inconnu et hostile, on cherche naturellement le proche, le familier, le confort de la langue, les liens de solidarité. A cet égard une certaine volonté française de ne voir que des individus à des effets déplorables. Elle produit ces ghettos sociaux* ».

Si ce qui est commun à un ensemble de personnes fait qu'elles en éprouvent le besoin de se retrouver, de se regrouper, de s'entraider, de se promouvoir...en quoi est-ce suspect, dangereux pour la société ? Si une communauté devait se substituer aux règles démocratiques de la société, contester la prééminence du droit et du cadre commun des lois républicaines, se fonder sur une identité fermée aux autres, fonctionner dans le déni du respect des personnes, obtenir des droits particuliers ou exclusifs pour ses membres...alors il faudrait s'opposer résolument à de telles dérives. Mais est-ce si fréquent que cela ?

Que serait notre société sans les liens de reconnaissance, de solidarité, d'action collective que produisent les communautés positives ? Et si dans une France dont l'histoire et le présent montrent qu'elle se méfie des singularités, la République ne souffrait pas d'une insuffisance de communautés vivantes, ouvertes les unes aux autres, faisant vivre la diversité culturelle, intégratrices et émancipatrices à la fois ? Plutôt que les communautés, ne faut-il pas s'alarmer des réseaux d'initiés, des ghettos de centre ville, en particulier ceux qui sont conçus pour se préserver d'une rencontre avec d'autres milieux, de ces communautés d'affinités de privilèges qui sont les plus destructrices de liens réels, qui nous empêchent de faire société ?

Une société qui ne connaît et reconnaît que des citoyens est-elle incompatible avec la reconnaissance de leurs droits culturels ?

Certes « la communauté » semble la nouvelle grammaire du monde et nous assistons à une mondialisation des localismes, produits eux-mêmes d'une mondialisation trop peu solidaire et porteuse de progrès humain réellement partagé. Mais n'est-ce pas facile, voire paresseux de nous en tenir à cette prétendue cause principale des difficultés nouvelles et grandissantes à être, faire et vivre ensemble.

Ensemble...Mais pour quoi faire, comment où et avec qui ?

Si l'on admet qu'il faut tenir les « deux bouts », poursuivre la patiente construction d'individus autonomes et faire société simultanément, il s'agit bien de faire vivre ce qu'énonce Charles Taylor : « *on n'est soi-même que parmi les autres ? On ne peut devenir « un moi » sans référence à ce qui nous entoure* », la difficulté qui est aussi un défi à relever, tient peut-être à deux éléments :

- il ne suffit pas d'être conscient de ce qui nous entoure, il faut en être acteur et avoir conscience de sa responsabilité individuelle et des responsabilités collectives qui s'imposent à tout membre d'une collectivité,
- ce qui nous entoure suppose d'admettre que le périmètre a changé. L'espace qui nous concerne va de sa personne, à sa famille jusqu'à la planète avec une succession et l'interaction de cercles d'ordre sociaux, politiques, culturels et symboliques. Nous découvrons chaque jour un peu plus les limites et interdépendances de tous les périmètres de notre existence et ce qu'ils supposent de responsabilités et de solidarités nouvelles...pour la condition humaine elle-même et les progrès ou régressions qui peuvent l'atteindre.

Pour faire société il nous faudra donc mieux combiner un individualisme conquis de hautes luttes avec le sentiment d'appartenance à la communauté humaine. Nous avons pour cela besoin d'être des personnes autonomes et solidaires capables de se situer dans une histoire –toute une histoire-, dans un environnement qui pour longtemps encore demeurera incertain et complexe ; mais également et surtout capables d'imagination, de créativité, de fantaisie aussi. Nous aurons donc besoin de travailler à inverser les tendances normalisatrices qui inspirent les gouvernements comme les industries du divertissement. C'est un défi culturel, politique et social. C'est à nouveau celui de l'éducation, l'éducation tout au long de la vie, formelle et scolaire, informelle, populaire et permanente.

Mais c'est aussi le défi d'une vie associative comme moyen réel de mise en mouvement collectif des individus, d'une remise en confiance dans la capacité de peser sur les choses, de

construire pas à pas des relations durables et ouvertes, d'être utile à soi-même et aux autres, de contribuer à l'intérêt général. C'est d'autant plus décisif à une époque où dans la plupart des pays d'égal développement, l'essentiel de nos vies n'est pas du temps travaillé professionnellement : 10% d'une vie dont l'espérance est de 80 ans. Il n'y a aucune fatalité à un usage de ce temps devenu disponible qui soit dédié à la fabrication de cerveaux formatés, de replis consuméristes, de craintes des rencontres nouvelles.

Seul le sentiment d'une responsabilité de chacun et de tous qui se nourrit d'une nécessaire fraternité peut incarner ce renouvellement du « faire société » à des échelles connues - le personnel et l'interpersonnel, le local, le national et les échelles intermédiaires-, en gestation - l'Europe, en devenir les grands espaces régionaux du monde et la planète. Au sentiment « d'être au monde », il faut ajouter et fabriquer un sentiment pour chacun « d'être du monde », d'en constituer une des pièces agissantes dont nul ne peut contester les droits et la dignité. Mais cette position nouvelle crée une nouvelle obligation : renouer avec un idéal d'émancipation, réhabiliter l'idée même d'un progrès toujours possible de l'humanité dont le modèle ne soit pas emprunté au seul occident industrialisé, conquérant, dominateur. Bref investir dans l'humanisme dont notre seconde modernité a besoin.

On ne peut pas penser « faire société » pour le seul état présent du monde. Sans dynamique liée à l'avenir, à la possibilité de transformer la réalité vécue, il n'y a pas de possibilité de comprendre son environnement, où alors pour simplement s'y complaire. Pour celles et ceux qui le vivent le plus difficilement, le plus douloureusement, c'est dramatique et dangereux : la société qui était promesse devient alors danger. La peur s'installe pour soi-même et à l'égard des autres. Ou alors le cynisme et la fatalité qui nous entraînent à revenir de tout avant d'y être allés !

Chacun doit sentir que l'amélioration est liée à l'amélioration collective de la condition de toutes et tous. Comment considérer non pas que « sa liberté s'arrête où commence celle des autres »... Mais que « ma liberté commence où commence celle des autres ». Autrement dit je ne peux espérer une meilleure condition pour moi et mes proches que si je travaille aussi à rendre meilleure la condition des autres. C'est dans cette dialectique que la cohésion sociale rejoint la bataille de la culture et celle de l'engagement et des valeurs démocratiques.

Pour donner consistance à cette perspective de « faire une société meilleure », il me semble qu'il faut travailler à quatre causes qui sont d'ardentes obligations pour la démocratie, patiente construction dont Claude Lefort dit que « *c'est rêver de supposer que nous la possédons* ». Alors rêvons un peu pour ces quatre causes

- la qualification démocratique des individus : autonomes et solidaires – notre outillage est incomplet- mais surtout l'usage que l'on en fait est insuffisant. L'entraînement dispensé à cet effet par les institutions scolaires et culturelles et par les esquisses de la formation tout au long de la vie ne sont pas à la hauteur de la « Haute qualité démocratique » que Patrick Viveret invite notre société à rechercher, à l'identique de la recherche de « Haute qualité environnementale » qui semble s'élaborer. A cet égard les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire devraient réinvestir le terrain de l'éducation aux convictions afin de faire reculer le relativisme ambiant et le marché des mages et des sectes en tous genres.

- la réduction des inégalités par la lutte contre toutes les discriminations, la traque à toutes les atteintes à la dignité des personnes et l'éradication de la misère. Seule une politique audacieuse et réelle de compensation pour donner plus à ceux qui ont le moins peut permettre d'y parvenir, car la pire des inégalités consiste toujours à traiter de manière égale des situations inégales.
- l'amélioration des cadres collectifs de décision politique et publique, avec un équilibre à trouver entre les pratiques de participation, de délibération, de délégation, et une place réelle faite à la société civile.
- la réhabilitation de l'action publique et de la confiance qu'elle doit susciter. Cela passe par un accès accru aux biens communs et aux services d'intérêt général préservés de la compétition marchande : culture, éducation, solidarité, santé, écologie, information.

Ce qui est en jeu pour « faire société », qui renforce la cohésion sociale, c'est de faire coïncider la conscience que nous avons de nous-mêmes en tant qu'individus et celle que nous avons de nous tous comme collectivité politique fondée sur la citoyenneté démocratique et la justice sociale. Cela repose sur le rétablissement du lien de confiance fragilisé par le mépris, les dominations, l'affairisme, l'affaiblissement moral d'une partie des dirigeants.

On ne fera pas société en agitant le drapeau de l'identité nationale décrétée par un Etat. « *Seuls les états totalitaires rendent l'amour de la patrie obligatoire* » dit avec force Tzvetan Todorov

On ne fera pas société par un discours rétréci sur les migrations, la gestion répressive de l'étranger, la justification du lien familial par des tests ADN.

On fera société en renouant avec l'émancipation face aux nouveaux obscurantismes, aux barbaries qui menacent, aux pensées formatées, aux dominations culturelles, en substituant à l'ordre des choses la volonté des femmes et des hommes.

On fera société en renforçant, en renouvelant le sens de la condition humaine, en traçant des voies nouvelles qui civilisent la mondialisation.

Car comme nous y invite Lewis Carroll, dans Alice aux pays des merveilles « *Si le monde n'a absolument aucun sens, qui nous empêche d'en inventer un ?* ».

II.2 Les limites du multiculturalisme au Royaume Uni

Hanne STINSON²⁰ - *Directrice de British Humanist Association*

L'Angleterre a été une nation de migrants pendant plusieurs siècles mais, comme dans beaucoup de pays européens, cette situation a changé de façon significative depuis le dernier demi-siècle environ.

²⁰ Actuellement à la tête de « British Humanist association » (BHA), Hanne Stinson est diplômée de « University College London » en 1969 et fit des recherches postgraduate à l' « Institute of Psychiatry » avant de se réorienter dans les activités liées au volontariat. De 1986 à 2001 elle a travaillé pour la Croix Rouge britannique dans de nombreuses fonctions, notamment le développement et la réalisation de programmes d'enseignement pour le personnel et les volontaires sur les pratiques égalitaires et antidiscriminatoires, ainsi que sur les lois humanitaires internationales et les droits humains. Elle a été membre du groupe de travail "Society's Equality Opportunities" pendant de nombreuses années.

Londres, par exemple, est maintenant une des villes les plus multiculturelles du monde, avec beaucoup de groupes de races et ethnies différentes, beaucoup de religions différentes et des personnes non-religieuses vivant côte à côte. Beaucoup de londoniens voient cela de façon positive: ils aiment cette variété de gens, de langues et de culture, sans oublier l'immense variété de restaurants. Mais il y a des écoles à Londres, et dans d'autres villes, dans lesquelles les enfants parlent plus d'une centaine de langues différentes. Il ya beaucoup de villes avec une grande population de musulmans, de Sikhs, d'Hindous et d'autres religions encore. Il a été prédit que Leicester deviendra rapidement la première ville d'Angleterre dans laquelle les blancs seront en minorité, et d'autres villes suivront. Très récemment, nous avons eu un nombre significatif de migrants en provenance d'Europe de l'est, qui fait que l'Eglise Catholique célèbre le nombre croissant de catholiques.

Ces situations ont provoqué, comme dans beaucoup de pays, des tensions et bien sûr des violences en différents endroits, et la politique de multiculturalisme mise en place par le Royaume Uni en réponse à ces tensions est une tentative sincère pour réaliser une société cohésive. Qu'est-ce que le multiculturalisme ? La première difficulté que nous rencontrons est que les gens définissent le « multiculturalisme » de façons différentes.

Si vous définissez le « multiculturalisme » comme des politiques qui permettent aux gens de vivre leur vie selon leurs propres croyances et culture, tant que cela ne nuit pas aux autres, peu de gens auront des difficultés avec cette définition. Une telle approche est fortement fondée sur les droits humains et est aussi en accord avec la définition de la cohésion sociale approuvée par le Conseil de l'Europe qui fait référence à « *une communauté solidaire composée d'individus libres* »²¹

Mais le multiculturalisme peut aussi signifier des politiques qui identifient les personnes par une ou deux caractéristiques seulement : leur race ou leur religion, et qui, en conséquence, considèrent que toute personne qui a ces caractéristiques fait partie d'une même « communauté ». Si vous considérez alors ces communautés comme si elles étaient homogènes, et si vous autorisez certaines personnes, qui ont été nommées ou qui se nomment elles-mêmes comme « chefs de ces communautés » ou « chefs religieux », à parler au nom de ces groupes, vous engendrez une situation qui encourage les séparatismes et qui peut conduire à une oppression des personnes à l'intérieur de ces groupes. Une telle approche favorise ce qui est appelé les « droits des groupes » au détriment des droits individuels et peut aussi conduire à une séparation, suivant les différents groupes, des prestations pour l'éducation et pour les services sociaux et de santé.

La politique gouvernementale actuelle du Royaume Uni avec sa focalisation sur les communautés est largement fondée sur cette seconde définition, mais il est important de reconnaître que cette approche, même avec ses récents développements, est très différente de celle qui est en vigueur dans certains pays européen qui ont accepté de façon pratique une

²¹ La définition de la cohésion sociale approuvée par le Comité des ministres est : « La cohésion sociale est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques ».

organisation en « piliers » avec des prestations différentes suivant les différents groupes religieux pour l'éducation et les services sociaux et de santé. Ceci n'est pas le modèle du Royaume-Uni, qui est encore largement fondé sur les principes d'« inclusivité », avec des services généralement fournis à tous par l'Etat ou des organisations séculières. Nous sommes opposés, comme la majeure partie de la population en Grande-Bretagne, à ce modèle en “piliers” parce qu'il divise, privilégie certaines croyances par rapport à d'autres, tend à scléroser la société et donne peu de possibilités de choix aux individus pour leur identité « officielle ».

Jusque récemment, la manière de voir le multiculturalisme du Royaume Uni avait un très large soutien, avec peu de détracteurs, mais cela est entrain de changer, et il y a maintenant un débat qui va grandissant sur l'impact du multiculturalisme sur les bonnes relations, sur la cohésion sociale et sur les droits des personnes. C'est un débat confus car les gens définissent rarement les termes qu'ils emploient et, s'ils le font, ils utilisent des définitions qui favorisent leur point de vue. Ainsi, Zia Haider Rahman, commentant dans un blog du Guardian blog²² un récent débat sur le “multiculturalisme” expliqua comment il avait demandé à quatre orateurs de définir ce qu'ils entendaient par multiculturalisme : Trevor Phillips, le président de la toute nouvelle Commission pour l'Egalité et les Droits Humains qui avait déclaré que le Royaume-Uni “allait vers la ségrégation comme un somnambule”²³, dit que le multiculturalisme était “ce qui valorisait les choses qui nous divisent plus que celles qui nous unissent”, tandis que le parlementaire, Sadiq Khan, défendant le contraire dit que le multiculturalisme était « le respect mutuel fondé sur une éthique commune ». Kenan Malik parlait du multiculturalisme comme des “politiques de diversités culturelles qui exigent de nous de célébrer publiquement les différences” et Arun Kundnani parlait de « pluralisme ethnique reconnaissant les différences entre les groupes dans la sphère publique ». Il n'est pas surprenant que le débat devienne un peu confus !

Il y a peu de doute que lorsque le gouvernement du Royaume-Uni adopta une approche fondée sur le multiculturalisme, c'était avec les meilleures intentions. C'était, en partie, une réponse à des troubles ethniques qui se sont produits dans certaines régions urbaines dans les années 1960, et ensuite aux émeutes de Brixton dans les années 1980 qui mirent en évidence des problèmes dans le maintien de l'ordre, le logement et l'emploi²⁴. Cette approche reconnaissait la diversité raciale, religieuse et culturelle grandissante au Royaume-Uni, et aussi que les gens pourraient souhaiter se retrouver dans des groupes de race, de nation et d'ethnies qui partagent les mêmes cultures. Elle était fondée sur la race et l'ethnie. Elle était fondée sur les principes d'égalité et de respect des droits humains. De plus elle était associée à une bonne législation contre la discrimination raciale. L'objectif général était de permettre aux gens de vivre leur vie comme ils l'entendaient, tout en protégeant les minorités ethniques des discriminations raciales et bien entendu de la violence. Elle était aussi conçue pour assurer que les groupes minoritaires aient une “voix”, et cette approche était aussi accompagnée par des travaux efficaces sur les bonnes relations et la cohésion sociale. Reconnaisant la pauvreté et les privations présentes dans certaines minorités, cette approche était aussi accompagnée de services médicaux et sociaux ciblés, de soutien à des associations de charité ou d'entraide travaillant spécifiquement avec certains groupes minoritaires. Il n'y a aucun doute que cela a été bénéfique pour répondre aux

²² http://commentisfree.guardian.co.uk/zia_haider_rahman/2007/05/apples_and_oranges.html

²³ <http://www.cre.gov.uk/Default.aspx.LocID-0hgnew07s.RefLocID-0hg00900c002.Lang-EN.htm>

²⁴ Lord Scarman's Report into The Brixton Disorders, 1981

besoins des gens mais, même dès les premiers jours, la question s'est posée de savoir si la mise en place de services séparés pour des groupes difficiles à joindre n'encourageait pas de fait la séparation et ne sapait pas l'intégration.

Nous pouvons voir, au moins dans une certaine mesure, que ces politiques étaient fondées sur les droits humains : le droit pour chaque personne de vivre selon sa propre culture, ses croyances et pratiques mais je pense que nous devrions nous demander s'il ne pouvait pas y avoir un élément raciste : répondre à des tensions raciales en encourageant activement un certain niveau de séparation qui pourrait marquer l'intention de la population majoritaire d'avoir peu de contact avec les autres groupes. Le cynique peut aussi se demander si l'ensemble de cette approche n'était pas quelque vestige du passé colonial britannique, maintenant les minorités ethniques « à leur place ».

Il est honnête de dire que, dans les années 80 et 90, la combinaison de la législation antiraciste et de l'approche multiculturelle a enregistré quelque succès. Elle a amélioré les relations raciales (jusqu'à un certain point). Elle a renforcé la liberté individuelle et les droits humains (jusqu'à un certain point). Et elle a commencé à donner voix, localement et nationalement à des groupes minoritaires. Elle a aussi encouragé les gens à accepter et peut-être à apprécier les bienfaits de la diversité.

L'accent mis sur les groupes ethniques a bien encouragé dans une certaine mesure le cloisonnement mais l'approche fonctionna raisonnablement bien jusqu'à ce que Tony Blair et le gouvernement travailliste changent toute l'approche du multiculturalisme pour tout centrer presque exclusivement sur la foi. Du jour au lendemain, toutes les différences dans la société étaient d'ordre religieux, la religion étant généralement et de manière non-critique vue comme "une bonne chose". Le multiculturalisme devint donc un "multifoisme". L'approche partait du principe que presque tout le monde avait des croyances religieuses et le gouvernement traitait avec les groupes minoritaires sur la base de leur religion.

L'année 2001 fut une année cruciale dans le développement du multiculturalisme. D'abord il y eut une autre série d' "émeutes raciales " dans trois cités du Nord. Le rapport Cantle sur ces émeutes mit en évidence que les trois villes montraient une "intensité de polarisation" autour de communautés en situation de ségrégation et vivant "une série de vies parallèles" et concluait que de nouvelles violences étaient à prévoir si le gouvernement, la police et les chefs de communauté échouaient à "briser cette polarisation". Parmi les recommandations figuraient des choses comme la promotion d' "un concept signifiant de citoyenneté" et la reconnaissance de l'impact du nombre croissant d'écoles confessionnelles sur la cohésion sociale.

Et il y eut le 11 septembre 2001, qui poussa le gouvernement à renouveler son centrage sur les « communautés » musulmanes et à construire sur les relations existantes avec le Muslim Council of Britain²⁵ et divers «chefs religieux » (faith leaders), regardés comme représentant les convictions de la "communauté musulmane" dans son ensemble.

Avant d'aller plus loin, je pense que je devrais situer tout ceci dans le contexte britannique unique d'une Eglise établie, l'Eglise anglicane avec à sa tête la Reine qui est en

²⁵ Une coalition d'organisations musulmanes, fondée originellement pour représenter les positions des musulmans sur les « versets sataniques » de Salman Rushdie.

même temps chef de l'Etat et avec des évêques siégeant de droit à la Chambre des Lords; dans le contexte aussi de l'Eglise anglicane et autres Eglises ayant une influence considérable sur la politique publique, et d'un grand nombre d'écoles de l'Eglise anglicane et d'écoles catholiques recevant des fonds publics. Et en dépit de tous les signes d'un très rapide déclin des croyances chrétiennes: par exemple, moins de 7% de la population fréquente l'Eglise avec quelque régularité, le Royaume-Uni était – et est- encore vu comme un pays à prédominance chrétienne, avec un culte collectif chrétien dans toutes les écoles (pas seulement dans les écoles religieuses), et avec un financement public de différentes organisations chrétiennes.

Avec des Eglises jouissant encore de tant de privilèges et de tant de pouvoir et d'influence alors que les religions non-chrétiennes étaient en expansion rapide, il n'est peut-être pas surprenant que le gouvernement, pour une part dans l'intérêt de l'égalité et pour une autre en réponse aux préoccupations causées par le fondamentalisme musulman, ait commencé à donner plus de pouvoir et d'influence aux religions non-chrétiennes et a poussé plus loin cette politique même après le 11 septembre, après la guerre d'Irak et aussi après les attentats à la bombe de 2005 à Londres. Ainsi, dans le contexte d'une Eglise chrétienne établie, le gouvernement a tenté de s'attaquer aux inégalités entre les différentes religions du Royaume-Uni et choisi de le faire, non en mettant fin aux privilèges existant de l'Eglise, mais en accroissant ceux accordés à toutes les religions.

Après 10 années de Tony Blair, le multiculturalisme était presque totalement centré sur la foi et les “communautés de foi”, autorisant les “guides de la foi ” à parler au nom de “leurs communautés”, et ignorant tous les autres, y compris les minorités de ces “communautés de foi” et les non-religieux, en dépit d'études montrant que 69% de la population ou n'appartient pas à une religion ou n'assiste jamais à un service religieux²⁶. Cette politique a négligé le fait que l'importance de la foi, même pour qui s'identifie comme religieux, varie énormément et que nous avons tous de multiples identités, dont chacune prend de l'importance dans différents contextes. Un musulman par exemple, peut aussi être une femme, une mère, un aide aux malades et diriger une petite affaire, mais l'approche actuelle ne lui donne voix que par l'intermédiaire de son 'guide de foi', invariablement masculin et probablement plus réactionnaire dans ses vues. Cette approche peut aussi renforcer l'oppression des femmes et d'autres minorités à l'intérieur des 'communautés de foi'.

Le gouvernement britannique consulte “les guides de foi” sur un immense éventail de questions. Il y a des Unités de foi dans la plupart des ministères du gouvernement et beaucoup ont leur “groupes consultatifs de la foi”. Sauf rares exceptions ceux-ci excluent les représentants des non-religieux; des minorités au sein des diverses groupes religieux et les personnes qui ne sont que nominalement religieuses. Il en va de même aux niveaux local et régional.

La politique gouvernementale a aussi rapidement accru le nombre d'écoles d'une foi particulière financée par les pouvoirs publics, y compris les fois minoritaires, malgré le fait que cette politique conduit à une ségrégation accrue des enfants selon leur race ainsi que selon les croyances religieuses ou non-religieuses de leurs parents. Une école d'Etat sur trois est une école

²⁶ Park et al (eds) (2007) British Social Attitudes. Le 23ème Rapport. Perspectives on a changing society. London: SAGE Publications

religieuse et ces écoles sont autorisées à discriminer sur la base de la religion ou de la croyance dans l'admission à l'école et dans leur politique d'emploi.

Le gouvernement reconnaît, dans une certaine mesure, que le développement des écoles de foi conduit à la ségrégation et il s'attache à traiter les problèmes que crée ses propres politiques en demandant aux écoles de promouvoir la cohésion sociale, par exemple par des "jumelages" d'écoles et en dehors des activités scolaires. Beaucoup de ces activités sont centrées sur un travail 'interreligieux' et ignorent le non-religieux (quelque 65% des jeunes, selon une étude du « Department for Education and Skills » (Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle)²⁷ .

Il est de plus en plus évident et préoccupant que le travail exclusivement inter-foi, s'il appréhende certaines des tensions entre les différentes fois, crée de nouvelles lignes de partage et exacerbe les tensions entre tous les croyants d'une part et entre ceux-ci et les non-croyants d'autre part. La politique du travail avec les "communautés de foi" et les "chefs religieux" rend de toute évidence plus difficile pour le gouvernement de s'attaquer aux problèmes importants tels que le mariage forcé et les prétendus 'crimes d'honneur'. Elle entraîne aussi une réticence à résister aux groupes religieux lorsqu'ils exigent des restrictions au droit de critiquer les croyances et les pratiques religieuses. L'outrage au religieux est devenu une question politique majeure au Royaume-Uni comme ailleurs.

Le gouvernement britannique a aussi développé une politique relativement nouvelle de sous-traitance au secteur privé et au bénévolat les services publics, y compris de l'emploi et de l'assistance, de la santé, des services sociaux et mêmes de la probation (condamnés mis en liberté surveillée). Ils ont choisi particulièrement de déléguer des services à des organisations religieuses, quoique celles-ci aient des exemptions de la législation anti-discrimination qui leur permettent de discriminer, non seulement selon la religion ou la croyance mais aussi selon l'orientation sexuelle. Il reste à voir si le nouveau gouvernement de Gordon Brown apportera des changements significatifs à la politique du multiculturalisme. Je voudrais cependant mettre en lumière quelques développements récents qui pourraient indiquer que les campagnes et le travail de lobby de la « British Humanist Association » et d'autres auprès du gouvernement, et aussi que les signes d'une évolution de l'opinion publique sur certaines questions, ouvrent une perspective de changement.

Il y a des signes de reconnaissance, au sein du gouvernement et ailleurs, de problèmes qui résultent de cette forme de multiculturalisme et quelques signes d'infléchissements de la politique publique, bien qu'il s'agisse généralement d'actions visant à en atténuer quelques effets sur les bonnes relations et sur la cohésion sociale plutôt que d'un changement radical.

Le choix fait par le gouvernement de multiplier les écoles de foi, y compris pour les diverses religions minoritaires continue, en dépit de préoccupations croissantes - y compris dans son sein - au sujet de leur impact sur la cohésion sociale et du fait que la majorité de la population du Royaume-Uni est maintenant opposée à ces écoles. Plutôt que de s'attaquer aux écoles elles-mêmes (clairement une question très sensible), le gouvernement a cherché à

²⁷ Young People in Britain: The Attitudes and Experiences of 12 to 19 Year Olds. DfES Research Report RR564, National Centre for Social Research 2004

améliorer leur impact sur la cohésion sociale, d'abord en proposant que ces écoles soient tenues d'admettre 25% d'enfants d'autres religions ou de croyances non-religieuses (proposition abandonnée dans les 24 heures sous la pression des groupes d'Eglise) et on s'en tient à une nouvelle obligation légale pour toutes les écoles, y compris les écoles de foi, de promouvoir la cohésion sociale. En même temps, le gouvernement vient de reconfirmer son choix en faveur des écoles 'mono-religieuses', suivant un rapport basé sur une consultation des divers responsables d'écoles de foi et qui omet de reconnaître tout problème résultant de la ségrégation des enfants selon les croyances de leurs parents²⁸.

L'intérêt actuel porté et l'accent mis par Gordon Brown sur la citoyenneté, "l'anglitude" (Britishness) et les valeurs partagées, semble aussi être une vraie tentative pour s'attaquer à quelques questions, mais il reste à voir si ce sera un changement réel d'accent. Nous devrions reconnaître que le gouvernement semble avoir admis que les "chefs religieux" qu'il associait aux discussions de politique n'étaient pas représentatifs des groupes religieux qu'ils prétendaient représenter, sans parler du reste de la population et il essaye maintenant d'engager un dialogue avec une plus grande variété de groupes, incluant des femmes musulmanes, par exemple.

Je pense aussi que l'énorme investissement en campagnes et en action de lobby accompli par la « British Humanist Association » tout au long de ces dernières années et la relation que nous avons établie avec divers politiciens, avec les ministères et bien sûr avec les groupes de foi commence à produire quelque effet. On comprend mieux maintenant que ce qui permet aux "communautés religieuses" et aux "chefs religieux" d'exercer une influence disproportionnée sur la politique est contreproductif et que nous devons insister sur les droits des individus, non sur ceux des groupes, incluant évidemment les droits des non-religieux mais aussi les droits des individus à l'intérieur des prétendues "communautés religieuses". Les ministères du gouvernement sont aujourd'hui plus enclins à recueillir nos vues, parallèlement à celles des religieux, sur les questions de politique et il est significatif aussi que le gouvernement est en train de financer un projet de la « British Humanist Association » visant à développer l'implication des humanistes dans les consultations des autorités locales et des réseaux d'égalité.

Il y a aussi des signes d'une révision de la politique actuelle de sous-traitance des services publics, aux groupes religieux notamment. Mais cela reste à voir. L'an dernier, le gouvernement mettait en place une Commission de l'Intégration et de la Cohésion, qui en dépit de ses attributions restreintes (elle n'est pas, par exemple, autorisée à se pencher sur l'impact des écoles religieuses!), a procédé à de larges consultations et son rapport²⁹ met en lumière, entre autres, l'importance des droits et responsabilités individuels. Il reste à voir si ce rapport aura une influence sur la politique du gouvernement dans l'avenir.

Nous avons aussi à voir quelle ligne prendra la nouvelle Commission pour l'Egalité et les Droits humains. Son président, Trevor Phillips, a pris position clairement contre un multiculturalisme fait de communautés séparées. Nous avons été étroitement associés au processus de mise en place de la Commission (par exemple, j'ai été membre du Groupe Directeur gouvernemental sur la Transition (Transition Steering Group) et nous avons plaidé de façon

²⁸ <http://www.dcsf.gov.uk/publications/faithinthesystem/pdfs/FaithInTheSystem.pdf>

²⁹ http://www.integrationandcohesion.org.uk/upload/assets/www.integrationandcohesion.org.uk/our_shared_future.pdf

continue pour la reconnaissance des droits des personnes plutôt que de ceux des groupes. La Commission pourrait avoir une influence considérable sur la manière dont se développe la politique et, ayant collaboré étroitement avec quelques unes des personnes impliquées, je pense qu'un optimisme mesuré est permis.

Si nous voulons construire une société cohésive au Royaume-Uni, il faut le faire à partir des acquis très significatifs de la version britannique du multiculturalisme: acquis qui incluent certainement une acceptation grandissante de la diversité ethnique, culturelle et religieuse (y compris, naturellement le nombre en rapide croissance des gens n'ayant pas de croyances religieuses), et au moins quelque reconnaissance de ce que la diversité apporte d'importants bienfaits. On a aussi progressé vers une large acceptation du besoin d'une vigoureuse législation anti-discrimination et vers la compréhension de l'importance des principes et de la législation des droits humains, même s'il reste un long chemin à faire dans le domaine des droits humains, en particulier à cause de campagnes médiatiques orchestrées présentant les droits humains comme protégeant les terroristes et les criminels plutôt qu'apportant une protection à nous tous et toutes.

Le multiculturalisme a aussi favorisé une compréhension de ce que les personnes ont droit à vivre leur vie selon leurs croyances et leur culture, pour autant que cela ne nuit pas à autrui et que nous devons tous accepter la différence et en prendre notre part si nous voulons poursuivre ensemble notre chemin.

Quoiqu'il en soit, nous sommes appelés à prendre le virage crucial d'un multiculturalisme fondé sur les "communautés" et les "droits des communautés" vers un multiculturalisme fondé sur les droits humains individuels et sur la tolérance et le respect mutuels. Nous avons aussi à atténuer fortement l'accent mis sur la religion comme l'essentiel de l'identité des gens car pour une grande majorité, y compris la plupart des croyants, la religion n'en est qu'un des nombreux éléments et même relativement peu important³⁰.

Si nous sommes capables d'accomplir ces choses, nous aurons bâti le type de société dans laquelle, moi la première, je serais très heureuse de vivre.

Traduction du texte anglais en français par François Becker et Hubert Tournès

II.3 Eduquer au respect de l'autre et à la diversité, rôle de l'histoire dans la représentation que l'on en a : Histoire de la diversité et diversité des histoires

Alain MOUCHOUX³¹ - *Président du Regroupement Education et Culture de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe*

Tout d'abord nos félicitations pour la tenue de ce colloque qui vient à point nommé dans les débats en cours sur l'identité culturelle et la cohésion sociale de l'Europe et mes remerciements de m'avoir invité à y prendre la parole au nom du Regroupement Education et

³⁰ <http://www.homeoffice.gov.uk/rds/pdfs04/hors274.pdf>

³¹ Président du Regroupement Education et Culture du Conseil de l'Europe, Alain Mouchoux est Inspecteur de l'Education Nationale, ancien secrétaire général du Comité Syndical Européen de l'Education (CSEE), ancien Président du Comité Syndical Francophone de l'Education et de la Formation (CSFEF)

Culture. Que l'initiative et l'organisation de ce colloque soient le fait du groupe G3i et de la Conférence des OING est de bon augure en raison de leur composition plurielle ; nous apprécions, ici, cette réflexion prospective et d'actualité pour notre avenir commun.

Mon propos est de dire les choses telles qu'elles sont ressenties et vécues, sans dissimulation rhétorique parce que nous sommes des hommes et des femmes de conviction qui s'engagent pour bâtir en continu des sociétés dans lesquelles tous et chacun trouvent leur place pour vivre en harmonie. Cette conviction, ces convictions sont des chances, elles sont des atouts pour l'avenir car elles comportent en elles-mêmes une volonté d'être soi - sans reniement- de se reconnaître dans une orientation, un système de pensée ; cette appartenance se réfère à des valeurs universelles, elle implique, intègre et valorise la confrontation des idées qu'elle contribue à nourrir.

Respecter l'Autre c'est aussi dire ce qui est, ce qu'on est, ce qu'on pense et ne pas abaisser son propos. Respecter l'Autre c'est d'abord le placer à égalité de compréhension et de débat ! Dire la vérité, les vérités, les entendre, c'est déjà briser les barrières symboliques ! Faire preuve de conviction, c'est faire preuve d'honnêteté intellectuelle. Et je suis sûr que c'est bien dans cet esprit que nous travaillons ensemble et que notre microcosme, ici, est à l'image des débats qui se tiennent ou devraient se tenir partout pour mieux vivre ensemble durablement. J'ajouterai encore que je ne suis pas un exégète des religions, ni un historien. Il s'agit pour moi, ici, d'exprimer des idées, des convictions, des propositions de nature si possible à faire progresser nos idéaux et nos valeurs !

Diversité et valeurs universelles.

L'Europe est une terre de grande diversité culturelle et religieuse. Cette diversité est également économique et sociale, elle est politique aussi ; en même temps, on se réfère, par humanisme, en principe, aux mêmes critères de démocratie, d'état de droit, de citoyenneté. Ce double constat, apparemment banal, doit être sans cesse présent à notre esprit et doit nous mobiliser ; sinon, au nom même de cette diversité à laquelle nous sommes attachés, nous accepterions les manquements graves et répétés aux droits de l'Homme, à la liberté d'expression dans un pays, nous cautionnerions le recours à l'internement dans des hôpitaux psychiatriques pour les opposants politiques dans un autre, nous accepterions les inégalités entre hommes et femmes, la pauvreté et les richesses scandaleuses, nous nous accommoderions aussi de l'impossibilité d'accéder à sa culture, d'apprendre et de pratiquer sa langue maternelle ou bien sûr encore de pratiquer la religion de son choix ou de ne pas en avoir!

Ces inégalités, dans la diversité, sont inacceptables pour nous - et pas seulement en Europe - puisqu'elles signifient exclusions et discriminations alors que nous, acteurs de la société civile, agissons pour plus d'intégration, de cohésion et d'égalité sociales. Le droit à la différence ne peut pas signifier l'absence de droits...Nous ne pouvons pas plus accepter que par nature ou par histoire certains peuples dans plusieurs régions d'Europe, en ce moment même, doivent continuer à vivre sans la plénitude de leurs droits de citoyen. Ne laissons pas non plus caricaturer cette diversité, comme si elle était le fait d'un « vieux continent », d'une « vieille » région du monde qui, ainsi, n'aurait pas encore compris les avantages merveilleux d'une standardisation et d'une monoculture universelles ...

Il faut sans cesse réaffirmer que les valeurs universelles sont le fondement de la démocratie. Le siècle des Lumières a brillé pour tout le monde et il faut rappeler ici la dimension européenne de cette « révolution des droits de l'Homme ». Qu'elle se soit appelée « Enlightenment, Aufklärung, Illuminismo » elle a voulu déjà développer, en son temps, la liberté d'expression, l'autonomie de l'individu, l'universalité et l'égalité des droits humains dans la diversité. Je rappelle cela pour que nos débats actuels ne donnent pas l'impression de céder à une sorte de mode interculturelle alors qu'il s'agit d'un enjeu de société permanent et donc déterminant pour notre avenir. Le progrès, l'avenir de nos sociétés résident donc dans une double tâche, concomitante : celle d'assurer une égale dignité pour tous, de bénéficier des droits fondamentaux, notamment sociaux, en référence à des valeurs que nous voulons universelles tout en continuant à valoriser la diversité culturelle, un de nos biens et liens communs en Europe.

Nous ne pouvons donc pas séparer, ni dans nos engagements, ni dans nos actions, cohésions sociales, identités culturelles et valeurs universelles. Notre attachement à cette diversité ainsi définie et que nous considérons comme une richesse humaine et sociale ainsi qu'une chance pour notre continent, se fonde nécessairement sur la connaissance du passé donc de l'Histoire.

La connaissance de l'Histoire.

Comment ne pas rappeler en effet que cette diversité au cours des siècles a souvent consisté pour les états à s'opposer, à ensanglanter notre continent au cours de guerres dites « fratricides » (!), à nier les autres cultures, à affirmer alors le prosélytisme des religions et leur accompagnement des conquêtes, à vouloir que les politiques des pays se manifestent par des dominations : on a redécoupé les frontières, on a exilé des millions de gens et ainsi imposé aux peuples d'autres cultures, d'autres langues, d'autres religions, contre leur volonté.

Ne nions pas cela, au contraire ! Instruisons-nous de l'histoire de notre monde en particulier de celle de l'Europe, précisément en valorisant celle de ses peuples en dépassant la seule histoire événementielle ou celle de ses batailles. Trop souvent encore dans nos pays, les élèves connaissent plus les récits et les dates des conflits, que les traités de paix, l'évolution des idées, de la création artistique, de l'architecture ou de la musique ou que la vie des hommes et des femmes qui ont contribué à enrichir le patrimoine commun dans lequel nous vivons.

Le Conseil de l'Europe a adopté une recommandation sur l'enseignement de l'Histoire en incitant à la sensibilisation et à une vision plurielle de l'histoire : la multi-perspectivité destinée à stimuler la compréhension, la tolérance, le respect de la diversité pour prévenir toute exacerbation des nationalismes ou de l'ethnocentrisme. Nous soutenons cette initiative tout en demandant que simultanément on forme les citoyens, les jeunes notamment, en développant leur esprit critique pour briser les barrières symboliques que l'on voit se réédifier par exemple, avec la réécriture des manuels scolaires au Japon, en Chine mais aussi en Floride et en Russie !

Deux exemples :

- Dans des établissements scolaires de plusieurs pays européens, des étudiants – sans doute déjà sous l'influence de mouvements radicaux – refusent d'étudier tel texte en littérature ou en philosophie ou telle partie de l'histoire, voire des sciences, parce que ce serait contraire à leur propre représentation du monde ! Mais précisément si on veut vivre ensemble donc connaître l'Autre, c'est bien à l'Ecole que cela doit d'abord se vivre et s'apprendre et ce quelque soit le

type d'établissement scolaire public ou privé, confessionnel ou non. Sinon le cloisonnement, l'enfermement commencent dès le début de la vie en société et perdurent : il n'est plus fait de différences entre vérités et croyances.

- Saint-Petersbourg est une des villes témoins de la pluralité des influences dans tous les domaines de la culture. Cette ville a été au centre de gigantesques mouvements des idées, des politiques et de brassages idéologiques et de populations : c'est une forme d'intégration sociale et culturelle. Cependant on note dans les pays des radicalisations, des tendances et des déclarations visant à nier ces courants, ces influences, pour privilégier une sorte d'identité originelle de la culture rejetant toute contribution « extérieure ». Cette tendance à l'enfermement culturel est dangereuse car elle est contraire à l'ouverture d'esprit et au comportement, indispensables à toute vie en commun.

Il ne s'agit donc pas d'être oublieux de notre passé commun sans accepter toutefois « l'éternel recommencement de l'histoire » ; car il y aurait alors une fatalité à laquelle nous ne pourrions pas échapper ! Ce serait nier notre mémoire, notre propre rôle, notre solidarité, nos convictions, nos engagements et nos actions et nous déclarerions ainsi une relative impuissance à changer ou infléchir le cours des événements, même si l'histoire en donne en ce moment de tristes exemples :

Ici, on réutilise des slogans pour expulser des incroyants (sic), ou pour fonder des républiques à fondement religieux, là, on relie une religion à « l'âme historique » du pays, là encore on moleste des homosexuels ou des minorités et puis surtout reviennent des manifestations antisémites.

Notre indifférence aujourd'hui nous renverrait aux périodes les plus sombres de notre passé. Nous les ONG, avec notre diversité, nous nous opposons à toutes ces atteintes aux droits des personnes et continuons à intégrer tout cela dans notre réflexion pour agir contre, en sensibilisant, informant, dénonçant sans relâche et sans complexe, ces dérives et ces atteintes intolérables à la dignité humaine. Cela est possible et je voudrais souligner ici les débats et les conclusions du colloque de Saint-Marin³² qui, tout à la fois, a bien pris en compte le passé et ses drames à origines multiples mais aussi les condamnations par les religions elles-mêmes - encore à renforcer – des fondamentalismes et des nouveaux évangélismes ; tout ceci en démontrant de façon concrète, au moyen d'exemples, qu'il était possible de vivre, de travailler ensemble en « croyant au ciel ou en n'y croyant pas » !

La valorisation et la rénovation de l'enseignement de l'histoire sont donc indispensables pour la cohésion sociale, pour aider à ce sentiment – si utile – d'appartenance à la même communauté humaine diverse et plurielle. Je pourrais également indiquer la même nécessité d'enseigner la philosophie et les sciences, je pense en particulier aux théories de l'évolution : nier la science, le progrès de la connaissance qu'elle procure, nier la philosophie et son apport aux mouvements des idées et à l'ouverture d'esprit et nier l'histoire, notre mémoire commune, nous renvoient à l'obscurantisme toujours attentatoire aux libertés et aux droits de l'Homme.

Education, médias et culture populaire.

³² Conférence européenne sur « La dimension religieuse du dialogue interculturel » organisée par la présidence saint-marinaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à St Marin les 23 et 24 avril 2007.

Il convient d'insister beaucoup naturellement sur le rôle déterminant de l'éducation formelle, des enseignants et des personnels d'éducation, dans le cadre de la scolarité obligatoire, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement professionnel et sur l'importance de l'éducation non formelle dans ce qui devrait être une éducation tout au long de la vie. Pour cette éducation permanente de tous, les médias ont à tenir une place essentielle à condition qu'ils s'inscrivent dans cette démarche de progrès, d'inter-culturalité, d'intégration sociale en portant un autre regard sur les cultures, les religions, les traditions minoritaires...

Revenons quelques instants sur la notion de culture ; veillons lorsque nous en parlons, à ne pas verser dans l'élitisme de milieux d'esthètes qui oublient, ignorent, voire dénigrent, les cultures populaires ou expriment que la culture n'est pas accessible à tous. Pourtant c'est bien l'accès pour tous, l'ouverture à sa propre culture, mais aussi à celle des autres qui permettent de vivre ensemble dans ce qu'on pourrait appeler une multi appartenance culturelle. Les identités culturelles ainsi conçues sont précisément celles qui lèvent les barrières de l'incompréhension et de l'intolérance et qui créent le dialogue aussi dans la vie quotidienne et dans nos modes de vie ! C'est sans doute dans cette vie quotidienne, dans les relations de travail ou de voisinage qu'il faut le plus investir. Les associations, les ONG, les organisations de quartier l'ont bien compris qui tissent le lien social depuis des décennies qui prévient ou résout des conflits et qui lutte contre les enfermements communautaristes.

La compréhension interculturelle et interreligieuse progresse, dit-on, entre les élites. C'est encourageant mais cette compréhension mutuelle doit devenir celle de l'ensemble de la population. Nouer les contacts, aider à la promotion culturelle et sociale en procurant alphabétisation et apprentissage de la langue par exemple à des immigrés sont déjà des amorces, des formes de dialogue et de cohésion qui lèvent les obstacles à la communication et à l'entente. Cela aide à lutter contre les récupérations et les stéréotypes, toujours présents dans nos pays. L'image de l'autre reste bien souvent fondée sur des représentations qui ont peu évolué au cours des siècles, venues de comportements agressifs, guerriers ou de soumission au fil de l'histoire ; par exemple : avons-nous, vraiment dépassé l'image du monde musulman ou du monde arabe depuis les croisades et n'est-il pas vrai aussi que les islamistes les plus radicaux qualifient les occidentaux de « croisés ». N'attribuons-nous pas encore des qualités et des défauts à des peuples entiers tout en condamnant les amalgames ! Il s'agit donc bien là encore d'éliminer ces représentations stéréotypées et les préjugés en se référant à des valeurs universelles qui nous sont communes en Europe et de pratiquer une éducation à la citoyenneté démocratique dans et hors de l'école.

Assurer la permanence du dialogue

Il faut poursuivre et étendre le débat partout où c'est nécessaire : il est indispensable que le dialogue des cultures qui lève les barrières de l'incompréhension et crée du lien social ne soit pas des échanges sans substance, sans conviction, ou sans lendemain, en utilisant la dialectique pour masquer ou adoucir la force des concepts. Il faut constamment appeler à un vrai dialogue fondé sur la connaissance et le respect d'autrui sans rien omettre de ce que nous sommes, de ce que nous représentons, les uns et les autres, les uns avec les autres, tour à tour dominants et dominés, mais égaux, et en énonçant clairement que subir des contraintes n'exonère pas de celles qu'on a soi-même commises : il s'agit bien d'apprendre les uns des autres pour accéder à une

égale dignité de droits et de faits tout en rejetant la violence des agressions et les cultures de mort.

Je plaide pour une rationalisation du niveau et du sens du dialogue qui ne se situe pas en termes de « choc des civilisations » cher à Samuel Huntington mais bien plutôt dans le cadre d'une « alliance des civilisations », donc des cultures, promue par l'ONU ! Si nous partons en effet du postulat que ce choc des civilisations est inévitable et que l'affrontement va se produire alors nous allons nous y préparer, nous conditionner en élevant encore plus de barrières isolantes et protectrices. Si au contraire on s'inscrit dans une volonté de vivre ensemble dans la diversité en surmontant nos divergences et dans une volonté de prévenir les conflits, alors le dialogue prend tout son sens, il est primordial.

En conclusion, nous sommes engagés dans un processus durable dont la problématique ne sera résolue ni par des slogans ni par des décrets –encore que les législations soient indispensables - mais par les changements de mentalités et de comportements et par la création de synergies permanentes sur des éléments essentiels comme l'éducation, la formation du citoyen, l'enseignement de l'histoire, les conditions de vie, sur le terrain et à tous les niveaux, en coopération étroite avec l'UE, l'UNESCO, l'OCDE, l'ONU. C'est bien aux ONG (associations, fondations, syndicats) de développer et de consolider les cohérences utiles et d'agir pour obtenir des autorités publiques qu'elles assurent ces mêmes cohérences. Pour organiser durablement ce dialogue des cultures, pour assurer le dialogue social, la cohésion de nos sociétés, il faut la réunion des énergies, celles des gens de bonne volonté, à l'image de que nous représentons ici, ensemble, aujourd'hui.

Je vous remercie.

II.4 Musulmans d'Europe : Entre libre exercice de la citoyenneté et pratiques islamistes imposées

Cherifa KHEDDAR³³ - *Ecrivaine*

Hier, des femmes, des intellectuels, des communistes des fonctionnaires, en Algérie de la décennie rouge, étaient forcés de changer de domicile, de quitter leurs activités professionnelles, intellectuelles, politiques ou civiles, pour échapper à la mort. Beaucoup n'ont pas réussi, l'Algérie a perdu l'élite de ses enfants, tous tués par les musulmans..... non par **«les islamistes»**

³³ Présidente de l'association "Djazairouna " (Notre Algérie) - Cherifa Kheddar née à Blida, autodidacte et juriste de formation est administratrice dans une institution publique. Fille de rescapée, sa mère condamnée par les islamistes a survécu à ses blessures par miracle, sœur de deux victimes assassinées le 24 juin 1996 (sœur avocate à l'âge de 34 ans et frère architecte de formation à l'âge de 36 ans), Cherifa Kheddar est elle-même rescapée du conflit islamiste armé. Elle est à la tête de l'Association Djazairouna depuis le mois d'avril 1997. Cette association qui assiste les familles victimes du terrorisme de la région de Mitidja fut créée le 17 octobre 1996, agréée le 12 janvier 1997, interdite en mai 1997, puis agréée une nouvelle fois en septembre 1999. Avec plus de 5000 adhérents, l'association a pu assister 534 personnes aux plans juridique, psychologique, matériel, social.... Elle inclut une dizaine de femmes militantes.

Aujourd'hui, Mohamed Sifaoui, journaliste, musulman, comme son nom l'indique et comme lui même préfère se présenter dans les tribunes d'expression qu'on lui réserve pour apporter son témoignage de musulman,..... est persécuté par les musulmans, pardon par « les islamistes ». Robert Redeker professeur de philosophie, français vivant en France, est sans domicile fixedepuis qu'il est traqué par les musulmans, pardon par « **les islamistes** ». Ces citoyens algériens et français ont un lien commun, ils sont tous victimes de fetwa décrétées par une autorité religieuse musulmane, **ou devons-nous dire islamiste ?**

Oui, il faut le savoir et il faut le dire.

De ces fetwas, il résulte, des assassinats individuels, des massacre de population entière comme c'est le cas en Algérie, ainsi que des attentats, à la bombe un peu partout dans le monde. Les victimes des islamistes sont d'abord des musulmans qui vivent en terre d'islam. Les fetwas de mort contre les musulmans sont décrétées par les islamistes vivant généralement en occident protégés par les démocraties et la liberté d'expression. Comme c'est les cas du terroriste algérien protégé pendant des années par le département d'Etat américain. Terroriste qui a revendiqué l'assassinat d'intellectuels, et l'attentat à la bombe du Bd Amirouche en 95 où plus de 120 victimes ont péri. Terroriste qui a refusé de signer la version française du document final des travaux de la fameuse rencontre de Sant'Egidio. Son argument, la version française trahit le sens de « Application de la chariaa », n'a nullement dissuadé la communauté internationale de le soutenir pour l'instauration d'un état théocratique en Algérie.

Cette violence est attribuée aux préceptes de l'islam salafiste, doctrine du réformateur Ibn Taymia qui date de la fin du 13^{ème} siècle, dernier siècle qui témoignait de la tolérance de l'islam qui prônait le licite sauf exceptions. A partir de cette époque, dans un contexte précis que nous n'allons pas aborder ici, Ibn Taymia décide de renverser la donne en pensant une longue liste **d'interdits et d'obligations** rendant tout illicite en islam, sauf exception. Son disciple Ibn Kaim Djaouzi perpétue les principes énoncés par le maître sans l'aménagement du texte que devrait imposer le nouveau contexte.

Au 18^{ème} siècle, c'est au tour de Mohamed Ibn Abdelwahab de faire de la doctrine de d'Ibn Taymia, perpétuée par son élève, un mode de vie en Arabie Saoudite. Il la fait adopter comme vérité absolue, non soumise à réflexion ou à modification, et décide de commun accord avec le prince de l'époque que la doctrine du 13^{ème} siècle soit conservée et appliquée, en l'état, aux musulmans jusqu'à la fin des temps. C'est cette vision de l'islam (le wahhabisme), aujourd'hui véhiculée par certains islamistes à travers le monde, qu'on veut imposer par le sang et par le feu aux musulmans du 21^{ème} siècle.

A partir de cette époque, ce ne sont plus les textes qu'on adopte au contexte, mais ce sont les musulmans qui sont soumis par la force d'adapter leurs convictions et leur mode de vie au dogme imposé par la vision wahabiste, l'objectif étant d'adapter l'Islam à la tutelle du wahabisme. Les fervents défenseurs de l'islam politique laissent faire la violence du salafisme au nom du prophète, pendant longtemps, et s'offusquent seulement lorsque des caricatures publiées dans la presse Danoise ont mis en lumière une évidence et craché à la face de l'humanité une vérité pratiquée par une minorité, maudite par la majorité et tolérée à travers le monde par l'ensemble des islamistes dit modérés.

Dans beaucoup de mosquée les imams sont virulents, ils prêchent l'intolérance et incitent à la violence contre les femmes musulmanes, contre les non-musulmans. Ils prêchent la haine des femmes, et la haine des musulmans qui pensent autrement. Ces imams ne condamnent aucunement les actes violents commis au nom de l'islam, au contraire, leurs prêches les encouragent.

Revenons maintenant à cette minorité islamiste, qui se dit représentante de la majorité des musulmans en occident, et qui a mis en marche la machine de protestations contre la publication des caricatures.

Qui a permis et/ou mis en place ces représentants ?

N'est ce pas les groupes de pression politico-religieux qui légitiment et imposent aux musulmans d'Europe la tutelle des islamistes, au lieu d'imposer aux islamistes le respect des valeurs universelles ?

N'est ce pas les institutions qui sont censées appliquer les lois de la république, dans l'égalité entre les citoyens et dans le respect de la laïcité ? Valeurs pour lesquelles la majorité de ces musulmans ont quitté pays, familles, et amis ?

N'est-ce pas les politiques peu courageuses qui empêchent la majorité des citoyens européens d'origine musulmane d'avoir le plein exercice de leur citoyenneté sans faire référence à leur appartenance religieuse ?

N'est ce pas une complaisance de certaines institutions d'Etats Européen qui donnent le pouvoir à une minorité de musulmans, véhiculant une idéologie rétrograde, de représenter l'islam officiel en Europe ?

Par conséquent les musulmans d'Europe qui aspirent au plein exercice de leur citoyenneté se trouvent obligés à être représentés, malgré eux, par des islamistes avec qui ils ne partagent aucune conviction ni mode de vie. La majorité des musulmans d'Europe ne se reconnaît pas dans cet islam exigé par les islamistes.

Pourquoi entretenir cette démarche et au profit de qui ?

Le rêve de ces musulmans est en train de virer au cauchemar.

Donnons quelques exemples :

- Des jeunes femmes algériennes qui souhaitent épouser un non-musulman en France doivent fournir aux services de la mairie un certificat de coutume dans le dossier de demande de mariage.
- Des jeunes femmes marocaines se plaignent, elles aussi, de devoir fournir, en plus du certificat de coutume, un certificat de conversion à l'islam du futur mari non-musulman.
- Lors d'une conférence tenue dans les locaux de la mairie de Montreuil, au mois de février dernier, une française d'origine algérienne a pris la parole en disant : je suis athée et, pendant le mois de ramadhan dernier, je me suis rendu aux urgences de l'hôpital pour des soins d'urgences ; on m'a demandé d'attendre jusqu'à la rupture du jeûne. Pour avoir les soins nécessaires, j'étais

dans l'obligation d'expliquer que je suis une 'musulmane' athée et que je ne fais pas le ramadhan.

Les musulmans d'Europe sont conscients que l'islam de la majorité ne doit pas être confisqué par l'islamisme de la minorité qui prêche les inégalités, l'intolérance et la violence. Dans l'Europe des valeurs universelles, c'est la culture de la création qui doit être encouragée ; quant à la culture ethnologique, elle ne peut être que bannie quand elle est en contradiction avec les valeurs universelles. Les musulmans d'Europe aspirent à avancer ensemble avec tous ceux qui luttent contre les cultures de la négation de la citoyenneté et de l'égalité devant les droits universels, et refusent des structures communautaires.

Quand le monde se rendra –t-il compte qu'il cause du tort aux musulmans d'Europe, en leur imposant des représentants qui ne les représentent pas ? Ces représentants islamistes aspirent à les priver de la liberté de jouir de leur citoyenneté, et des valeurs universelles consacrées par les lois de la république, au nom de la culture arabo-musulmane. Les musulmans vivront plus à l'aise si l'Europe œuvre à la mise en place des mécanismes de communication et d'enseignement de ses propres valeurs, arrachées par les luttes de plusieurs générations, au lieu de favoriser un environnement à des cultures de la négation de la femme et la négation de l'égalité des sexes, des cultures qui constituent un obstacle à la liberté.

Les musulmans d'Europe aspirent à :

- Construire ensemble l'Europe sur des bases solides qui reposent sur des valeurs universelles, telles que le respect et la promotion des droits humains.
- Construire ensemble l'Europe qui accepte l'analyse critique de l'islam par des musulmans et non-musulmans, sans les traiter d'islamophobes.

L'Europe ne doit pas permettre aux représentants de l'islam en France d'opposer les traditions arabo-musulmanes aux valeurs universelles,

Les musulmans dans leur majorité, ont quitté leurs pays d'origine, pour fuir cette culture de patriarcat qui restreint les libertés, ralentit l'évolution des lois, et impose les inégalités, et où la femme est l'égale de l'homme devant dieu mais pas dans la société, et où la femme est gardiennes et prisonnières des traditions et de la famille. La seule culture que l'Europe doit soutenir est celle du respect de l'autre, pour éviter de créer une situation de discriminé /dominé et de dépréciation des communautés.

Enfin appelons l'Europe à soutenir les femmes et les intellectuels musulmans, qui mènent des luttes dans leurs pays avec tous les dangers qui les guettent de la part des islamistes et des gouvernements en place, ces musulmans qui bousculent les constantes islamistes salafistes. Nous avons, l'exemple de Nawal Saadaoui qui n'est malheureusement pas unique dans son genre : Grande féministe, écrivaine, théologienne, elle a été condamnée par les islamistes et par les tribunaux de son pays pour avoir osé penser autrement.

II.5 Débat

Richard Fischer *secrétariat de la CEC-KEK* :

Où trouver des sources de motivations pour vivre dans la solidarité ? Pour s'engager en responsabilité suffit-il d'être convaincu de façon intellectuelle ? D'où vient cette passion ?

Maurice Rieutord s.j. *Institut Robert Schuman pour l'Europe*

On parle beaucoup de l'individu et peu ou pas de la personne ; n'est-ce pas regrettable qu'il en soit ainsi et que l'on ne se réfère plus à la notion de personne ?
Pourquoi ne parle-t-on que d'« éducation nationale » et non d'« éducation » tout court ?

Bernice Dubois *Lobby Européen des Femmes*

On parle beaucoup de minorités au sein des religions mais ces « minorités » sont souvent au contraire des majorités et ce ne sont que des minoritaires qui se croient le droit de parler en leur nom, ce que ne reconnaissent ni les médias ni les gouvernements ; vous avez également mentionné les femmes, elles sont en majorité sur terre et dans bien des groupes ; elles sont néanmoins non-reconnues, et généralement invisibles ; c'est aussi le cas de beaucoup d'hommes qui partagent leurs combats ; Le choix d'un Tarik RAMADAN comme conseiller du maire de Londres nous semble un exemple très dangereux car cet homme fondamentaliste ne représente qu'une toute petite partie d'une minorité.....

Ce que vous nous avez expliqué de la situation en Angleterre est-il un cas particulier ? Ou la même situation et les mêmes problèmes apparaissent-ils dans d'autres pays ?

- **Frédéric Setodzo**, *pasteur à Eckwersheim*

On me demande de respecter les valeurs de la société, mais on ne demande jamais quelles sont les valeurs, les richesses culturelles que chacun peut apporter pour construire une société pluriculturelle et pour permettre à chacun de trouver sa place.

Eric Favéy

Qu'est-ce qui fait qu'on passe à l'action ? il faut travailler sous trois aspects à la fois :
- Il y a besoin de développer une « éducation aux convictions » ; c'est un point central d'un projet éducatif, car on est dans l'illusion de la circulation des convictions ; il faut apprendre à réhabiliter les valeurs trop souvent banalisées. Eduquer à un entraînement pour savoir les exprimer et favoriser leur expression démocratique.
- Avoir présente à l'esprit la « représentation des actes » qui ont amélioré le sort de la condition humaine. Rappeler les combats dont des progrès ont résulté. Donc enseigner l'histoire de la condition humaine et les grandes étapes de sa construction, étapes qui l'ont fait évoluer (par exemple, il n'y a pas de travail de mémoire sociale). Insister sur les actes du don de soi
- faire « l'expérience de la solidarité » ; créer les conditions pour que cette expérience soit possible et reconnue. Faire naître le sentiment d'être utile

Personne et individu : la qualification de la Personne devrait faire l'objet d'un consensus ; tout projet culturel devrait être centré sur cette qualification de la personne pour que l'outillage humain soit à la hauteur des enjeux.

Education nationale : L'école est fondée sur le creuset d'un imaginaire national. Elle est liée à la construction de cet imaginaire national. Il y a obligation pour la nation de permettre à tous les enfants d'accéder à l'éducation ; la nation est responsable.

Hanne Stinson

Il faut en effet faire attention : dans les « communautés musulmanes », il y a une majorité d'athées et une minorité de croyants. A propos des minorités : je regrette d'avoir utilisé le mot « minorité » ; en effet nous rencontrons de plus en plus cette réalité concernant les femmes, mais aussi des humanistes, des athées, des homosexuels, et d'autres qui ne sont pas reconnus et pour qui d'autres se permettent de parler ; mais il y a de plus en plus d'associations qui se créent et qui prennent la parole. On est un peu optimiste à cet égard au Royaume Uni ;

L'Angleterre est particulière à cause du statut particulier de l'Eglise d'Angleterre qui est un Eglise puissamment établie. C'est une situation très différente de celle des autres pays. L'Eglise d'Angleterre se sent attaquée et est sur la défensive. Il ne s'agit pas d'attaques contre l'Eglise d'Angleterre, mais contre ses privilèges que je trouve inacceptables.

J. C. Gonon *association européenne des enseignants*

L'histoire a été une arme dans des stratégies d'exclusion. Éviter l'instrumentalisation de l'histoire en choisissant une histoire universelle qui pourrait tous nous rassembler.

Alain Mouchoux :

Identifier les barrières symboliques et les briser est ce que nous essayons de faire par l'éducation et par le dialogue interculturel. Une solution est notre volonté commune de dire les choses telles qu'elles sont. Etranger vient de « étrange » : la peur de l'autre peut se transformer en inconscient collectif. Pour éviter de choquer quelqu'un on s'abstient ou on s'auto-censure. Il ne faut pas toujours défendre certaines caractéristiques culturelles. Essayez donc de revêtir une burka et regardez le monde à travers un grillage. Nous ne pouvons pas davantage accepter les mariages forcés de fillettes. Le point essentiel est le respect des droits de l'Homme.

Relation entre violence et Islam

La question de la relation entre violence et Islam a fait l'objet d'une discussion animée, certains intervenants se référant aux sources historiques. Plusieurs personnes ont souligné combien dans la construction de l'Europe, le droit à la critique de l'Islam devait pouvoir être accepté sans être taxé d'islamophobie.

Cette question a été reprise en fin de colloque, à la suite de l'exposé de B. Quelquejeu (cf chapitre IV)

III Recréer la cohésion sociale en brisant les barrières

Exemples d'actions menées par des hommes et des femmes de toute conviction

Les convictions philosophiques et/ou religieuses permettent-elles de briser (ou franchir) les barrières sociales, culturelles et convictionnelles ? Malgré la difficulté spécifique d'une société dans laquelle des différences sociales importantes, des convictions philosophiques et religieuses et des cultures différentes cohabitent, des témoignages montrent comment les conflits qui peuvent en résulter peuvent être surmontés. Des expériences sont présentées par des témoins disant ce qu'ils font, pourquoi ils le font et ce que ces actions leur ont apporté.

III.1 Briser une barrière socio-économique : retisser les liens sociaux, une expérience de quartier en Communauté française de Belgique

Jean de BRUEKER³⁴ - *Secrétaire Général adjoint du centre d'action laïque de Belgique*

Pour illustrer de manière pratique la démarche énoncée³⁵, j'ai isolé une expérience de terrain mise en œuvre par le mouvement laïque en Communauté française en Belgique. Celui-ci se compose de quelque 330 associations communautaires, régionales et locales. Dans ce cas précis, il s'agit du travail réalisé dans le quartier du Molinay, de la ville de Seraing en Province de Liège. Le nom, la localisation de la démarche n'ont qu'un caractère exemplatif. En effet, les processus similaires se déclinent en plusieurs endroits.

Le processus dont je vais vous décrire les principales étapes a été mis en œuvre par des associations laïques fin des années 90 suite au passage d'une étape complémentaire importante dans la reconnaissance de la communauté non confessionnelle de Belgique, étape qui a permis de disposer de plus de moyens humains et matériels et ainsi de pouvoir accroître de manière significative le travail de proximité auprès de la population.

Le projet déployé dans le quartier du Molinay a pour objectif général la défense de la démocratie via la promotion de la participation citoyenne. Les objectifs opérationnels qui y sont attachés visent à :

- créer des lieux de rencontre et de solidarité
- favoriser des réseaux de solidarité
- dénoncer les difficultés qui surgissent entre les citoyens et les institutions ainsi que vis-à-vis des mandataires publics.

³⁴ Secrétaire général adjoint du Centre d'Action Laïque. Après une formation en anthropologie sociale il est agrégé en sciences politiques et sociales à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). De 81 à 84, il est expert-associé pour le Bureau International du Travail (BIT-ILO) en République Populaire du Congo et au Cameroun. En 84, il est coordinateur d'une équipe de recherche action en milieu ouvert à Bruxelles. Depuis 1985, il fait un travail de coordination au Centre d'Action Laïque.

³⁵ Texte de référence: "Cécile PARTHOENS, "Laïcité dans la cité", dans *Vivre* n°1, Bruxelles, Espace de Libertés, juin 2001, pp.35-41.

La méthode de travail mise en œuvre a été celle de la recherche-action-participation. Concrètement il s'agit, pour un quartier bien défini,

- de réunir les données historiques, démographiques, urbanistiques qui le concernent,
- de procéder à la rencontre des citoyens avec un souci de diversité et de représentativité.
- d'analyser les données avec un indispensable souci de fidélité et d'objectivité.
- de restituer les résultats de cette analyse auprès des citoyens lors de (réunions-reflets).

Et ensuite de soutenir la participation citoyenne et les revendications collectives.

Le moteur du processus est la motivation des citoyens, facteur déterminant pour la réussite du projet mais qui présente également certaines limites. En effet, si la démarche de recherche-action-participation a fait ses preuves dans le cadre de la recherche ethnologique et lorsqu'elle a été appliquée auprès des populations relativement homogènes (même culture, même patron, même passé, présent et futur), population où le sentiment d'appartenance est prononcé et où une communauté d'intérêts émerge de manière évidente.

En revanche dans le quartier qui nous occupe, nous sommes confrontés à une population hétéroclite, ne partageant pas une histoire commune, ou une représentation commune de l'avenir, ne disposant pas d'un socle comportemental et linguistique commun. Dans le quartier du Molinay, nous sommes face à une diversité de population principalement d'origine belge, italienne ou turque, chacune de ces communautés ayant une vision restrictive de leur quartier.

D'où la difficulté de faire émerger au sein d'un tel environnement le bien commun, l'intérêt commun, la mobilisation pour l'action. Il faut donc veiller à créer les conditions nécessaires à la définition d'une communauté d'intérêts en favorisant l'émergence d'une culture de quartier. Faire émerger des valeurs communes, positions permettant de susciter une estime de soi suffisamment développée pour que les citoyens s'y sentent autorisés à y jouer un rôle actif.

Lorsqu'on pointe quelques caractéristiques du quartier qui nous occupe, on prend conscience de l'ampleur de la démarche. En effet, ce quartier anciennement commerçant, florissant et prospère se retrouve insécurisant, dégradé, moribond et sans avenir, concentrant des actes de vandalisme et de délinquance, ne disposant d'aucune infrastructure pour les enfants et pour les jeunes, n'ayant pas de commerce et pas ou peu de services publics décentralisés.

La participation citoyenne recherchée par la méthodologie du travail déployé impose de recueillir de la parole des citoyens, parole qui sera complétée, renforcée, nuancée pour celle de témoins privilégiés.

Une autre difficulté théorique par rapport à la méthode utilisée par l'association laïque dénommée relais ou - réseau-laïque de solidarité - est d'appliquer un processus de recherche-action-participation n'étant pas animé par la seule neutralité scientifique présumée pour le sociologue, l'ethnologue qui recourt à cette méthode d'approche. En effet, l'association concernée est une des composantes d'un mouvement porteur d'un projet de société qu'il ne cherche bien sûr pas à imposer mais qu'il affirme sans ambiguïté, celui d'une société juste, progressiste et solidaire animée par des valeurs humanistes basées sur la liberté de pensée, le libre examen et l'élaboration d'une conception de vie qui se fonde sur l'expérience humaine, à l'exclusion de toute référence confessionnelle, dogmatique ou surnaturelle.

Pour rencontrer les difficultés énoncées, utiliser les forces qui ont cautionné dans d'autres contextes la force et l'efficacité de la démarche et tenter d'atteindre les objectifs initiaux de mobilisation des citoyens avec une perspective d'avenir, deux pôles centraux seront activés : d'une part, celui de la socialisation et d'autre part celui de la citoyenneté.

Le travail de socialisation

Ce travail consiste

- à favoriser les comportements de solidarité en permettant la rencontre et la découverte constructive de l'autre. Expo-créativité, Accueil, Parole et café
- à proposer aux citoyens un cadre convivial de construction d'un événement commun, aider les citoyens à traduire leur complémentarité dans leurs apports sociaux. (dialogues, projets collectifs).

Dans la démarche de citoyenneté, l'objectif est de cristalliser, de faire émerger et de porter des normes et des intérêts individuels pour qu'ils répondent à l'exigence du « juste pour le NOUS TOUS ». Pour permettre ce processus plusieurs étapes doivent être franchies.

Une première étape consiste à réveiller les consciences, à bousculer les évidences à propos d'une injustice perçue ou vécue par un groupe :

Alter parade avec « Marchés aux esclaves », Privatisation des passages pour piétons

Une deuxième étape vise à assurer la formulation, la construction d'une revendication qui en se détachant de contingences purement personnelles prend une dimension collective mais toujours signifiante pour chaque citoyen.

Une troisième étape est de réunir les conditions nécessaires ou suffisantes pour que les débats, le dialogue mis en œuvre, respectent les exigences éthiques du débat démocratique (aménagement du Parc de la Crèche Morchamps).

Conclusion

Il n'a pas fallu moins de 7 ans pour que le travail réalisé au niveau local permette de favoriser une expression citoyenne et la mise en œuvre de projets concrets comme l'aménagement d'un espace public, la décentralisation de services à la population, la création d'un espace de dialogue et de solidarité.

Il ne s'agit que des premières étapes pour donner une chance à la population du Molinay pour briser la spirale de la marginalisation, de consolider en commun, dans le respect des parcours individuels, une vision, une perspective, un avenir fort, des liens sociaux qui se sont renoués, construits au fil de l'élaboration de projets par le dialogue et la participation.

Mais cette difficile tranchée, cette fragile passerelle élaborée ensemble par les habitants demandera une attention constante pour ne pas voir le quartier périr irrémédiablement jusqu'à sa destruction ou une mutation rapide ne laissant plus de place aux actuels habitants qui se verraient contraints de se disperser ou de se retrouver dans un environnement tout aussi voire

plus défavorable et où tout le travail de mobilisation citoyenne serait à reprendre. En effet ce quartier aux caractéristiques douloureuses est l'objet depuis peu de l'intérêt d'une population plus aisée, on assiste au retour de commerces et au redéploiement des services publics.

Il nous reste à poursuivre le travail pour favoriser le métissage citoyen profitable à tous et meilleur garant de la lutte contre les ghettos nourrissant l'exclusion, la violence qui sont autant d'obstacles à la vie en commun au sein d'une société démocratique digne de ce nom.

III.2 Briser les barrières en donnant à chaque personne les moyens de vivre ses convictions

Jean Claude DIALLO³⁶, *maire-adjoint de la ville de Francfort/Main, chargé des questions d'intégration.*

L'Allemagne vit actuellement un phénomène très intéressant: Indépendamment les unes des autres, les communautés religieuses musulmanes dans les villes de Cologne, Berlin, Munich et Francfort veulent construire des centres religieux imposants. Je dis « centre » parce que autour de la mosquée doivent graviter différents ateliers pour les jeunes, les femmes, les personnes du 3ème âge, un centre de commerce, café-restaurant (sans alcool + nourriture Halal), etc., etc. ... Dans les quartiers des villes s'organisent des « foyers de résistance » contre la construction de ces centres religieux. Comme les données dans les villes de Cologne, Berlin et Munich m'échappent, je vais me concentrer sur la ville de Francfort car ici je connais bien la situation et suis plus à l'aise pour en parler.

Il n'est un secret pour personne que dès que l'idée de construire une mosquée se profile à l'horizon, c'est la porte ouverte à tous les clichés et stéréotypes sur l'Islam, le coran et les musulmans. Conscient de cette réalité, le département que je dirige a tout de suite pris les devants en sommant la communauté religieuse musulmane de jouer cartes sur table pour permettre de limiter les dégâts à la fin d'un débat qui sera sans nul doute très virulent.

Entre parenthèse une petite histoire pour rire: Ceux qui croient en un débat très modéré me faisaient comprendre que le vicomte Charles Theodore de Palatinat avait construit dans le parc de son château d'été à Schwetzingen à la fin du 18^{ème} siècle (1724-1799) une mosquée; ce chef-d'œuvre architectural qui est unique en Europe (avec coupole et 2 minarets) a été seulement possible car il n'y avait pas de musulmans en Allemagne !

Pour en revenir à la mosquée, il faut rappeler que le quartier qui doit l'abriter, abrite déjà: une mosquée marocaine, un lieu de prière iranien, (tous les 2 sunnites), une église orthodoxe-russe, une église copte, une église protestante et une église catholique. Ce vieux

³⁶ Psychologue diplômé et chargé de l'Intégration pour la ville de Francfort sur le Main, est né à Conakry, République de Guinée/Afrique occidentale. Il a fait ses études aux universités de Würzburg/Allemagne et Lausanne/Suisse et obtenu son diplôme de psychologie en 1976. Puis ont suivi deux années en qualité de psychologue dans des entreprises. De 1980 à 1995 il a travaillé au Centre psychosocial des Réfugiés à Francfort sur le Main, interrompu par un mandat comme ministre de l'information et de la culture à Conakry entre 12/84 et 4/86 et un travail au Centre psychosocial des Réfugiés à Düsseldorf entre 9/86 et 6/88. Depuis le 01.01.1999 il est directeur du Secteur III des Activités interculturelles dans l'Union régionale protestante de Francfort et depuis le 01.01.2007 chargé de l'Intégration pour la ville de Francfort sur le Main.

quartier est très apprécié des japonais qui en ont fait leur lieu de résidence privilégié. Tous ces ingrédients nous ont incités depuis plus d'un an de proposer à tous les acteurs politiques et d'autres personnalités du quartier des séminaires de sensibilisation aux problèmes liés à cette forte densité multiculturelle et multi religieuse. L'intérêt pour les séminaires était très impressionnant aussi bien du nombre de participants que de l'intensité des discussions. Plus de 200 acteurs constants ont été enregistrés; ceci était pour nous un indicateur que les habitants du quartier sont ouverts aux thèmes qui sont liés aux changements que peut provoquer la cohabitation d'hommes et de femmes venus de divers horizons et pratiquant des cultes différents.

L'atmosphère «bon enfant» des séminaires n'a pas permis d'appréhender les conséquences d'un débat à partir du moment où les données deviennent palpables à savoir que la mosquée n'est pas de la fiction mais qu'elle va être bientôt présente.

- Comment affronter les positions des partis d'extrême-droite qui manipulent à merveille les angoisses réelles ou fictives des habitants du quartier?
- Comment gérer une presse qui est à la recherche de sensations fortes?
- Comment canaliser les émotions et les défoulements qui résultent des débats qui s'annoncent houleux?
- Comment éviter qu'à la fin des débats l'atmosphère dans le quartier ne soit complètement empoisonné?

Le Conseil de la ville a tout d'abord tenu une réunion à la fin de laquelle il a déclaré que dans un état séculaire, la politique n'a pas à décider si oui ou non un centre religieux doit être construit ou pas. Les autorités doivent s'en tenir à l'esprit de la loi qui est pareille pour toutes les communautés religieuses qui respectent la constitution et les droits universels de l'homme. Un élément d'appréciation pour la ville était aussi de savoir l'origine du financement; la communauté religieuse a fait un rapport détaillé sur le crédit acquis d'une grande banque de la ville.

Le plus difficile restait à faire: à savoir démarrer la campagne d'information organisée par la communauté religieuse.

Du côté de mon Département, il a fallu développer un certain nombre de thèses dont je vous donne ici l'essentiel :

- Chaque individu vivant à Francfort a le droit de pratiquer sa religion/ses religions comme il l'entend et comme cela est fixé dans la constitution. Ce droit est fixé aussi dans la convention européenne des droits de l'homme.
- Tous les hommes et femmes vivant en Allemagne (Allemands ou pas) jouissent de droits indépendamment des origines premières. Dans cette égalité de droits, quand une communauté musulmane se constitue, elle a le droit de construire une mosquée ou de louer un endroit pour pratiquer son culte.
- La construction et la gestion d'une mosquée ne peuvent pas être refusées par les autorités à partir du moment où la communauté respecte les lois en vigueur et qu'elle n'a pas de problèmes avec les services de sécurité de l'état.

Aussi la communauté musulmane a commencé une campagne d'informations sur le projet la première soirée de sensibilisation a déclenché un tollé médiatique impressionnant. Les grands médias étaient présents. Les porte-parole de la communauté ont fait une Présentation

multi médiale montrant une très belle mosquée avec 2 minarets et une coupole; un assemblage de 15 appartements de 2 – 3 pièces, qui seront mis en location. Les auditeurs ont enregistré que les protagonistes sont des citoyens allemands à part entière qui déclarent ouvertement qu'ils n'ont plus envie de se cacher dans la périphérie et dans les zones industrielles et comme ils font partie de cette société, ils veulent être visibles. Ce discours direct et sans ambages est une nouveauté dans le langage des minorités.

Personnellement j'ai beaucoup apprécié ce discours responsable car il brise avec un passé qui est mitigé de paternalisme et culpabilité. «Nous ne voulons plus de miettes; nous voulons notre part du gâteau.» C'est un discours positif de citoyens descendant de la 1^{ère} et 2^{ème}, voire 3^{ème} génération des migrants. Au lieu de sombrer dans le pessimisme classique et la «victimisation» («nous sommes de pauvres victimes»), nous revendiquons nos droits, car les devoirs nous les assumons comme tout un chacun dans la société.

Pour moi, qui suis chargé du département de l'intégration, ceci donne une base nouvelle qu'il va falloir apprendre à gérer dans les débats qui vont suivre. Il est à noter que l'on observe une réaction très positive des médias qui sont obligés de se rendre à l'évidence et qui font des reportages très différenciés. En tout cas, j'ai l'impression qu'à Francfort une nouvelle ère se dessine à l'horizon.

Je vous remercie de votre attention.

III.3 Briser les barrières générées par des convictions différentes: vivre ensemble dans des activités partagées

Frédéric SETODZO³⁷ - *Pasteur à Eckwersheim, France*

Je suis très reconnaissant que la parole me soit donnée en ce lieu pour témoigner d'une expérience enrichissante et très formatrice vécue dans la cité de Hautepierre durant huit années et qui se prolonge aujourd'hui sous des formes diverses. Mes remerciements aux jeunes de Hautepierre et à toute l'équipe diaconale et aux différents groupes de réflexions et de partage, notamment le groupe GIR (groupe inter religieux). Pasteur de l'Union des Eglises protestantes d'Alsace, je suis actuellement en poste à mi-temps à Eckwersheim et l'autre mi-temps consacré à l'animation Gospel au sein du service musique, couvre l'Alsace et la Lorraine.

Je vais m'attarder dans cet exposé sur mon étape dans une cité de Strasbourg dont la densité humaine et culturelle vous oblige à vivre profondément l'expérience de la promiscuité de tout point de vue. J'ai été envoyé de 1997 à 2007 à Hautepierre dans un projet missionnaire interculturel au Centre Communautaire Martin Bucer dont la vocation est de porter assistance et soutien aux personnes les plus démunies, être à l'écoute et accompagner l'autre dans un contexte

³⁷ Frédéric SETODZO d'origine togolaise, naturalisé français, marié et père de trois enfants. Il a fait ses études universitaires à Strasbourg et à Jérusalem. Docteur en Théologie, il a été successivement en poste à Ittenheim, (deux ans de 1988-1990), Bière, en Suisse romande (en 1991), la Réunion (de 1992 en 1997), Hautepierre (de 1997-2005) et Eckwersheim (2005-2007). Chacune des étapes de ses voyages lui a apporté son lot d'enseignement et d'expériences qui viennent enrichir l'étape suivante.

de précarité. Mon rôle était d'être un animateur interculturel au sein d'un tandem pastoral, blanc-noir. Mon collègue Albert Luther est allemand donc étranger et moi un immigré français. Toute expérience commence d'abord dans cette équipe pastorale interculturelle dont le rôle était d'accompagner le travail diaconal à HautePierre.

La diversité dans la cité

HautePierre compte plus de 17.000 habitants dont plus de la moitié a moins de vingt-cinq ans et plus d'une cinquantaine de nationalités. La cité de par cette diversité culturelle reste une fenêtre ouverte sur le monde. Mais une telle concentration des populations à la périphérie, une telle densité et diversité culturelle est à double tranchant. Soit bien maîtrisée elle devient un creuset de diverses richesses et de partage, véritable ferment de cohésion sociale, soit mal canalisée elle risque de devenir une véritable prison et un réservoir de violence et un rouleau compresseur. La grande majorité de cette population est au chômage alors que les jeunes connaissent un fort taux d'échec scolaire malgré les efforts des enseignants de cette ZEP (zone d'éducation prioritaire). La nuit de la sainte sylvestre 1997 a été marquée d'une pierre particulièrement incandescente, plusieurs voitures brûlées, et un engrenage de violence sans précédent. Le décor était posé.

Que pouvions-nous apporter ou recevoir dans un tel contexte ? Comment vivre ensemble dans ce nouveau quartier qui était devenu le mien ? Que suis-je en mesure de vivre avec les jeunes et les adultes ?

Etre des tisserands des liens humains au delà de la fragilité et de la précarité.

Etre un grand frère pour les plus jeunes

Apprendre ensemble à découvrir les richesses que l'immigré peut apporter aux populations indigènes.

Guérir du complexe qu'impose le cloisonnement entre le centre-ville et la périphérie.

Apprendre le dialogue inter religieux dans la découverte et le respect des valeurs de l'autre

Endiguer ensemble la violence dans la cité par la pédagogie du dialogue entre adultes et jeunes

Nous voulons partager ici quelques expériences qui ont changé ma vision des choses et celle de nombreux jeunes et adultes que nous avons côtoyés dans la cité. A HautePierre les jeunes sont pointés du doigt comme les acteurs de la violence. Cette vision occulte cependant un certain nombre d'initiatives et de réalisations.

Une énergie créatrice pour lutter contre la violence

Face à la violence et dans un climat de suspicion généralisée contre les jeunes il fallait agir, mais par où commencer ? Une petite équipe de six jeunes de la paroisse de HautePierre accepte de démarrer avec moi une expérience unique. L'objectif était de faire une enquête auprès des couches sociales sur les causes de la violence dans le quartier. Cette immersion dans le quartier était une façon de donner la parole aux jeunes et de faire à leur tour qu'ils deviennent acteurs du dialogue là où un fossé séparait les jeunes et les adultes.

Les jeunes avaient pour consignes de commencer cette enquête auprès d'autres jeunes du quartier. En commençant par les jeunes il y avait une petite chance d'élargir le groupe des

enquêteurs ou le risque des moqueries d'autres jeunes du quartier sachant que les liens sont parfois très conflictuels d'une maille à l'autre de la cité. En tout cas il fallait se mettre en marche dans notre propre quartier, Une marche initiatique qui conduit dans les écoles primaires, dans les collèges pour recueillir auprès des enseignants leurs expériences quotidiennes de la violence. Ce tête à tête des enseignants et de leurs (anciens) élèves était fort intéressant.

Accepter d'aller ensuite au poste police ou dans les commerces du quartier ou d'amorcer à la maison ou à l'église un dialogue timide ou risqué, était pour nous un défi unique et l'occasion de tester notre capacité d'entrer en dialogue avec l'autre, de faire l'expérience des difficultés d'écoute, ou d'acceptation des différences de point de vue. Ils ont pu constater d'eux-mêmes comment la violence est ressentie et vécue dans la cité et quelles sont les solutions préconisées de part et d'autre.

Concomitamment à cette investigation nous avons mis en place un atelier de découverte sur les figures de Martin Luther King et Gandhi et leurs conceptions de la non-violence. Cet atelier devait accompagner et renforcer l'enquête.

A l'issue de l'enquête les jeunes ont écrit et mis en scène leurs trouvailles sous forme de pièce de théâtre intitulé « Je suis tout seul ». Cette pièce a été jouée un peu partout en Alsace et ailleurs en France ou en Hollande en 1999.

Cette enquête a duré six mois au cours desquels le nombre des jeunes a doublé et d'autres initiatives ont pu voir le jour.

Opération nettoyage des cages d'escaliers

La dégradation de l'environnement et des équipements du quartier était l'un des aspects de la violence sournoise que les jeunes ont relevé lors de leur enquête. La qualité de l'environnement que nous partageons et le respect des équipements publics sont révélateurs de la qualité des liens sociaux que nous vivons et vice versa. Ayant pris conscience de cette réalité, nous avons organisé comme une action pratique et pédagogique durant la période de carême 1998 et conjointement à l'enquête sur la violence une opération: nettoyage des cages d'escaliers avec le soutien d'un organisme de gestion de l'habitat social CUS Habitat et quelques bénévoles du quartier dont d'autres jeunes. Accepter de participer à cette opération chemin faisant : c'est d'avoir vécu la rencontre entre habitants d'un même quartier, c'est oser sortir et faire un bout de chemin ensemble. D'une maille à l'autre et pendant un mois, nous ont suscité plusieurs réactions dont la surprise des habitants du quartier de voir des jeunes engagés dans une opération propreté du quartier.

Un engouement est né autour d'une telle action qui provoque la parole des médias et des habitants et consolide les liens entre jeunes et adultes.

La passion du Gospel

L'écriture et la mise en scène de leur pièce de théâtre « Je suis tout » a permis de détecter des talents artistiques qui n'attendaient qu'à être révélés. Les talents d'acteurs et de chanteurs ont été mis à l'épreuve durant la présentation de leur pièce. Toutefois c'est en étudiant l'histoire de Martin Luther King, sa lutte non-violente et le contexte historique et culturel d'émergence de la

musique afro-américaine (Jazz, Blues, Reggae, le Gospel, le Funk, le Rapp ou la Soul) que les jeunes ont découvert avec moi la passion du Gospel comme moyen d'expression et de création. Il fallait briser la glace...

Les jeunes de HautePierre sont aujourd'hui connus dans la cité et au delà à cause, ou plutôt grâce à, leur passion pour le Gospel sous le nom : « **Les High Rock Gospel Singers** ». Ce Rock renvoie aux pierres précieuses trop souvent méconnues et rejetées ou laissées à l'abandon dans de la cités. Ce Rock fait appel à la référence biblique qui donne sens et encreges au travail dans la cité. High Rock, comme HautePierre, s'élève comme un laboratoire et un observatoire qui nous ouvre d'autres horizons. Plus la pierre est haute plus nos voix partent en écho dans toutes les directions. Le Gospel est une pédagogie de la relation. C'est le moyen d'une autre convivialité et le partage d'un témoignage qui dépasse tous les clivages religieux. Ainsi des jeunes de toutes origines confessionnelles se ressoudent autour du Gospel. Le Gospel était l'occasion rêvée pour découvrir l'histoire de l'esclavage, la volonté et la lutte des noirs pour leur libération. La découverte des grandes figures du Gospel et de la musique afro –américaine offrait une belle opportunité de s'engager dans la voie des femmes et des hommes qui ont brisé l'injustice de leur condition sociale aux prix de leur volonté et leur travail ardu.

Les High Rock Gospel Singers ont donné leur premier concert en septembre 1998. En 1999 avec le soutien du Consul Général des Etats-Unis, Madame Gayleatha BROWN, les High Rock Gospel Singers ont donné leur premier grand concert à l'Eglise saint Thomas devant plus de mille spectateurs dont l'ami de Martin Luther King, la pasteur Léon Sullivan.

C'est un renversement de situation. Les jeunes de cité qui sont souvent pointés du doigt, se voient soudain applaudis, reconnus et appréciés pour leurs talents. C'est un grand encouragement qui est vite devenu un tremplin pour des jeunes qui en veulent. Le groupe a aujourd'hui dix ans et a pu accueillir durant la décennie plus de Cinq cents jeune qui sont devenus des adultes responsables. De vraies vocations de chanteurs sont nées notamment Briand Mayima et les Five Sisters. Nazim, cet autre jeune du quartier, a été élève de l'émission la Star Academy. Le chef de chant, Frédéric Sétodzo, a été lui –même professeur de la deuxième édition de la Star Academy. Les jeunes ont enregistré deux albums.

Nous avons mis en place dans les collèges du quartier un atelier Gospel sur le thème : « La Route du Gospel » qui a occasionné le voyage de découverte à New York et New Jersey en 2002 d'une vingtaine de jeunes du quartier. Depuis la création du groupe de Gospel, d'autres groupes mixtes d'adultes sont nés: les Arc-en-ciel, un groupe de togolais a créé en 2002 un espace où les différentes origines ethniques et culturelles apprennent à s'exprimer à voix égales dans le Gospel. En 2003 à l'issue d'un stage de Gospel, le groupe « SUN GOSPEL SINGERS » est né sous la direction du pasteur Sétodzo. En 2005 est né le groupe « Five sisters ». En 2005, les « High Rock » et les « Sun Gospel Singers » ont participé avec succès au Festival International « Gospel et racine » au Bénin.

Depuis septembre 2005, je suis chargé à mi-temps d'assurer l'animation et la pédagogie du Gospel en Lorraine et en Alsace. Cela a permis depuis deux ans la création de plusieurs groupes paroissiaux de Gospel dont les « Green Valley Gospel Singers », les « Eckwersingers », les « Eckwerkids », les « Sound of Colours », et d'autres ateliers de chant Gospel qui n'aboutissent pas forcément à la création d'un groupe. A la fin de chaque année un grand

rassemblement Gospel dénommé « Les voix des Etoiles du Gospel » regroupe toutes ces formations soient environ deux cent cinquante chanteurs de Gospel qui partagent la joie du Gospel et offrent leurs voix pour le bonheur des spectateurs.

Mais la plus grande réussite qu'a connue ce travail de Gospel est de deux ordres : Les jeunes que j'avais encadrés à l'époque, ont pris le relais pour assurer la pérennité et la formation d'autres jeunes. Alfonso Nsangu l'un des jeunes de la deuxième génération des « High Rock Gospel Singers » est devenu animateur d'un groupe de plus quatre cents enfants de 5 à 15 ans dans les écoles et quartiers de Strasbourg.

Vivre la foi à travers l'échange interculturel

Sortir de la cité est un des défis que nous avons pu réaliser. « Sortir pour souffler un peu » disait un jeune. Ainsi nous avons pu organiser en 1999 le voyage au Togo sous le thème « Sur la Route des esclaves ». Nous voulions aller à la rencontre et à la découverte d'autres cultures et d'autres façons de vivre. Aller à la rencontre d'autres jeunes pour partager leur mode de vie pendant trois semaines. La préparation de ce voyage a permis la création d'une autre pièce de théâtre : « Un miracle au Togo ».

En Afrique les jeunes alsaciens découvrirent les richesses et les pauvretés de ce continent. Mais les jeunes africains de Strasbourg ont compris, quant à eux, qu'ils n'étaient africains que de nom. Ils devaient découvrir l'Afrique au même titre que les français de souche ou les asiatiques du groupe. Les temps forts de ce voyage furent :

- Les temps d'immersion dans les paroisses et villages traditionnels comme Yobo Sedzro. Les jeunes ont aimé les chants, les danses traditionnelles, les discussions avec les habitants sur la signification de certains rites. Ces découvertes inter culturelles ont révélé des clivages sur des questions éthiques et sur la pratique de la foi en Afrique.
- Ils ont voulu poser des gestes concrets et symboliques au delà des découvertes culturelles, planter avec les togolais 3000 arbres dans le village de Agome Yo. Ce geste est dans le prolongement de l'action de la protection et de la sauvegarde de l'environnement. Ils ont voulu ainsi exprimer avec les togolais la volonté commune de protéger la nature.
- Le dernier temps fort fut le voyage au Bénin à la rencontre d'un peuple culturellement très riche. La découverte des vestiges de l'esclavage surtout la route des esclaves et la porte du non-retour leur a fait prendre conscience de la nécessité de dire non à toutes les formes nouvelles de l'esclavage.

En 2000, les jeunes de Hautepierre ont accueilli en Alsace ceux du Togo. Ils leurs ont permis de découvrir l'Alsace et son patrimoine culturel mais de comprendre que le mythe de l'Europe florissante n'est pas toujours vrai. Ils ont été choqués par exemple par la découverte des Sans-domiciles fixes et par ceux qui mendiaient dans les rues. C'étaient pour eux impensable de découvrir la précarité et la misère en Europe.

A la découverte de l'autre, dialogue interreligieux

Comment vivre ensemble dans le respect de nos différences et dans l'enrichissement mutuel ? Le groupe GIR (groupe inter religieux) composé de croyants juifs, chrétiens,

catholiques, protestants et musulmans a pris l'initiative d'animer des ateliers de débats et de réflexions dont le but est de faire connaître les fondements religieux et éthiques des différentes religions monothéistes. Il importe d'éradiquer l'ignorance qui induit des comportements intégristes et sectaires. Apprendre à connaître l'autre avec ses convictions religieuses qui parfois sont si semblables dans le fonds à mes propres pratiques me permet de mieux vivre avec l'autre. Plusieurs conférences débats ont été organisés sur les thèmes suivants ;

- « Pourquoi le jeûne dans les religions monothéistes ? » Dans une société de consommation et de globalisation comment le jeûne peut être perçu et quelle signification peut-on lui accorder ?
- « Les rites de passage dans les religions monothéistes »,
- « La cuisine et les interdits alimentaires dans les religions monothéistes ».

Un des moments forts de ces ateliers est celui réservé aux jeunes chrétiens et musulmans sur le thème : « Qui suis-je pour toi ? ». Durent un week-end ces jeunes ont appris à se connaître avec le soutien de l'aumônier musulman et de moi-même. Cet atelier s'est terminé par un défilé de mode sur le thème de « L'habillement dans le Maghreb » et un concert de Gospel et de la musique Gnawa dans le temple protestant de Saint Thomas à Strasbourg.

Je peux citer encore d'autres expériences mais je m'arrête là et je suis disposé à répondre à vos questions.

III.4 Briser les barrières grâce à des médiateurs interculturels : Maison transculturelle et interreligieuse de formation pour les femmes en Allemagne

Simone BÖDDEKER³⁸ - Assistante scientifique au département de recherche de l'Institut universitaire catholique de Rhénanie, Cologne

La République Fédérale d'Allemagne a été la destination de beaucoup de groupes d'immigrés de diverses régions du monde depuis le début du 20^{ème} siècle ; ce mouvement s'est accru depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. Jusqu'à la fin des années '70, les travailleurs immigrés et leurs familles venaient surtout de l'Europe du Sud. Cependant à partir des années '80, les migrants de l'Europe de l'Est, puis à partir des années '90, des réfugiés de diverses régions en crise ou en guerre sont également venus. La conséquence est qu'aujourd'hui l'Allemagne est composée d'une pluralité ethnique qui est, surtout dans les grandes villes, visible et qui influence la vie quotidienne. Par exemple, un habitant sur quatre de Cologne est issu de l'immigration, et selon les chiffres actuels, plus de 40% des enfants de moins de six ans le sont également³⁹. Les défis politiques et sociaux qui accompagnent ce développement sont immenses et jusqu'au jour d'aujourd'hui sont insuffisamment pris en compte et n'entraînent pas d'actions pertinentes.

³⁸ Assistante scientifique dans le Département de recherches de l'Institut universitaire catholique de Rhénanie à Cologne, elle est spécialisée en sciences de l'éducation et est pédagogue diplômée des Universités de Bielefeld et Coblenz-Lindau en Allemagne. Elle est actuellement coordinatrice du projet « maison d'apprentissage pour les femmes », après avoir coordonné un projet de réforme des études à l'université de Paderborn.

³⁹ Kölner Statistische Nachrichten Nr. 2/ 2003, S. 7 (Cologne Statistic News 2/2003, p7)

Dans cet exposé, je veux présenter un projet actuel de femmes dont le but est une contribution novatrice à ce défi de la société en offrant à des femmes d'origines variées un forum pour des échanges et pour apprendre. Le projet « interculturel et interreligieux de la Maison d'éducation des Femmes » cherche à faire progresser des femmes issues ou non de l'immigration, ayant des convictions religieuses, laïques et politiques différentes, à les amener à participer dans la société civile en les considérant comme des médiatrices culturelles. Le projet part du principe que les femmes jouent un rôle central dans le processus d'intégration. À cause d'une division de travail prédominante, spécifique au genre, et qui conduit à la responsabilité primordiale des femmes, indépendamment d'un emploi salarié, dans leurs foyers, dans leur rôle de parents, les soins de santé et les contacts sociaux, elles acquièrent normalement des compétences plus étendues dans la vie quotidienne, ce qui les sensibilise aux questions sociales et politiques. Il est donc logique de considérer la vie quotidienne des femmes comme la cheville ouvrière du processus d'intégration dans une société d'intégration.

Ce projet est subventionné par le Ministère fédéral pour les questions familiales, les personnes âgées, les femmes et les jeunes et fait partie du programme intitulé « Impulsions pour la société civile », prévu pour trois ans (01 04 2005 – 30 06 2008). L'Université catholique des Sciences appliquées du Rhin du Nord et de la Westphalie est responsable de la qualité scientifique du projet.

1. Le contexte socio-politique du projet

La pertinence de ce projet interculturel de femmes doit être vue à la lumière de deux développements socio-politiques actuels. D'une part, la nouvelle loi sur l'immigration (Zuwanderung gesetz), effective depuis le premier janvier 2005, signale un changement de perspective politique après des années de débats intenses, en reconnaissant que l'Allemagne est en fait une société d'immigration qui a eu une grande pluralité culturelle depuis longtemps. La nouvelle perspective politique est en même temps le début d'un changement de paradigme dans le vivre ensemble d'immigrés et d'Allemands d'origine, qui est désormais axé sur l'idée de base d'une intégration à long terme : intégration ici signifie le processus d'une influence alternante entre les migrants et les Allemands d'origine. Initialement la société cherchait une sorte de maintien des immigrés ; maintenant il s'agit de créer par-dessus tout une participation sociale. Par conséquent, les institutions et les organisations politiques et sociales ont le défi de former activement le « programme d'intégration » postulé aujourd'hui au niveau national.

Ce défi d'engagement actif conduit directement à un deuxième débat politique actuel : *former notre société civile*. La société civile moderne est marquée par une multitude d'organisations très diverses (des clubs et associations petits et grands) qui, à côté des institutions d'Etat gèrent une diversité de tâches dans des domaines politiques, sociaux, culturels et religieux. Donc à côté des professionnels, des travailleurs volontaires sont toujours nécessaires, sans lesquels les buts et l'efficacité des organisations individuelles ne peuvent être réalisés.

2. Concept du projet : buts et réalisation

Sites des projets et partenaires de coopération

Le projet interculturel et interreligieux de la maison pour l'éducation des femmes a pour but le développement d'un concept qui crée l'espace pour le contact et la communication des femmes d'origines ethniques et d'apprentissages culturels et religieux différents, pour commencer ainsi des processus d'éducation qui peuvent stimuler un développement d'intégration. Cependant les lieux essentiels ne devront pas être créés à partir de zéro mais doivent marquer des articulations d'activités socio-culturelles déjà existantes dans les vies de femmes migrantes, ou encore par des organisations d'éducation continue qui seront davantage développées en accord avec ce projet. C'est pourquoi le point de départ du projet sera les réseaux.

Ce projet a établi des « maisons d'éducation » à trois endroits : Berlin, Cologne et Francfort. Ces trois villes se distinguent par un degré avancé d'ethnicité culturelle. Trois partenaires différents de coopération ont été trouvés pour soutenir les « maisons d'éducation ». À Berlin, c'est le Überparteiliche Fraueninitiative (une initiative de femmes politiques non-inscrites dans les partis), qui a déjà de l'expérience et des réseaux pertinents du projet modèle « Sarah-Hagar ». À Cologne, la « maison de l'éducation » est intégrée dans le Centre International Stolzestrasse de Caritas, qui possède une longue expérience avec des groupes de femmes de diverses ethnies. À Francfort, *Berami* fut choisi comme soutien, car c'est une organisation ayant de l'expérience dans le domaine de trouver des qualifications d'emploi pour des migrants.

Le projet se voit comme un *travail en cours*. Si le processus de développement est réussi, le transfert à d'autres villes et régions, ainsi qu'un établissement permanent de « maisons d'éducation interculturelles et interreligieuses » devra être étudié.

Buts

Le projet des « maisons interculturelles et interreligieuses d'éducation de femmes » poursuit, entre autres, les objectifs suivants :

1. Développer des structures de réseaux

Le projet cherche à lier les initiatives et organisations existantes gérant la migration. En même temps, il veut concerner des femmes de différentes origines culturelles, qui cherchent des échanges plus profonds, qui veulent s'investir volontairement dans la société civile ou qui ont des ambitions professionnelles.

2. Utiliser la religion comme facteur de liaison

La religion doit donc être comprise comme un excellent facteur de liaison à cause de sa grande pertinence dans beaucoup d'aspects de la vie quotidienne (ex. l'attitude envers d'autres, les rites liés à la nourriture, les fêtes) ainsi que dans l'organisation d'événements centraux dans la vie (ex. les naissances, les mariages, les décès).

3. Prendre au sérieux toute la vie quotidienne des femmes

Le projet veut prendre comme pôle de base la diversité de la vie quotidienne des femmes. Il offre des points de départ pour des processus d'éducation permanente qui sont orientés vers les nouvelles incertitudes et vers un vivre ensemble paisible, démocratique et réfléchi dans la société de l'immigration multiculturelle de l'Allemagne.

4. Promouvoir une culture d'échanges

Le projet veut contribuer à créer une culture d'échanges, de compréhension réciproque et de résolution constructive des conflits dans une société d'immigration. Il veut que l'espace libre

permette la capacité de réfléchir et de gérer la critique ; cela signifie l'encouragement dans la mesure du possible de la liberté d'action de chaque participante individuelle du projet « maison d'éducation » vis-à-vis de l'examen des règles sociales et des modes de comportement. Il veut fournir un espace pour une communication interpersonnelle des femmes. Cette discussion, fondée sur la vie quotidienne avec ces différentes religions et diverses modes culturelles qui affectent et guident nos actions permettent des processus personnels aussi bien que d'occupation et de développement politique.

5. *Accroître la participation des femmes*

Les possibilités pour les femmes de participer dans la société doivent être augmentées par le « programme d'intégration » et par la demande urgente pour des cadres structurels adéquats. Une contribution sera apportée par l'intégration et la liaison de diverses organisations de soutien du projet (par exemple, initiatives de femmes, organisations de migrants, instituts d'éducation permanente) afin de créer un cadre institutionnel généralement amélioré et plus développé pour un engagement civique des femmes.

6. *Intégrer les questions de genre dans le discours concernant les migrants*

Le projet veut rendre plus vivants les discours qui, dans l'ensemble, ne considèrent pas du tout la question du genre, dans le contexte d'événements de migration et de celui d'engagement social et de la société civile.

7. *Qualifier les femmes pour le travail de volontariat ainsi que pour l'emploi*

Le projet est orienté vers les applications ; cela signifie qu'il qualifie les femmes de différentes origines culturelles en leur enseignant des compétences de base ainsi que leur pratique ; développer donc un cours d'étude de *travailleuse culturelle* (nom donné).

8. *Former des « multipliantes »*

Le projet fonctionne par le système « boule de neige », en formant des femmes d'origines ethniques différentes, qui sont un groupe de base, pour être des multipliantes, qui apporteront les connaissances acquises à différents groupes sociaux.

Le développement d'un concept de base

Les groupes visés par le projet sont des femmes d'origine allemande et des immigrées, « multipliantes » dans des crèches, des écoles, des compagnies, des facilités d'éducation d'adultes, etc., représentatives d'initiatives, de sociétés, d'organisations, aussi bien que de femmes engagées dans des affaires locales.

Le développement d'un concept est un processus, et il a lieu dans un travail appris avec les partenaires de coopération concernés. Il est donc ouvert à un développement plus large et à une différenciation, ou dans des foyers différents, dans les endroits respectifs. À côté du développement de ce concept de base, on prévoit la formulation de blocs individuels, qui devront être utilisés de façon différenciée et souple dans les divers endroits. À chaque endroit, des possibilités seront développées et des structures seront créées qui permettront l'intégration de différentes perspectives religieuses et culturelles à chaque niveau de développement. À côté d'un coordinateur à plein temps, la création d'une équipe interculturelle/interreligieuse pour l'arrangement et l'organisation de la maison d'éducation régionale est prévue (voir paragraphe 2.5).

La structure d'offre est orientée aux niveaux qui définissent aussi les cultures (voir Meyer, 2002)⁴⁰ : le niveau des moyens métaphysiques de croire, le niveau des modes de vie individuels et collectifs, ainsi que le niveau des valeurs fondamentales sociales et politiques pour vivre ensemble.

2.4 Modules pour un programme

Au centre de la « maison d'éducation » est le développement et la réalisation d'un programme pour acquérir des compétences interculturelles et interreligieuses. Cette qualification, que nous visons, devrait permettre aux participantes d'être des médiatrices aux différents niveaux sociaux du processus d'échanges interculturels. Puisque l'immigration va influencer de façon décisive l'avenir de l'Allemagne, on peut supposer que les compétences interculturelles d'une part et les identités transculturelles par ailleurs seront nécessaires dans presque tous les domaines sociaux et seront donc très en demande désormais. Cependant, jusqu'ici il y a peu de moyens d'éducation standardisés et accrédités pour ce genre de compétences avancées. C'est pourquoi le programme, dans le cadre du projet, a un rôle pionnier, et nous avons l'intention d'imposer sa reconnaissance et sa valeur. Nous créerons ainsi une situation qui ne peut qu'être gagnante pour la participation dans ce cursus. Les participantes au programme pourront contribuer par leurs connaissances et leurs qualifications acquises en tant que multipliantes au processus social civil et gagner des qualifications importantes pour elles-mêmes, qui leur ouvriront des possibilités supplémentaires dans le domaine de l'emploi. Le programme visé est constitué de modules individuels qui sont composés de façon variable selon le groupe cible, les pré-qualifications personnelles et les domaines d'intérêt. Les types de modules suivants sont prévus :

- Les compétences
- Les fondamentaux
- Les pratiques

Le programme présenté ici est conçu comme un concept de base. Le schéma concret des modules a lieu localement, ce qui signifie que le meilleur plan conceptuel et la meilleure réalisation des modules doivent être développés au cours du projet, en coopération avec le collaborateur local du projet et les participantes. Le collaborateur du projet est responsable de la documentation systématique et la présentation des événements du développement du concept. Pour la planification, nous supposons au départ une journée d'activités par module et, en moyenne, quatre modules sur chacun des fondamentaux et les compétences. Pour chaque endroit le programme devra être complété une fois au cours du projet.

Compétences

Ce domaine comprend les unités techniques, qui sont importantes dans le contexte interculturel/interreligieux, mais qui ne sont pas liées exclusivement à ce contexte. Des sujets possibles pour ces modules sont des techniques de présentation, des méthodes de dialogue, la

⁴⁰ Meyer, Thomas 2002: *Parallelgesellschaft und Demokratie*, in: Münkler, Herfried/ Llanque, Marcus/ Stepina, Clemens K. Hg.: *Der demokratische Nationalstaat in den Zeiten der Globalisierung*, Berlin, 193-223 (*Parallel societies and democracy*)

gestion des conflits, la planification stratégique, des ateliers novateurs pour l'avenir, la recherche de fonds et les relations publiques.

Ces modules, quatre au cours du projet, demandent un travail concentré par petits groupes. Par conséquent, on ne peut offrir qu'un nombre de places limité pour la participation. Ces places devront être réservées surtout aux membres du groupe d'apprentissage.

Fondamentaux

Ces modules visent à apprendre des connaissances de base sur les différentes religions et cultures. Particulièrement importantes ici sont des questions pertinentes au vivre ensemble dans des sociétés multiculturelles ; par exemple, des pratiques religieuses, l'organisation du temps, les règles alimentaires, l'image du corps, les idées de base ethniques. Le contenu ici ne peut être développé que par le dialogue. Donc un groupe plus large de soutien est davantage important. Les événements et les activités concernent à la fois les membres du groupe d'apprentissage et le groupe de soutien. Quatre modules de base sont prévus.

Pratiques

Ces activités servent à intégrer le projet dans la société en général par le contexte. Des domaines de pratique individuels et les exigences spéciales qui y sont liées ainsi que les questions seront étudiées plus à fond. Un contact entre ces personnes actives et les participantes du projet sera arrangé et un échange d'expériences et de questions sera possible. En même temps, les contacts avec des projets et des institutions coopérant seront intensifiés et un éclairage dans leur travail sera fourni. En échangeant avec d'autres projets, les participantes gagneront une vue d'ensemble des nécessités, des possibilités et des offres pertinentes à différentes interfaces culturelles.

Les activités sont comprises comme des contributions individuelles de courte durée (événements de demi-journée ou de soirée). Au cours du projet, chaque endroit devrait offrir environ 20 de ces événements.

Ateliers

À côté des modules qui viennent d'être décrits, des ateliers sont prévus comme le quatrième élément du programme. Cependant les ateliers ne s'adressent pas seulement aux participantes du programme et aux groupes de soutien. De plus, ils servent comme un moyen pour permettre aux femmes engagées, issues d'une large gamme de liens religieux et politiques, de participer au dialogue. Dans ce dialogue, des formes d'échange et la forme spécifique de compétence interreligieuse se développe. Des ateliers offrent la possibilité de comprendre une logique plus intense et, en même temps, ils servent les participantes du programme comme un domaine de formation et d'expériences.

Ce type d'événement relativement long peut avoir lieu deux fois par endroit au cours du projet.

2.5 Structure du projet

Le cadre organisationnel du projet de la « maison d'éducation » est formé par différents groupes complémentaires.

Groupe d'apprentissage interculturel/interreligieux

À chaque endroit : Berlin, Cologne, Francfort, le groupe de femmes interreligieux et multiethnique forme le noyau de la « maison d'éducation » en question. Le processus

d'éducation, qui se produit ici, est le niveau de base de l'éducation du projet. Le groupe se réunit régulièrement, en grande partie pour créer ensemble les modules individuels du projet ; il évalue les expériences créées et la continuité. Une employée pédagogique à plein temps est disponible à chaque endroit pour coordonner le groupe et les processus d'éducation pour la durée du projet, qui est de trois ans.

Groupes de soutien

Le groupe de soutien aide à l'engagement continu d'une gamme plus large de perspectives. À côté des représentants des organisations responsables, des représentants de groupes coopérants ainsi que des personnes engagées individuelles de différentes origines religieuses et culturelles font partie de ce groupe. En même temps, les membres de ce groupe sont des « multipliants » importants. Ils apportent de l'information et des considérations ainsi que des expériences personnelles acquises du contexte du projet à leurs communautés et organisation respectives. Les membres du groupe participent, selon leurs intérêts et leurs ressources, dans les activités de la « maison d'éducation ». L'échange avec le groupe d'apprentissage a lieu au cours de réunions régulières.

Réseaux régionaux et supra régionaux

Un réseau régional très étendu à l'endroit respectif de la « maison d'éducation » peut être atteint par l'intégration d'autant de différentes initiatives de femmes d'origine allemande et immigrée au-delà du groupe de soutien, surtout dans le contexte des modules de pratique.

De plus, la coopération, au moins partielle, entre les « maisons d'éducation » aux différents endroits doit être vérifiée et développée ensemble.

3. Évaluation

Un élément central de la veille scientifique de la « maison d'éducation » par l'Université catholique des Sciences appliquées du Nord Rhin Westphalie est une « *évaluation sensible* » du projet. Cela signifie précisément que les buts, les espérances et les résultats des projets de toutes les participantes seront vérifiés constamment, dans un esprit de critique constructif, puis réinsérés dans le projet. La femme qui assurera cette évaluation scientifique aura ici le rôle d'une « modératrice de projet ». L'évaluation est donc une partie intégrante du projet ; il constitue un complément important au concept du *travail en progrès*.

4. Perspectives

Les personnes chargées du projet se réunissent régulièrement pour travailler ensemble et réfléchir au développement du projet. Le travail des relations publiques a lieu aux niveaux régional et supra régional. En juin 2007, il y a eu une Conférence à Berlin où les participantes du projet ont discuté le bénéfice de la « maison d'éducation » pour la société civile et pour le programme d'intégration allemand avec des membres du *Bundestag*.

Vers la fin de la durée du projet (avril 2008), les résultats seront présentés au cours d'un symposium national et seront étudiés en vue de la possibilité de retombées – dans le sens d'un établissement permanent - et de pouvoir être transférés à d'autres endroits.

Traduction du texte anglais en français par Bernice Dubois

III.5 Vivre ensemble entre élèves et parents de différentes cultures ; vidéo et commentaire

Gérard WARENGHEM⁴¹ - *Président de Partenia 2000*

« Vivre ensemble », nous en parlons tout au long de ce colloque.

Ce petit film que nous allons regarder n'est pas un film réalisé par un professionnel. En matière de cinéma, je suis tout à fait « amateur ». C'est un souvenir. Souvenir d'une fête de fin d'année dans une école primaire, en banlieue parisienne. J'ai passé 20 années de ma vie à Libreville au Gabon, alors aujourd'hui, en France, j'ai des amis africains un peu partout, et j'en ai dans la banlieue parisienne.

Nous sommes au Kremlin-Bicêtre, dans le 94 (département du Val de marne), aux portes de Paris. Sandra que j'ai vue à Libreville le lendemain de sa naissance, était il y a deux ans en CE 1 (cours élémentaire) à l'école Benoit Malon. A la fin de l'année, j'ai accompagné ses parents à la petite fête : 4 ou 5 classes avaient été réunies pour faire une seule chorale. Ils ont chanté pendant une bonne demi- heure, et vous allez vous plonger quelques minutes dans leur petit monde !

C'était en juin 2006, il y avait eu des troubles dans les banlieues quelques mois auparavant. Les media les avaient relatés abondamment. Quelqu'un avait parlé de karcher... Vous savez qu'on parle toujours des trains qui arrivent en retard et jamais des trains qui arrivent à l'heure. C'est dommage, car au lieu de nous matraquer avec les voitures qui brûlent, il faudrait aussi nous montrer les gens qui vivent ensemble, les gens qui, comme dans ce film, les gens qui chantent ensemble.

Si l'on montrait un peu plus ces réalités positives, si on les encourageait, si on les soutenait, je ne dis pas que la banlieue serait le paradis, mais je crois que l'opinion publique serait mieux éclairée, et que le voisin ne ferait plus peur. Je dis « on » : si l'on montrait, si l'on soutenait ... Le « ON », ce sont les medias, les pouvoirs politiques, et nous tous.

Ce petit film qui ne sera sans doute pas primé à Cannes doit pouvoir contribuer à montrer un autre visage de la banlieue. Je l'ai mis sur internet :

<http://www.partenia2000.over-blog.com/article-4363403.html>

Vivre ensemble, c'est possible. Mieux, ça existe déjà ! Pour avoir été avec des jécistes (Jeunesse Etudiante Chrétienne) durant 20 ans et plus, j'ai pratiqué durant toutes ces années ce qu'on appelle la Révision de vie : VOIR JUGER AGIR. Voir : c'est le but du film. Nous aurons ensuite à prendre ces réalités en considération dans notre réflexion. En espérant que nous déboucherons finalement sur des propositions d'actions.

⁴¹ Membre actif de Partenia 2000, Gérard Warenghem est prêtre, spiritain. Il a vécu 20 ans à Libreville, curé de paroisse dans un quartier populaire : Akébé, et aumônier national de la JEC. Depuis 1991, il réside à Paris. Il était aumônier des étudiants africains en Ile de France. Cette structure ayant été supprimée par le Cardinal Lustiger en l'an 2000, Gérard a maintenant tout le temps de militer dans plusieurs associations, toutes tournées vers l'Afrique.

Quand je dis à la fin du film : « Monsieur Sarkozy vous avez raté la fête », c'est une façon de dire : soyons de ceux qui participent à tout ce qui se fait de positif.

Vivre ensemble : il s'agit bien de vivre et de vivre bien !

III.6 Débats

Pascal Hilout, *initiateur du Nouvel islam*

Au procès d'Épinal, la plainte venait d'une femme marocaine à qui il avait été demandé d'enlever le voile dans « la partie commune » du gîte d'Épinal. Faut-il, pour créer un espace de vivre ensemble, accepter l'autre, mais jusqu'où ?

Chacun doit accepter de quitter son isolement et particulièrement l'Islam dont la religion est facteur d'enfermement et surtout pour la femme. Il nous faut avoir le courage de dénoncer cet enfermement de la religion qui est contraire à notre conception de l'être humain, en vue de pouvoir ouvrir un dialogue. Il nous faut aller au delà du dialogue pour parler des questions qui fâchent.

Francine Kahn, *Licra (Lyon)*

Je pense qu'il faut aller plus loin et traiter des barrières symboliques.

Un membre de l'organisation mondiale du mouvement scout

La plupart des pays connaissent une grande diversité, mais nous venons ici chacun avec nos revendications pour prêcher pour notre chapelle. L'intervenant se rapporte au grand rassemblement scout à Londres cet été de 40 mille jeunes de religions différentes. Quand on parle de diversité, et de l'autre, on a tendance à s'enfermer dans des a-priori. Le progrès humain passe par le dialogue et non par la violence. Il passe par le respect de l'autre. Il ne faut pas l'idéaliser, ni le mépriser, mais l'aimer dans sa diversité, en évitant la frustration

Un membre du comité international d'action sociale à J de Brueker

Quelle attention a été apportée aux jeunes. A-t-on prévu des actions spécifiques pour les jeunes ?

Une personne de la Fédération Humaniste à F Setodzo:

Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par identités multiples et valeurs retrouvées,

Bernice Dubois : *Lobby Européen des Femmes*

A propos des violences dans les cités, je remarque que pratiquement aucune jeune fille n'est impliquée. Qu'en est-il à Haute-pierre ?

J. de Brueker :

La plupart des actions exposées à propos de l'espace Le Molinay ont concerné les jeunes, voire les très jeunes ; création d'un espace loisir, crèche, espace de jeux. Ces espaces ont été créés par des adultes et des jeunes qui ont compris l'intérêt pour les plus jeunes. Concernant les mariages mixtes, il convient de nuancer car le multiculturel constitué par la simple addition des cultures n'est pas intéressant. On ne crée pas de l'interculturel de cette manière, par une addition des différences.

Enfin, à propos des scouts, ils sont le regroupement de toutes convictions, mais ils ont en commun un certain nombre de points qui les fédère au delà des différences.

J-C. Diallo :

Il est possible de parler de questions qui fâchent, mais tout dépend de la manière de le faire qui doit rester acceptable pour l'autre, qui reconnaît l'autre sans le mépriser. La tolérance n'est pas de tout accepter mais de savoir dire « je veux ma part du gâteau ».

Il faut combattre l'Islam politique et militant en Europe et ailleurs. Mais il y a une élite musulmane avec laquelle je peux discuter, mais il ne faut pas l'isoler et il faut lui parler avec des mots qui conviennent.

Fédéric Sétodzo

Il me paraît essentiel de permettre à ces jeunes de découvrir leur propre identité (culturelle) et non de leur imposer celle du pays d'accueil. Je déplore que les parents ne leur parlent pas de leurs racines car ils ressentent comme une espèce de honte par rapport à leurs enfants. Il me semble important également que ces jeunes relativisent leur propre situation par exemple en la comparant à celle de leurs camarades togolais qui doivent effectuer quinze kilomètres à pied pour se rendre à leur lycée.

En ce qui concerne la violence, elle existe également chez des filles mais elles font souvent preuve de plus d'intelligence (de la situation) et de sagesse.

IV Riches de la diversité des origines de nos convictions, quelles valeurs et quelles attitudes partageons-nous pour vivre ensemble solidaires, libres et responsables ?

IV.1 Introduction

Philippe LAZAR⁴² *Vice-président du cercle Gaston-Crémieux,*

Comment « faire société », à l'échelle régionale et à l'échelle mondiale ? Nous ne sommes pas assez naïfs pour croire qu'il existe une « solution » simple à ce problème. Mais nous avons l'intuition qu'une progression vers ce but ultime pourrait être facilitée si nous parvenions à créer un référentiel commun, qui englobe et dépasse les différences structurelles constatées. Le mot qui vient alors naturellement à l'esprit est celui de « valeurs ».

Comme vont nous le montrer les intervenants de cette table ronde, il permet de faire un pas en avant, mais sans doute un pas seulement. Nous avons en effet en « Occident » un référentiel de cette nature : les Droits de l'Homme, et un mode d'organisation sociétal privilégié, que nous essayons d'exporter, non sans violence parfois, à l'échelle planétaire : la démocratie politique. Ni l'un ni l'autre n'ont toutefois l'universalité dont nous pouvons rêver, et nous ne pouvons qu'en prendre acte sauf à vouloir imposer nos vues par la force. Mais il s'agit néanmoins là d'un socle sur lequel nous pouvons prendre appui pour engager un authentique dialogue international et interconvictionnel.

Le « modèle démocratique » est particulièrement intéressant à ce titre car le simple fait qu'on puisse le mettre en œuvre démontre qu'il est possible de dépasser des divergences politiques fondamentales au sein d'une société pour se mettre d'accord sur une règle du jeu, sur un « faire-ensemble » : le concept d'alternance non violente conduit ainsi à accepter qu'une « majorité » puisse temporairement imposer ses vues à une nation tout entière et gérer ses intérêts collectifs contre les convictions intimes de la « minorité ». À charge de revanche évidemment ! Il existe donc bien en l'occurrence, dans le champ politique, un « ordre supérieur » à celui du conflit ouvert des convictions et des intérêts. Il est fondé sur quelques idées simples – quelques « valeurs » - au cœur desquelles figure le concept de respect de l'autre, au sens premier : « j'accepte de ne pas te tuer », et au sens second, plus subtil : « quoi que j'en aie, je ne peux pas complètement exclure que tu aies très partiellement raison ».

Peut-on compter sur une même « tolérance opérationnelle » dans le domaine des croyances, malgré l'incommunicabilité essentielle qui le caractérise ? Disons-le franchement, rien n'est moins sûr, en particulier dès lors que ces croyances conduisent à une représentation unique et absolue de l'essence de l'univers - de « l'ultime » (pour reprendre l'élégante expression de Bernard Quelquejeu) – comme c'est le cas pour les religions monothéistes,

⁴² Ancien élève de l'École Polytechnique, ancien directeur général de l'INSERM, ancien président de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), ancien conseiller maître à la Cour des Comptes, Philippe Lazar est Vice-président du cercle Gaston-Crémieux, Directeur de la revue *Diasporiques* .

dominantes sous nos latitudes... Mais nos orateurs vont sans doute nous permettre d'aller au-delà de ces apories.

IV.2 Les atouts des actions non-violentes dans les conflits à fondement religieux ou convictionnel

Bernard QUELQUEJEU⁴³ – *Dominicain, Philosophe*

Je commencerai par réfléchir avec vous sur les raisons pour lesquelles les religions historiques ont été et continuent d'être un facteur majeur des violences qui déchirent nos sociétés. On a suffisamment, dans notre colloque, insisté sur les contributions positives que les religions et les groupes d'opinion peuvent apporter à la cohésion sociale pour que je me sente autorisé à insister, de manière volontairement partielle, voire partiale, sur la face sombre, ténébreuse des religions, et donc sur les violences qui prennent leur source ou leur justification dans les convictions religieuses ou philosophiques.

1° Première décision méthodologique : approcher le fait religieux en tant que relation À (ce que j'appellerai ici) l' «ultime»

Appuyées par des institutions établies sur des textes fondateurs, des traditions, des interprètes autorisés, les religions peuvent être, sinon définies, du moins discernées comme des systèmes de croyances, de rites et de pratiques qui permettent aux humains d'entrer collectivement en relation avec ce qu'elles présentent et affirment comme l' «Ultime». De quelque nom qu'elles lui donnent – Origine, Sacré, Absolu, Tout-Puissant, Valeur suprême, Sens dernier, et tant d'autres – la conviction religieuse, en première approximation, se laisse assez bien discerner comme s'occupant de tout ce qui concerne la relation des humains à l'Ultime.

Sous une immense variété de formes échappant à toute prétention de les saisir selon un modèle unique, les religions et systèmes de croyances comportent trois sortes de contenus : d'abord, des objets à connaître, présentés comme des représentations de l'Ultime (récits primordiaux, mythes, symboles, croyances, formules magiques, emblèmes, révélations, articles dogmatiques, doctrines, etc.) ; ensuite, des conduites rituelles, censément requises pour se rapporter à l'Ultime de façon appropriée pour conjurer ses menaces ou se concilier ses faveurs (rites, fêtes, cérémonies, cultes, célébrations, liturgies, bénédictions, exorcismes, pèlerinages, temps liturgiques, monuments et espaces sacrés, etc.) ; enfin des normes morales prescrites comme des obligations ou des interdits définissant les règles de comportement condamnés ou impératifs, et ordonnés avec une autorité présentée le plus souvent comme émanant directement de l'Absolu. Ce qui caractérise le plus nettement ces trois espèces de contenus, c'est qu'ils codifient, avec l'autorité qui avance la revendication d'être le représentant unique et seul vrai de l'Ultime, la manière dont les humains doivent croire, célébrer, agir pour se comporter selon ce qu'elle croit vrai et bon.

⁴³ Ancien élève de l'École Polytechnique, Dominicain, maître en Théologie et Docteur en Philosophie/ Professeur retraite de philosophie morale et politique à l'Institut catholique de Paris. Ancien Directeur de la Revue des Sciences Philosophiques et Théologiques. Co-fondateur de l'association Droits et Libertés dans les Eglises. (<http://droits-libertes-eglises.tk>)

Tâchons de cerner de plus près le fait religieux ou convictionnel tel qu'il se manifeste aujourd'hui. Je propose d'en relever deux expressions assez différentes qu'il convient de distinguer sans les séparer, car elles sont le plus souvent mêlées : distinguons donc la requête identitaire et le besoin de sens.

a) La requête identitaire.

L'être humain est un animal religieux d'abord parce qu'il ressent un besoin premier, radical, de se relier à ses semblables, de se sentir inscrit dans une lignée, de faire corps avec ceux à qui il ressemble. Tout groupe humain tient pour sacré, pour Ultime, ce qui l'empêche de voler en éclats. C'est pourquoi il a un besoin vital de symboles. Le symbole est chose productive : il est (le grec *sum-bolon*) ce qui rassemble le fragmenté. Bien des sociologues ont vu dans ce besoin de se relier l'origine de la religion. L'étymologie vient à leur aide puisqu'avec Cicéron, elle fait dériver la « *religio* » du verbe latin 'religare', relier, rattacher. C'est selon cette perspective que l'on peut aujourd'hui comprendre bien des réveils identitaires qui alimentent maintes violences déchirant nos sociétés contemporaines, chez nous en Europe comme ailleurs dans le monde. Des analyses précises et diversifiées seraient ici nécessaires pour éclairer de quelles manières les conditions mondialisées des communications, des échanges, les injustices suscitées dans le partage des ressources, des biens, des techniques, (en particulier entre le Nord et le Sud), l'émigration, la perte des repères coutumiers, l'effacement des symboles traditionnels générateurs d'identité, etc., suscitent des réveils identitaires qui se traduisent très souvent par des violences à motivation religieuse, ou, pire, par les succès de l'instrumentalisation du religieux par le politique.

b) La quête de sens.

L'être humain est aussi, et peut-être surtout, un animal religieux parce qu'il ne peut éviter de se découvrir confronté aux inévitables questions qui caractérisent la condition humaine : celle de l'Origine, celle de la souffrance, celle de la mort, la mort de l'être aimé plus encore que la sienne, celle du mal subi, celle, plus grave encore, du mal commis, d'autres encore. L'être humain questionne l'énigme qu'est à ses yeux sa propre existence : c'est alors qu'il sent monter en lui le besoin de sens. Il se recueille en lui-même afin de pouvoir accueillir ce qu'on peut appeler le sacré de l'existence, et que j'ai nommé l'Ultime. Ici encore, l'étymologie nous instruit : on rattache aussi, seconde interprétation, le mot 'religio' au verbe latin 'relegere' qui signifie recueillir, revenir en soi, se rappeler, se recueillir. Le fait religieux ou convictionnel doit être saisi dans ce geste de recueil. Il ne se laisse pas appréhender dans la seule analyse sociologique, aussi légitime et nécessaire qu'elle soit : il comporte une dimension intérieure, intime, qu'on peut bien dire 'spirituelle' au sens le plus large. Face à l'inconsistance, à l'énigme de l'existence, avec son cortège de tragique, d'éphémère, voire d'absurde, la conviction religieuse ou agnostique apparaît comme une proposition de sens. Elle prétend offrir une interprétation des expériences obscures, spécialement les plus négatives, et donc un commencement de signification ; elle se présente en même temps comme une voie tracée pour un itinéraire pourvu d'une direction. Au lieu de s'éprouver vouée à l'absurde, au non-sens, au lieu de se découvrir figée sur place, piégée dans une impasse, l'existence religieuse ou la conviction se perçoit, au moins inchoativement, comme signifiante et orientée.

C'est donc sous la double forme de la requête identitaire et de la quête de sens, souvent conjointes mais qu'il est instructif de distinguer, que la religion s'analyse comme s'occupant de tout ce qui concerne le rapport de l'être humain à l'Ultime. Elle codifie la manière dont les

humains doivent croire, célébrer, agir, afin de se comporter vis-à-vis de l'Ultime comme il le réclame. Ainsi toute la question des violences à fondement religieux ou convictionnel se trouvera-t-elle dépendre des représentations de l'Ultime. C'est en analysant celles-ci que l'on mettra en évidence les atouts que recèle l'action non-violente pour affronter ces conflits.

2° La vulnérabilité spécifique de la relation à l'ultime

La deuxième étape de notre parcours s'exprime très bien dans les termes d'un célèbre axiome médiéval : « corruptio optimi pessima », qu'on peut traduire par « la corruption du meilleur engendre le pire ». C'est en effet à raison de sa nature propre – le rapport à l'Ultime – que la conviction, religieuse ou non, susceptible d'exprimer le meilleur de l'homme, se corrompt souvent vers le pire. La religion (avec la sexualité, peut-être) semble le secteur de l'existence le plus vulnérable aux pires dérapages. Est-ce un hasard si l'histoire des religions – depuis les sacrifices humains jusqu'aux guerres de religion, aux horreurs de l'Inquisition et au kamikase terroriste – coïncide souvent avec l'histoire des violences les plus extrêmes ? Rien n'est plus menacé, plus menaçant, que le rapport à l'Ultime. La manipulation de l'Ultime, oserai-je dire, ressemble à celle de la nitroglycérine : le moindre écart et c'est l'explosion ... de violence ! Les autres secteurs de l'existence comportent une certaine dose de relatif, et tolèrent donc plus ou moins les écarts et les erreurs. Avec l'Absolu, la tolérance est exclue : l'Ultime appelle l'intolérance, et l'intolérable engendre la violence.

Les deux expressions caractéristiques du fait religieux ou convictionnel que, sans les séparer, nous avons distinguées – la dimension horizontale de la requête identitaire et celle, qu'on peut dire verticale, exprimée dans la quête de sens – nous fournissent les éléments d'une petite typologie des perversions religieuses.

a) La perversion de la requête identitaire,

Lorsqu'elle s'habille des oripeaux de l'Ultime, la requête identitaire ouvre carrière à toutes les pathologies de l'identité collective. Racismes, antisémitismes, exaltation de la race, génocides, nationalismes agressifs, impérialismes exacerbés, communautarismes extrêmes, bref toutes les idéologies et les attitudes fondées sur la négation de la différence. Disons, pour annoncer la suite de notre réflexion, que c'est précisément ici, dans la lutte contre le refus des différences, que la non-violence présente ses meilleurs atouts pour juger de la vérité d'une religion, et que l'action non-violente propose ses meilleures armes pour lutter avec succès contre les violences à racine identitaire.

b) La perversion de la quête de sens,

De son côté, la quête de sens n'est pas moins pathogène que la précédente ; peut-être même est-elle plus redoutable encore, dans la mesure où elle affecte la pensée et l'action d'un coefficient de conviction intime. C'est sans doute ici que le rapport à l'Ultime présente sa vulnérabilité maximale. La perversion de la dimension verticale ouverte par la quête de sens amène les innombrables formes de la pathologie de la certitude : fanatismes dogmatiques, sectarismes orgueilleux, messianismes délirants et toutes les espèces de revendication du monopole d'accès à la vérité. Que la conviction religieuse se mue en institution de vérité constitue à mes yeux un troublant paradoxe et un formidable défi. Une institution qui avance, au nom de l'ultime, la prétention de définir la vérité ultime et d'en détenir le monopole peut-elle éviter de sombrer dans la violence ? Les exemples que nous offre l'histoire fourmillent :

répression des déviants ou des hérétiques sous toutes ses formes, Inquisition allant jusqu'aux exécutions capitales, goulags, autodafés, ordalies, fatwas appelant à l'assassinat, etc. Quelles violences l'invocation de l'Ultime n'a-t-elle pas couvertes ? C'est peut-être en ce point focal que le principe de non-violence est sommé de décliner ses titres, et que les formes diverses de luttes non-violentes doivent être mises en œuvre pour atteindre la violence jusqu'en ses sources profondes.

3° La religion ou la conviction jugées par l'éthique [3° étape]

La vulnérabilité du rapport religieux que l'être humain cherche à nouer avec l'Ultime aurait dû instruire les religions positives et les amener à se doter de moyens, d'institutions d'alerte, d'antidotes, de vaccins. En fait, il n'en a rien été. De par la revendication de définir la relation à l'Ultime, la religion ou la conviction ne favorise nullement, selon sa dynamique propre, le développement de la distance requise pour exorciser ses propres démons. Au contraire. Facilement aveuglé par le vertige et l'incandescence que secrète sa dévotion à l'Ultime, l'homme religieux n'est pas enclin à observer les dérives de sa quête, à percevoir le maléfice de ses conduites. Le voisinage de l'Ultime entraîne moins à l'autocritique qu'au fanatisme. Pour demeurer humaine et ne pas sombrer dans le démoniaque, la religion ne peut guère compter sur elle-même. Elle doit être interrogée, protégée contre elle-même, rectifiée, et ce, par une instance qui, par bien des côtés, lui est extérieure. Une instance critique, au sens le plus originaire du terme. Religion et critique ont donc absolument besoin l'une de l'autre ; sans la conviction, la critique est infirme, stérile, mais sans la critique, la religion devient vite le berceau de l'horreur.

Le noyau dur de cette instance critique, c'est l'éthique. Telle est la troisième étape de notre parcours. Le comportement moral joue le rôle, inaliénable, d'une pierre de touche pour la vérité d'une religion : il en est une inexorable vérification. La plupart des grandes religions n'ont pas manqué de le pressentir, mais sans en tirer toutes les conséquences. [sur le caractère extérieur de cette instance éthique vis-à-vis de la conviction religieuse, je me propose, si vous le désirez, de revenir, pour le nuancer, au cours du débat qui suivra]. L'éthique s'affirme comme un critère de l'Ultime. La conscience de soi qu'engendre l'intériorisation d'une exigence éthique véritable contiendra désormais – comme nous l'a enseigné le philosophe français Jean Nabert⁴⁴ – une « critériologie du divin ». Le sujet moral porte, irrécusable au fond de sa conscience, un ensemble de critères auxquels il soumet toute proposition du divin, de l'Ultime qui lui sera faite. Il ne lui est plus possible de considérer comme « croyable », comme digne de son assentiment intime, de juger comme praticable, « célébrable », toute conception de l'Ultime qui pactiserait, de quelque façon que ce soit, avec la violence. L'éthique constitue bien un critère de l'Ultime : elle institue un jugement de la vérité de l'Ultime.

Au cœur de l'éthique, que découvrons-nous ? La dignité humaine, le respect, la personne, les droits inaliénables de tout humain, le refus du meurtre. Exprimés en un seul terme qui les assume a minima et les résume tous, la non-violence. Car celle-ci est à la fois le principe fondateur de l'éthique et l'option concrète qui s'impose à l'homme agissant.

⁴⁴ Jean NABERT, *Essai sur le mal*, rééd. Paris, Ed. du Cerf, 1996 ; et surtout *Le désir de Dieu*, rééd. Paris, Ed. du Cerf, 1996. Pour aborder ce philosophe difficile d'accès, on pourra s'aider de : Paul NAULIN, *Le problème de Dieu dans la philosophie de Jean Nabert*, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Clermont-Ferrand, 1980.

a. Le principe fondateur.

Dans son livre magnifique *Le droit d'être un homme* (édité par l'Unesco en 1968), Jeanne Hersch a montré que toutes les sagesse du monde contiennent, sous une forme ou l'autre, le commandement formel « Tu ne tueras pas », qui prend la formulation universelle de la Règle d'Or « Ne fais pas aux autres ce que tu ne veux pas qu'on te fasse à toi-même ». Nous définirons donc volontiers comme violente toute pensée, toute action, toute institution qui porte volontairement atteinte à la vie ou à la dignité d'autrui. De manière immédiatement corrélative, nous appellerons non-violence – non pas du tout comme on le croit trop fréquemment, la négation abstraite de la violence (ce qui ne serait que chimérique), ni la dénégation de la conflictualité présente au cœur de tant de relations interpersonnelles ou sociales (ce qui serait aveuglement ou idéalisme) – mais la décision de principe de refuser toute pensée, toute action, toute institution qui porte atteinte à la vie ou à la dignité d'autrui. Ainsi formulée, il est manifeste que la non-violence n'est autre que le principe fondateur de l'éthique.

b. L'option concrète.

Il faut immédiatement ajouter que, principe fondateur de l'éthique, la non-violence se fait action : elle dicte l'exigence concrète qui qualifiera les caractéristiques et les moyens de l'action projetée. Cependant, j'ajoute immédiatement : chaque fois que cette option est possible et dans toute la mesure où elle est possible. Pourquoi cette réserve ? Les circonstances de la vie sociale et de l'action politique, nous ne le savons que trop, imposent parfois des conditions extrêmes où l'éventail des moyens d'agir, en dépit de toutes nos tentatives, en vient finalement à se rétrécir et à exclure toute action purement réglée sur la non-violence. Le refus d'une action qui comportera l'usage des moyens de la force signifierait à la fois la lâcheté⁴⁵, l'abandon des solidarités qui nous lient à nos proches ou à nos concitoyens, la bride lâchée à l'injustice ou à la tyrannie. Dans ce cas, nous dirons que le choix risqué de moyens relativement violents pourra éventuellement recevoir une justification a posteriori, fondée sur la nécessité (par exemple la recherche du moindre mal), mais cela n'équivaudra jamais à une légitimation : la violence est toujours illégitime. Le jugement éthique, qui voit dans la violence l'atteinte à autrui dans sa vie ou sa dignité, lui opposera un non catégorique et lui refusera, partout et toujours, toute légitimité.

Avec cette précision, on tiendra donc que, principe fondateur de l'éthique, la non-violence dicte impérativement l'exigence concrète qualifiant les moyens de l'action, dans toute la mesure où elle se révèle possible.

4° Contre la violence des religions : les atouts de la non-violence

Dans leur enchaînement, les trois étapes de notre démarche nous amènent tout naturellement à nos conclusions. Elles nous permettent de comprendre à quelle profondeur l'éthique de la non-violence s'en prend à la violence des religions ou des convictions jusqu'en leur source originelle. Et d'apprécier les vraies ressources et les incomparables atouts dont

⁴⁵ On ne connaît pas assez ce texte de Gandhi : « Là où le choix existe seulement entre la lâcheté et la violence, il faut se décider pour la solution violente. [...] J'aimerais mieux que l'Inde défendit son honneur par la force des armes plutôt que la voir assister lâchement et sans se défendre à sa propre défaite. Mais je n'en crois pas moins que la non violence est *infiniment supérieure* à la violence » ; dans *Tous les hommes sont frères*, Gallimard, 1969, p.182-183.

disposent les luttes non-violentes face aux défis que lancent les conflits à fondement religieux ou convictionnel. Et donc d'apporter sa contribution, qui n'est pas mince, à la construction de la cohésion sociale en Europe.

La non-violence juge les religions. Elle interroge les religions historiques et les groupes de conviction pour vérifier la place qu'ils réservent à la non-violence, avec ce critère éthique qui décide de leur authenticité, de leur titre à se présenter comme dignes de croyance. Apparaissent ainsi quelques-unes des interpellations que l'homme épris de non-violence adresse à l'homme religieux : il appelle l'homme religieux à purifier le visage de l'Ultime dont il se constitue le témoin, tâche qu'il ne peut éluder ni récuser sans faire apparaître l'imposture de son témoignage. Mais elle ne se borne pas à ce jugement : elle agit. La lutte non-violente oriente les luttes contre les violences religieuses ou convictionnelles. Les étapes de notre démarche nous révèlent à quelle profondeur l'éthique de la non-violence s'en prend à ces violences jusqu'en leur source, qu'il s'agisse de la requête identitaire ou de la quête de sens.

1°) Nous l'avons souligné : **la perversion de la recherche identitaire**, lorsqu'elle s'habille des oripeaux de l'ultime, ouvre carrière à toutes les pathologies de l'identité collective, toutes les attitudes fondées sur le refus des différences, qui enferment l'homme dans les limites mutilantes de son clan, de sa secte, de sa race, de sa nation, de sa religion, etc. C'est bien ici, dans ses luttes contre ce refus des différences, surtout celles qui se prétendent gagées sur l'Ultime et qui déploient des violences extrêmes, que l'action non-violente propose ses meilleurs armes. En refusant a priori et dans tous les cas toute atteinte à la vie et à la dignité d'autrui, de tout autrui, l'action non violente fait signe, au-delà de tous les enfermements mutilants et mortifères, vers la plénitude de l'humain. Elle clame que rien ne saurait limiter l'universalité humaine. Elle mène sa lutte, non pas avec le mépris mais contre tout mépris, non pas avec la haine mais contre toute haine, en refusant totalement la menace, la terreur, la contre-violence ; elle se développe en gardant le souci non de vaincre l'adversaire, mais de l'éveiller, de l'amener à reconnaître l'autre, avec l'espoir de toucher ce point enfoui de sa conscience où il aura chance de découvrir qu'il est d'abord un humain, homme parmi les hommes.

Quand les non-violents déploient les formes spécifiques de leurs actions ou de leurs stratégies, quand ils organisent une marche pour la paix, quand ils mènent une campagne de sensibilisation ou de conscientisation, quand ils appellent à des actions de boycott, quand ils invitent à un sit-in d'intervention directe ou de protestation contre une injustice ou un abus, quand ils engagent ces actions graves et risquées que sont la désobéissance civile, une grève de la faim, etc., – c'est, au-delà de l'objectif précis qu'ils poursuivent, à des idoles qu'ils s'opposent, à de faux absolus qu'ils s'attaquent, à des forces cherchant à instrumentaliser la religion qu'ils font obstacle.

Un cas typique à cet égard est peut-être les luttes qu'il faut entreprendre contre les chefs religieux lorsque, forts de la caution de l'Ultime qu'ils revendiquent, ils prétendent, au bénéfice supposé de leur communauté religieuse, obtenir de leurs fidèles une obéissance aveugle, inconditionnelle : à l'instar de la désobéissance civile, la lutte non-violente devra alors prendre la forme de la désobéissance ecclésiale ou religieuse.

2°) **La quête de sens**, seconde direction que nous avons proposé de distinguer dans l'attitude religieuse, recèle aussi ses perversions : elles sont souvent plus redoutables encore,

dans la mesure où la quête de sens engage la conviction intime. La relation à l'Ultime décline ici sa fragilité extrême. Que la religion se présente comme institution détenant le monopole de l'accès à la vérité Ultime, c'est là, ai-je avoué, un paradoxe troublant et un formidable défi. Le non-violent se trouve ici confronté aux diverses formes des pathologies de la certitude gagée sur l'Ultime ;: sectarismes, dogmatismes, fanatismes, inquisitions en tous genres, autodafés, répression des 'hérétiques', etc., etc. Mais sa principale force, qui est un atout maître, est qu'il se présente, lui, dans la lutte non-violente, dépourvu de toute proposition de l'Ultime, de toute caution revendiquée de l'Ultime. Sa seule certitude est négative : rien, ni personne ne peut légitimer de porter atteinte à la vie ou à la dignité d'autrui. S'il s'avance dans le champ clos des guerres de religion, des affrontements menés au nom de l'Ultime, il ne sera l'adversaire d'aucun des protagonistes de l'absolu : mais il sera l'adversaire résolu de toute violence, d'où qu'elle vienne, l'adversaire de tous ceux qui piétinent le contrat fondateur de l'humain.

Quand les non violents appellent à une campagne de non-coopération, quand ils tentent une entreprise de médiation au sein d'un conflit mettant en jeu des forces religieuses, quand ils organisent une action d'interposition entre adversaires invoquant leur religion, quand ils pratiquent une intervention civile ou s'engagent dans les brigades de paix, etc. – les non violents savent qu'ils touchent, selon une profondeur variable, en ce point focal où la conviction religieuse intime abrite sa source, et donc où la violence gagée sur la religion distille ses poisons les plus vénéneux.

Mais, modeste, le partisan ou l'artisan de la non-violence sait que, lui non plus, il n'est jamais à l'abri des pièges très subtils que lui tend sa propre appartenance religieuse, s'il en a, ou même ses convictions humanistes, s'il se déclare agnostique ou athée. Il se rappellera alors que la conviction ne va jamais sans la critique, qu'il lui faut rester vigilant, qu'il devra continuer à se méfier de lui-même : peut-être trouvera-t-il alors secourable de se souvenir que l'une des armes préférées des acteurs de la non-violence, c'est l'humour...

IV.3 Contributions des mouvements de base dans la recherche de cohésion sociale dans l'Europe du 21^{ème} siècle

Vittorio BELLAVITE⁴⁶ - *Professeur, Milan, membre du Réseau Européen Eglises et Libertés et de IMWAC*

Avec la globalisation de nouvelles recherches d'identité

On peut réfléchir sur les valeurs que les mouvements de base cherchent à approfondir seulement si on garde bien présent à l'esprit la situation de ceux qui, de façons diverses dans chaque pays européen, sont engagés pour l'amélioration de la cohésion sociale par des activités ou des réflexions. Il s'agit d'une situation complexe où les aspects négatifs prévalent sur les

⁴⁶ Porte-parole de « Noi Siamo Chiesa » , mouvement pour la réforme de l'Eglise catholique dans la ligne du Concile Vatican II. Professeur de droit, il a une grande expérience des relations entre Eglise et société. Militant dans les mouvements de jeunesse catholique , engagé dans la mise en place es phénomènes de la culture postconciliaire , promoteur en Italie du mouvement des chrétiens pour le socialisme. Promoteur et responsable du mouvement « Noi Siamo Chiesa », branche italienne de l'International Movement We Are Church (IMWAC)

positifs. Notre réflexion actuelle comprend certainement l'analyse de ces difficultés. Les retours sur soi, les fermetures corporatives, les fondamentalismes sont aussi en train de se développer. Maints sociologues attribuent cela à la réaction contre une globalisation de l'économie, des mœurs, des communications qui crée un malaise et une recherche d'identités qui exclue d'autres identités.

Il faut que nous nous disions la vérité : c'est toute autre chose que nous attendions après la chute du mur de Berlin. Contrairement à ce que nous attendions, nous avons eu des démocraties fragiles en Europe de l'Est, une guerre en ex-Yougoslavie en partie fondée sur des raisons de caractère confessionnel, une croissance galopante du terrorisme, surtout après le 11 septembre 2001 auquel on a fait face d'une façon erronée sans en comprendre les causes profondes et sans les affronter. Enfin celui qui veut la cohésion sociale se trouve à contre-courant et son rôle en est d'autant plus important dans la partie décisive qui se joue pour l'histoire de l'humanité au début du troisième millénaire.

Les décisions politiques qui contrecarrent la cohésion

Nous allons contre des forces puissantes qui agissent, consciemment ou non, contre la cohésion sociale en exaspérant ou en créant des tensions qui autrement seraient à l'état latent ou très faibles. Voici quelques exemples simples qui sont sous les yeux de tout le monde :

- la situation en Palestine, avec sa charge de souffrances et de tyrannie, et la guerre menée (contre l'opinion publique mondiale) en Irak, réponse tragiquement fautive au terrorisme, ont violemment alimenté toutes les poussées fondamentalistes au Moyen Orient et en Europe.
- de même, le déséquilibre socio-économique Nord/Sud dans le monde est à la base de tensions presque insupportables. En ce qui concerne notre continent il suffit de penser à la pression de l'immigration.
- L'attitude positive ou négative vis-à-vis de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne est un fait qui contribuera de façon déterminante à la diminution ou à l'aggravation du sentiment collectif à l'égard des peuples islamique et inversement.
- dans nos villes, dans nos quartiers, la ghettoïsation des banlieues, le manque de travail, le manque d'acceptation des différences de langue et de culture sont aussi de puissants obstacles sur le chemin de la cohésion sociale.
- les médias, sauf exceptions, entraînés par les émotions collectives facilitent plus les critiques généralisées contre l'Islam et l'«étranger» qu'une approche raisonnée et bien argumentée vers la compréhension et les points d'accord.

Les actions positives en contre-tendance

Toutefois, puisque la situation est difficile, il y a des forces idéalistes et militantes, de formation culturelle différente, constituées de croyants et de non croyants (laïcs ou marxistes) qui réagissent à bon escient et réalisent ainsi beaucoup d'actions positives. De tout cela j'aimerais dire quelque chose.

Il faut d'abord prendre acte que de toutes les institutions européennes, plus que l'UE qui est attentive et occupée surtout des marchés et de l'économie, c'est le Conseil d'Europe qui a plutôt une longue tradition d'engagements dans les secteurs de la culture et des droits de l'Homme, engagements qui sont les bases pour des politiques efficaces de cohésion sociale. En vue de cette rencontre, depuis que j'ai fait ma thèse dans les années soixante sur la nouvelle Cour

Européenne des droits de l'Homme, j'ai étudié le parcours que cette Cour a fait depuis des décennies en ce domaine et j'ai pu apprécier l'ampleur et la continuité dans le temps (en plus, le récent élargissement aux pays de l'Est) de son action.

Le Forum social mondial

Afin de mieux comprendre ce que les mouvements de base ont fait de positif en direction de la cohésion sociale, je peux rapporter des éléments qui me viennent de mon expérience personnelle : celle des Forums Sociaux dans le monde et en Europe. Je suppose que vous êtes en partie familiers avec ce que sont ces forums. Je résume donc rapidement le sens de ce grand mouvement qui fait partie de notre recherche et poursuit des objectifs qui vont dans le sens de ce que nous sommes entrain de discuter. Les Forums sont nés à Porto Alegre en 2001 et ont été organisés au rythme d'un chaque année, répartis géographiquement bien au-delà de leur origine brésilienne (à Mumbai en 2004, à Nairobi en janvier passé et avant à Caracas, à Bamako, à Karachi). Le Forum mondial naquit, comme une occasion spécifique de réagir au traditionnel rendez-vous des pouvoirs économiques et politiques de chaque janvier à Davos en Suisse. Le thème central est la contestation des façons par lesquelles se développe la globalisation de l'économie, des médias et de la finance. Les initiateurs de cette proposition sont quelques organisations de la société civile et de l'information (surtout brésiliennes et françaises).

Les thèmes en discussion s'étendirent immédiatement à tous les grands problèmes rencontrés par les peuples et les états en ce commencement de millénaire : démocratie et droits de l'homme et de la femme, défense de l'environnement, effet du réarmement sur les guerres, sans oublier les problèmes de l'éducation, de la santé publique, du logement, de la communication. Prennent part à ces rencontres des associations, des mouvements, des organisations de masse de toute la planète qui, tous et toujours à leurs propres frais, se retrouvent pour discuter, organiser des réseaux, enfin pour penser et dire que «un monde autre est possible» (ceci est le logo des « Forums ») et que l'on peut faire quelque chose de positif. Ces forums essaient de créer une opinion publique qui agisse dans cette direction. Ce but a été en partie atteint. Certains thèmes des Forums sont entrés dans la culture politique et dans le sentiment commun, même s'ils sont encore assez loin d'être considérés comme objectifs concrets d'action des Etats, comme chacun peut le constater au-delà des effets d'annonce.

Les Forums deviennent un fait planétaire

Les Forums se sont multipliés partout dans le monde et, malgré ce qu'il en est dit, ce mouvement de base continue son expansion. Forums continentaux, nationaux ou thématiques continuent à être organisés; le prochain Forum mondial a été convoqué pour janvier 2009 à Belém au Brésil, le prochain Forum en Europe aura lieu à Malmö en septembre. Il est intéressant de constater que le programme de ces forums exclut tous ceux qui ont des responsabilités dans les partis politiques ou dans les institutions et que ne sont pas prévues les grandes assemblées habituelles auxquelles participent des dizaines de milliers de personnes, et qui se concluent par des documents qui engagent ou des votes. Il s'agit donc de faire de la politique d'une façon radicalement différente, sous certains aspects, et totalement alternative à celle des grands partis ou des Internationales qui caractérisèrent le siècle passé. On discute, on coordonne les campagnes décidées, on fait des analyses et rédige des textes qui servent à créer une opinion et que l'on propose à ceux qui en suite agissent dans les institutions.

Pour compléter ces renseignements je reprends quelque passage de la « Charte des Principes du Forum Social Mondial » à laquelle les participants souscrivent : “Le Forum Social Mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d’idées démocratique, la formulation de propositions, l’échange en toute liberté d’expériences, et l’articulation en vue d’actions efficaces, d’instances et de mouvements de la société civile qui s’opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d’impérialisme, et qui s’emploient à bâtir une société planétaire axée sur l’être humain.” Et encore “Le Forum Social Mondial, comme espace d’échange d’expériences, stimule la connaissance et la reconnaissance mutuelles des instances et mouvements qui y participent, en valorisant leurs échanges, en particulier ce que la société est en train de bâtir pour axer l’activité économique et l’action politique en vue d’une prise en compte des besoins de l’être humain et dans le respect de la nature, aujourd’hui et pour les futures générations. “

Les Forums européens

Quatre Forums Sociaux européens ont déjà été organisés : à Florence en 2002, à Paris en 2003, à Londres en 2004 et enfin à Athènes en 2006, toujours avec une grande participation et une grande richesse d’approfondissement, aspect essentiel de la mobilisation de la société civile dans notre continent. Particulièrement intéressantes ont été les rencontres sur les questions européennes. Un réseau d’associations européennes (Pax Christi, Réseau Européen Eglises et Libertés, Noi Siamo Chiesa, Iglesia de Base de Madrid et autres) a organisé à chacun de ces Forums des séminaires dont l’objectif était d’approfondir continuellement toutes les questions relatives au dialogue religieux et aux grands problèmes qui traversent notre continent et en conditionnent la cohésion sociale et le progrès démocratique : quelle Constitution pour l’Europe, quelles alternatives au réarmement et à la guerre pour la résolution des problèmes mondiaux, quelle économie de justice, et enfin comment sauvegarder l’environnement. En particulier, la dernière rencontre organisée à Athènes a été très intéressante: un rabbin, un prêtre catholique, un imam soufi et un évêque orthodoxe, Mgr. Hatzopoulos (qui représente l’Eglise grecque dans les institutions européennes) ont discuté sur « Une éthique sociale commune des religions pour le futur de l’Europe ». A ce Forum, cela a été un moment très important pour comprendre sur quelle base commune construire la vie en commun dans nos Pays.

La “Charte des principes pour une autre Europe”

Je veux aussi signaler une activité importante née dans le circuit des forums européens : la rédaction d’une “Charte des principes pour une autre Europe” qui a été présentée le vingt septembre dernier à Bruxelles. Elle est le fruit des discussions de deux années parmi les forces les plus politiquement engagées présentes dans les forums. Elles sont contraires au projet de Constitution européenne, et préconisent un autre modèle d’institutions en Europe et elles critiquent beaucoup le manque de démocratie des institutions communautaires et le rôle de l’économie fondée seulement sur le marché; elles souhaitent un nouvel ordre économique international et de nouvelles institutions, en commençant par l’ONU. Les critiques de la situation d’aujourd’hui et le modèle proposé peuvent être discutés et sont discutables. Mais il y a des aspects positifs dans une telle proposition, à savoir l’acceptation de l’Europe par des mouvements qui y étaient hostiles et l’affirmation des principes communs au constitutionalisme

de notre continent. Ils sont posés avec une radicalité particulière qui insiste en particulier sur les droits sociaux et qui dénonce le fait qu'ils ne sont pas observés.

“Un caractère métissé” pour l'Europe

Pour ce qui concerne ce dont nous sommes en train de parler, je souligne le texte principal de cette Charte : «L'autre Europe contribue à la construction de la justice globale : elle reconnaît et valorise les différences culturelles et historiques, dans un cadre d'égalité des droits individuels et collectifs et de respect des droits humains universels. Les nouvelles racines de l'Europe ont par conséquent un caractère métissé, auquel contribue largement la présence des migrants et migrantes : la violence exercée sur les migrant(e)s au nom des frontières institutionnelles est inacceptable. »

Les Eglises ne doivent pas demander des rôles particuliers

Cette Charte mérite d'être connue en tant qu'expression importante d'une partie de la société civile et politique de notre continent. Malheureusement ce texte ne considère pas le rôle des Eglises et des confessions religieuses qui devrait être de créer une nouvelle éthique dans le dialogue entre les cultures et les croyances. Le réseau des chrétiens « du parvis » dont je fais partie et dont je suis en quelque sorte ici le représentant (Réseau Européen Eglises et Libertés et International Mouvement We Are Church) pense que ce rôle est important, mais qu'il ne doit pas s'exercer dans les formes prévues dans l'art I-52 du projet de traité constitutionnel de l'Union Européenne. Il pense que ce rôle, afin d'être plus fécond, doit être joué non pas en tant qu'institution religieuse (toujours soupçonnables de donner l'occasion à des positions cléricales) mais, au maximum, en tant qu'organismes de la société civile (c'est ce que dit l'art. I-47 de ce projet).

Les religions pour la cohésion

Suivant notre analyse, pour examiner quelques aspects de ce que les religions font, «d'en bas», pour le dialogue dont nous nous occupons, je fais référence à deux protagonistes qui créent de la culture, indiquent des lignes directrices, suscitent des exemples, par la manière dont ils abordent la réalité, le premier de façon concrète, le deuxième par la réflexion et par des propositions générales.

Depuis maintes années Jacques Gaillot pratique l'hospitalité et l'amitié à l'égard de ceux qui sont exclus de la communication et du rapport avec la société, tout en bouleversant les formes traditionnelles du rôle que le système hiérarchique – autoritaire de son Eglise lui avait attribué ; le deuxième, Hans Küng réfléchit depuis quinze ans sur comment proposer une «coalition de croyants et de non-croyants indispensable pour une éthique globale commune». La globalisation de l'économie exige une globalisation des éthiques, non pas un système éthique uniforme, mais le minimum de valeurs éthiques partagées auquel chaque région, nation ou groupe d'intérêts peut souscrire. Il dit : “Autrement dit, un consensus fondamental minimum concernant des valeurs qui engagent, des normes irrévocables et des attitudes morales qui puissent être affirmées par toutes les religions (malgré leurs différences dogmatiques) et qui

puissent aussi être approuvées par les non croyants”. Il s’agit de la *Global Ethic*⁴⁷ élaborée par le Parlement mondial des Religions, qui a obtenu à l’ONU des accords en nombre suffisant pour obtenir de la part de l’Assemblée la proclamation de 2001 comme l’«Année internationale du Dialogue entre les civilisations».

Les églises partagées entre identité et peur

Si l’on veut faire une digression générale, il apparaît que les Eglises comme institutions sont divisées entre la proclamation de leur propre identité et la peur de la convergence parmi les différentes confessions, entre la conscience de la seule foi des trois religions du Livre et les regains anti-islamiques qui viennent de l’histoire des siècles passés (les croisades ? Lépante ? le siège de Vienne ?) ou du présent et qui envahissent les entrailles d’une partie considérable du peuple chrétien et de l’opinion publique. Certainement il y a désormais une recherche qui consiste en textes, rencontres, structures qui s’attaquent au problème du dialogue. Parfois elles expriment une sensibilité de base de l’aile plus consciente, réfléchie et socialement engagée, parfois la force des structures ecclésiastiques domine le tout. J’évoque seulement quelques événements récents.

1) L’Assemblée œcuménique de Sibiu et la *Charta Œcumenica*

Dans la troisième Assemblée œcuménique Européenne qui s’est déroulée du 4 au 8 septembre 2007 à Sibiu en Roumanie, selon les nouvelles certaines que j’ai, le parcours œcuménique parmi les sommets des Eglises chrétiennes, aspect très important du dialogue interculturel général, a fait un pas en arrière. Par exemple, je cite des passages du document final⁴⁸, expression de ce peuple œcuménique qui faisait pression pour une ligne plus avancée : «Tout en étant conscients du fait que nos racines communes sont beaucoup plus grandes que nos séparations, puisque nous croyons au renouvellement, à l’unité et au rôle des Eglises dans la société européenne d’aujourd’hui, nous nous engageons au maximum dans la rencontre avec les croyants des autres religions». En comparaison, l’importante «*Charta œcumenica*»⁴⁹, fondement de l’œcuménisme en Europe, signée en avril 2001 par les mêmes organisations (CEC-KEK, évêques protestants et orthodoxes, et CCEE, évêques catholiques) qui ont convoqué la rencontre de Sibiu, disait bien davantage : «Nous considérons que la multiplicité des traditions régionales, nationales, culturelles et religieuses est une richesse de l’Europe» et à propos de l’Islam «nous voulons intensifier sur tous les niveaux la rencontre entre chrétiens et musulmans et le dialogue chrétien-islamique. En particulier nous recommandons de réfléchir ensemble sur le thème de la foi en un Dieu unique et d’éclaircir la compréhension des droits humains».

2) D’autres thèses

D’autres textes sont importants. De la réponse de la CEC-KEK au questionnaire du Conseil d’Europe pour la rédaction du Livre Blanc, je rappelle quelque affirmation significative : «Le droit d’être différents à notre avis est un approche positif à la diversité. Nous considérons la diversité une source d’enrichissement et d’apprentissage» et «Négliger ou combattre la diversité va contre la foi chrétienne». Pareillement le message conclusif de la rencontre de 240 mouvements et communautés chrétiennes, à Stuttgart le 12 mai 2007, porte une affirmation

⁴⁷ Hans Küng, *A Global Ethic :Development and Goals*, in *Interreligious Insight*, January 2003

http://www.weltethos.org/pdf_decl/Decl_english.pdf

⁴⁸ <http://www.eea3.org/>

⁴⁹ http://www.cec-kek.org/french_site/content/chartaf.shtml

significative : «Nous voyons clairement notre responsabilité pour faire face au défi de l'Europe d'aujourd'hui : une forte cohésion sociale dans une multiplicité culturelle. La conscience que nos diversités représentent une richesse, et non une cause de peur ou de séparation, peut devenir un signe d'espoir partout où la vie en commun est en danger».

3) La structure de base des églises

La réalité la plus intéressante et la plus efficace au sujet de la cohésion sociale est celle de l'engagement des structures de base des Eglises sous des formes très diversifiées soit pour l'assistance (hospitalité, cantines, interventions sanitaires, écoles de langues... surtout à l'égard des sans-papiers), soit en rencontres de dialogue et de rapports surtout vers l'Islam. Dans ses réalisations, cette préoccupation se heurte, de façon contradictoire et schizophrénique, aux formes de réactions viscérales bien connues à l'égard du «différent», qui couvent dans tous les pays européens, auxquelles participe aussi beaucoup de monde qui se dit chrétien et qui parfois pense à l'identité chrétienne opposée et hostile à celle des émigrants.

Une autre activité, que je veux signaler et qui est née dans les organisations chrétiennes de base, est ce qu'on appelle la "diplomatie de la société civile" dans de grandes questions de la guerre et de la paix avec une attitude non-violente et pacificatrice, pour surmonter les situations les plus graves. En décembre 1992 deux cents personnes sont allées à Sarajevo en mission de paix, de même à Mir Sadra en 1993 et au Kosovo en 1998 (cette action a été étendue au niveau international au Congo en 2001 avec une présence de masse de pacifistes dans le Nord Kivu). A partir de ces actions on a proposé l'institution d'une structure européenne de "corps civils de paix" pour l'UE. Et dimanche prochain (7 octobre 2007) dans mon pays des dizaines de milliers de personnes participeront à la Marche pour la paix de Perugia jusqu'à Assisi (elle se déroule tous les deux ans). Il y a des choses qui donnent de l'espoir.

Enfin : dans mon pays, demain vendredi (5 octobre 2007) on célébrera le sixième jour du dialogue christiano-islamique à l'occasion de la fin du Ramadan. Ce jour prévoit des visites et un accueil des chrétiens dans les fêtes des musulmans. Il a été organisé après les événements du onze septembre 2001. On cherche à combattre la méfiance réciproque.

Deux propositions

J'avance une proposition à ceux qui élaborent le Livre Blanc : est-ce qu'il est possible de faire une recherche générale ou, au moins, par échantillonnage sur les initiatives de base, évidemment chrétiennes et non chrétiennes, pour donner un signal et proposer un exemple de ce qui est fait de positif ? Une deuxième proposition, aussi bien utopique que réaliste (l'utopie se nourrit de réalisme) : pourquoi la base ne proposerait-elle pas aux religions monothéistes du livre de donner à l'humanité un simple message de concorde et aussi de fraternité, en joignant les jours de fête, du vendredi, du samedi et du dimanche, en un même jour ?

IV.4 Quelles valeurs et quelles attitudes partageons-nous pour vivre ensemble solidaires, libres et responsables ?

Samia LABIDI⁵⁰ – *Ecrivaine, Présidente de l'Association d'Ailleurs ou d'Ici Mais Ensemble*

D'habitude, mes interventions traitent, malheureusement, de ce qui divise avec en ligne de mire la stratégie de l'international islamisme qui présente une menace pour l'ensemble de la planète. Tout en restant vigilant face à ce fléau du 21^{ème} siècle, on va tenter de jeter un regard positif sur les actions et attitudes non-violentes pour créer ensemble une nation humaine universelle dans le respect des diversités. Ce qui définit une nation humaine, ce ne sont pas la couleur de peau, la langue ou les croyances religieuses, mais la reconnaissance mutuelle de personnes qui s'identifient à des valeurs communes. Nous voulons une Nation Humaine Universelle qui ne soit pas uniforme mais multiple : multiple par ses ethnies, ses langues et ses modes de vie ; multiple par ses idées et ses aspirations ; multiple par ses croyances, son athéisme et sa religiosité ; multiple dans la créativité et le progrès.

L'utopie laïque c'est l'aspiration à une société humaniste. Une société où l'homme soit le critère ultime. Une société « tous citoyens » sans distinction sociale, sexuelle, culturelle, philosophique ou religieuse. L'utopie laïque (du grec *laïcos*, du peuple) c'est l'aspiration à l'universel, la conquête du savoir et du pouvoir par le *laos* (au sens de peuple global incluant hommes et femmes, fils et filles d'hommes libres ou d'esclaves, d'anciens citoyens ou de barbares). L'utopie laïque c'est l'aspiration au progrès, c'est à dire plus de libertés, d'égalité et de fraternité, c'est plus de responsabilités, plus d'autonomie. **C'est la conviction que tout se joue ici et maintenant.**

Il nous reste à nous réaliser, comme êtres conscients, à nous épanouir résolument, à jouir sans complexe sans autre limitation que notre intégrité et celle des autres et à apporter notre modeste pierre à l'espace de libertés que nous voudrions léguer à nos enfants. La liberté de penser, la liberté de s'épanouir, la liberté de jouir, la liberté de se réaliser passe par d'autres libertés prioritaires, celle d'exister, celle de manger, celle d'être reconnu, d'avoir sa place, et aussi le droit d'exercer une profession et d'en vivre dignement.

Les valeurs laïques sont-elle des valeurs universelles ?

La laïcité a conçu le projet d'une **société délivrée du dogmatisme**, quelle qu'en soit la nature, cléricale mais aussi idéologique, où les femmes et les hommes puissent prendre leur

⁵⁰ Ecrivaine, Présidente de l'association AIME et directrice du Magazine « Electrochoc » publié en version numérique sur le site de l'association. Après des études en Philosophie et en sociologie, Samia Labidi a travaillé sur le système bancaire islamique avec comme cas d'étude l'Egypte, et sur l'économie comme art de la guerre au Japon. Elle travaille ensuite à deux reprises dans une agence de presse franco arabe, puis crée l'association AIME (D'Ailleurs ou d'Ici Mais Ensemble) en septembre 1997 à la suite de son premier ouvrage document : « Karim Mon Frère » chez Flammarion qui dénonce la stratégie de l'international islamisme. Elle a publié chez Publibook un essai : « D. Le Zéro Neutre » et un roman : « Mazel Azel »

destin en charge. On cherchera en vain la source d'une philosophie laïque dans tel ou tel écrit. Pourtant, il est relativement aisé de dégager de la multitude des textes qui font référence à l'humanisme et à la laïcité, un certain nombre de valeurs significatives.

Si on regarde un planisphère, il est très clair que les valeurs laïques et démocratiques ne sont pas universellement répandues. Au nom de ce constat, on essaie parfois de faire croire qu'ici, la pratique de la lapidation ou de l'excision, là, la négation des droits individuels, ou là encore le patriarcat, ou la torture,... serait « dans la culture » de certains peuples. Et pourquoi pas dans ses gènes? C'est le fameux respect du droit à la différence culturelle.

Les valeurs laïques et démocratiques ont toute une histoire qui plonge ses racines dans l'antiquité et qui ont « impliqué » diverses civilisations. Ces valeurs sont le fruit d'une histoire tourmentée qui les a enrichies d'apports successifs, grecs, chrétiens, juifs, protestants, arabes, libertins, rationalistes... Aucun des pays qui servirent de théâtre à son développement : la Grèce, l'Angleterre, la France, l'Andalousie, n'avait « vocation » à voir s'épanouir les droits de l'Homme. Au contraire, ceux-ci sont nés sur le terreau de la dictature, de l'intolérance, des guerres de religions, précisément par réaction.

Les valeurs laïques et démocratiques sont universelles par ce qu'elles ne prennent en considération qu'une référence commune et universelle : l'Homme. N'importe quel homme. N'importe quelle femme. Sans distinction de sexe, d'origine, de naissance, de culture, de croyance, de philosophie, de préférence sexuelle... En cela, les valeurs laïques et démocratiques sont universelles, parce qu'elles recherchent des solutions universelles en lesquelles toutes les différences puissent exister, coexister et s'épanouir, sans s'écraser les unes les autres.

Quelles sont ces valeurs laïques ?

*** La conquête de la citoyenneté :**

La conquête de la citoyenneté est, au plan des relations sociales, ce que la conquête de l'autonomie est à la démarche individuelle. La citoyenneté n'est pas non plus un acquis. C'est un état d'esprit et une discipline de vie qui consistent à assumer sa part de responsabilité dans la gestion de la société et ce à tout niveau: la cellule familiale, le cercle amical, le réseau associatif, l'entreprise, la communauté, l'espace public municipal, national... et le monde! Tout comme le libre examen, la citoyenneté est bien plus qu'un droit ou une revendication à affirmer, c'est surtout une responsabilité à assumer.

La citoyenneté, c'est le courage, l'amour de la vérité, la conscience toujours en éveil, la liberté intérieure et la responsabilité librement assumée pour la chose publique. La vocation de l'homme est d'aller au bout de lui-même, de conquérir son émancipation et de devenir autonome. C'est d'abord à son propre égard qu'il est responsable de son avenir et des actes qu'il pose.

*** La capacité de révolte :**

La capacité de révolte est celle qui interdit d'accepter l'ordre établi quand celui-ci est injuste, qui interdit d'accepter la souffrance comme une fatalité, qui interdit d'accepter l'injustice

comme «normale», qui interdit de se soumettre à la tradition quand celle-ci a perdu son sens, ou à l'autorité quand elle est corrompue ou arbitraire, et même à la loi quand elle est inique.

La capacité de révolte n'implique évidemment pas pour autant la violence. Mais nous connaissons trop bien les dangers de la violence, son vice intrinsèque et, au contraire, la puissante efficacité des actions non violentes pour préférer toujours celles-ci autant que possible. Je pense particulièrement à notre devoir, et droit, de lutter contre l'intégrisme et le terrorisme de tous bords sans pour autant tomber dans leurs pièges : « la violence appelle la violence ». La révolte face au fanatisme religieux doit être digne et pacifique.

* **La liberté d'expression :**

La liberté d'expression est l'un des droits de l'Homme les plus essentiels. Elle est la condition *sine qua non*, non seulement à l'exercice de la démocratie, mais aussi de la vie scientifique, artistique, philosophique ou religieuse.

Inversement, le système démocratique est le garant de cette liberté fondamentale.

La liberté d'expression comporte également une dimension plus précisément juridique quand elle est liée au droit de la presse. La liberté d'expression est garantie notamment par la Convention européenne des droits de l'Homme, en son article 10.

"La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, (...)"

Art. 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789

La répression du blasphème est loin d'être un trait spécifique aux pays islamiques, comme l'affaire Rushdie ou Nasrine pourraient le faire croire. La plupart des pays européens (la France et la Belgique étant des exceptions) possèdent une législation contre le blasphème même si, hors la Grèce, les cas d'application sont peu nombreux. L'Allemagne, par exemple, a tenté en 1986 de faire condamner des athées pour blasphème avant d'abandonner les poursuites. La Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg elle-même, après avoir estimé, en 1976 - dans une affaire anglaise - que la liberté d'expression valait « même pour les idées qui heurtent, choquent ou inquiètent »- a jugé en 1994, dans une affaire autrichienne, qu'il était légitime d'empêcher les attaques injurieuses contre les objets de vénération religieuse. La Ligue pour l'Abolition des lois réprimant le **B**laspème et le droit de s'**E**xprimer **L**ibrement (LABEL) a publié une Déclaration « Pour l'insolence et le blasphème ». Ce texte dénonce la tendance au conformisme qui progresse depuis plusieurs années, le recul de la liberté d'expression et plaide pour les vertus du blasphème.

La liberté d'expression fait-elle peur ? Un civisme responsable débouche sur la lutte contre la censure et toute discrimination. Le libre examen donne aux laïques les armes nécessaires pour combattre toutes formes de discrimination. Un des éléments permettant d'accéder à cette démarche est l'autonomie morale qui ne tolère aucune forme de censure.

La démocratie est fondée sur la reconnaissance des Droits de l'Homme, le respect de l'État de droit et de la séparation des pouvoirs. De ce fait, elle se caractérise par la reconnaissance

pour chaque individu d'une sphère d'autonomie que l'État doit respecter et garantir par tout moyen.

Riches de toutes ces valeurs, l'Europe doit aller à la rencontre d'autres expressions d'humanisme, telles qu'elles se sont développées hors de l'Europe, que ce soit en Afrique, en Amérique latine, en Orient, ... La mémoire du métissage des cultures et des civilisations qui a fait l'identité européenne, devrait donner le goût et la joie de l'écoute et de l'accueil du « différent ».

L'humanisme implique le pluralisme et la démocratie ; d'où la nécessité, pour ceux qui s'en revendiquent, de se remettre eux-mêmes en question, de lutter contre leurs propres tentations dogmatiques ; il pose comme idéal une société dans laquelle les individus pourraient librement adhérer à des collectivités particulières, et conserveraient le droit imprescriptible de n'adhérer à aucune d'entre elles. Enfin, du point de vue des conceptions fondamentales du monde, la tolérance humaniste signifie : obligation ni de croire en Dieu, ni de le refuser. Il serait inadmissible de fonder l'Europe sur une foi particulière, religieuse ou non, ou sur quelque idéologie d'exclusion que ce soit.

Qu'est-ce qu'un Dogme ? Toute pensée religieuse est fondée sur une croyance absolue – inconditionnelle et non-critique – en un certain nombre de dogmes, c'est-à-dire de points de doctrine incontestables. Le dogmatisme religieux peut conduire à l'intolérance et au fanatisme. Parce qu'il inspire le sentiment de la certitude absolue, parce qu'il diabolise la déviance de l'Autre, parce qu'il culpabilise toute acceptation de sa différence et qu'il justifie donc son rejet, parce qu'il enraine la haine dans la bonne conscience, parce qu'il encourage et légalise la coercition, parce qu'il peut s'exacerber en passion aveugle, le dogmatisme peut conduire au sectarisme et à l'extrémisme de la pensée et des actes : persécutions, chasses aux sorcières, pogroms, inquisitions, autodafés, conversions forcées, guerres et toutes violences religieuses. Je ne peux m'empêcher de citer Voltaire et Alain : « *Tout progrès devenu dogme est un obstacle qu'il faut renverser* ». **Voltaire**, « *Que répondre à un homme qui vous dit qu'il aime mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, et qui, en conséquence, est sûr de mériter le ciel en vous égorgeant ?* » **Voltaire**, « *Ne vouloir faire société qu'avec ceux qu'on approuve en tout, c'est chimérique, et c'est le fanatisme même* ». **Alain**,

Le fléau de l'Intégrisme : Le concept d'intégriste est récent. Le Petit Robert (édition de 1981) le date en français de 1894 et il désigne : « les membres d'un parti espagnol qui cherchait à soumettre l'État à l'Église ». Le parti visé est un petit parti dissident du carlisme. A l'origine, il s'agit bien d'un concept propre au catholicisme. Il désigne un catholicisme intransigeant, intégral, né au XIX^e siècle, répandu après Vatican I dans l'esprit de Pie IX (1864), hostile tant au libéralisme qu'au socialisme. Le mot sera créé par les catholiques sociaux pour désigner leurs adversaires au sein de l'Église : les « traditionalistes ». L'opposition au monde moderne et à ce qui le caractérise, la démocratie, le rôle de la science, la liberté d'expression constituent le trait commun des intégristes.

La laïcité défend le principe de la séparation du « temporel et du spirituel », en d'autres termes de la séparation des Églises et de l'État. Comme le disait déjà Victor Hugo : "...l'État chez lui, l'Église chez elle...". Les laïques rejettent donc le cléricalisme qui est l'intervention du clergé dans la politique en vue de vouloir imposer son point de vue à tous, principalement sur les questions morales et éthiques (mariage, divorce, avortement etc...).

Il va sans dire qu'aujourd'hui ce terme désigne l'intégrisme islamiste qui se positionne en ligne de mire et menace l'ensemble de la planète afin de ramener le religieux dans la sphère politique et détenir le pouvoir absolu.

* **L'Altérité**

L'altérité est la reconnaissance de l'autre dans sa différence. C'est une valeur essentielle de la laïcité qui privilégie le métissage des cultures comme source d'enrichissement et de paix. Évidemment la différence n'est pas une valeur en soi. Il y a des différences inacceptables, en particulier celles qui ont précisément pour objet ou pour conséquence de nier à l'autre son propre droit à la différence. L'altérité est la valeur qui place l'homme et la femme tels qu'ils sont comme premiers sujets de droit. C'est au nom de l'altérité que la laïcité combat toutes les discriminations, celles qui frappent ici ou là les minorités religieuses, philosophiques, ethniques ou culturelles, les étrangers, les homosexuels, et tous ceux qui ne sont pas dans la norme.

« Tolérance » ou « altérité » ? Personnellement je préfère « altérité ». Non pas que la tolérance ne soit pas une valeur laïque fondamentale, mais parce que le mot est bien souvent détourné de son sens jusqu'à servir de paravent à la pensée unique. Pour beaucoup, la tolérance serait l'acceptation de toutes les idées et de leur contraire. Pour ces «tolérants»-là, l'«intolérant» est celui qui détonne, qui critique et évidemment qui polémique. Par un curieux renversement de concept, un monde tolérant serait donc un monde où tout le monde penserait pareil ou un monde où, à tout le moins, ceux qui ont une pensée critique, divergente ou dissidente auraient le bon goût de se taire, parce que critiquer la pensée d'autrui serait manquer de tolérance.

Rappelons, si besoin est, que la tolérance c'est le respect de la personne qui pense ou qui agit « autrement ». C'est l'écoute de cette personne, c'est la rencontre de l'autre en ce qu'il est « différent ». C'est la raison pour laquelle le terme « altérité » me semble mieux rendre compte de cette valeur essentielle. La tolérance ou l'altérité n'ont évidemment de sens et de portée que quand l'«autre» est différent et que cette différence pose question. Tant que l'autre me ressemble, naturellement ou par volonté, la tolérance est sans objet. C'est du choc des personnalités, des cultures et des idées que naît le débat, entre acteurs épris de tolérance ou d'altérité. Et c'est ce choc de personnalités, de cultures et d'idées qui peut déboucher sur un progrès, sur un apport réciproque enrichissant pour tous les partenaires sans que l'un ou l'autre ait pour autant perdu sa personnalité, son identité, ses racines, sa culture et pas même nécessairement ses convictions, même si certaines d'entre elles peuvent se trouver assouplies, modifiées, bouleversées, anéanties ou au contraire affinées ou renforcées.

Respecter l'autre ne veut pas dire respecter ses idées. Les idées ne sont d'ailleurs pas faites pour être respectées, mais débattues et parfois combattues ; on n'a que trop tendance à l'oublier. Une société tolérante, c'est une société pluraliste où coexistent des hommes et des femmes de cultures, de convictions et de conceptions de vies diverses. Une société tolérante c'est une société de débats permanents, de critiques, de controverses, d'échanges et aussi d'affrontements intellectuels vigoureux.

On peut affirmer que la liberté de conscience est toujours garante de la liberté religieuse. Par contre, la revendication de la liberté religieuse n'implique pas toujours celle d'une liberté de

conscience. Mais il ne peut y avoir de liberté religieuse et à fortiori de liberté de conscience hors d'un État laïque, c'est à dire respectueux du pluralisme des convictions de ses citoyens.

*** La Démocratie :**

La démocratie fondée sur le respect des droits de l'Homme et du pluralisme ne peut se contenter d'une adhésion sans critique; ce n'est pas une vérité intemporelle mais une norme humaine, contradictoire et fragile. Loin d'être d'une pureté idéale, elle est complexité qui invite chacun à intervenir à la recherche d'une amélioration toujours possible. De par sa nature, la démocratie invite au débat, à l'échange d'idées à propos des principes et des valeurs qui la soutiennent et qui la font exister, et à propos de tout ce qui la limite, la met en danger ou la nie. Mystifier la démocratie ou en faire un idéal pur, reviendrait à déconnecter de sa pratique quotidienne avec le risque d'en détourner ceux qui mettraient en doute la réalisation de ces idéaux perçus comme inaccessibles. Dénoncer les perversions du système démocratique, en tracer les limites, c'est répandre une des valeurs essentielles de l'éthique démocratique, à savoir la transparence et la vérité.

*** Les Droits de l'Homme :**

Il est difficile de parler de laïcité sans évoquer également les droits de l'Homme. Ces droits sont eux-mêmes étroitement liés aux notions de liberté, de pouvoir légitime et de contrôle du pouvoir. Résistance aux oppressions, celles du prince, des religions majoritaires face aux minoritaires, mais également revendication de la liberté de conscience et d'expression, le principe même des droits de l'Homme s'est développé très progressivement. Il faut attendre les révolutions américaine et française du 18^e siècle pour en obtenir une affirmation politique dans la Constitution des républiques nouvellement créées.

Les droits de l'Homme sont le fondement de la laïcité. La laïcité n'est pas seulement une réaction anticléricale, c'est une philosophie, une philosophie positive qui repose sur le socle des Droits fondamentaux. Les droits de l'Homme se réfèrent en priorité à la dignité de la personne, à l'autonomie du sujet. Ils supposent un être de raison, capable de choix et d'engagements, un individu qui exerce son libre examen, son esprit critique, qui va peser le pour et le contre avant de prendre une décision et qui accepte de confronter ses convictions et ses idées à celles des autres. Il est triste de constater qu'aujourd'hui la ligue des droits de l'Homme penche de plus en plus vers la défense des islamistes en les présentant comme des victimes des dictatures des pouvoirs en place dans les pays d'origines.

*** Autonomie, émancipation et responsabilité :**

La vocation de l'homme est d'aller au bout de lui-même, de conquérir son émancipation et de devenir autonome. C'est d'abord à son propre égard qu'il est responsable de son avenir et de ses actes. L'Homme est maître de son bonheur. Inutile d'insister, la conception laïque exclut la récompense surnaturelle et l'espoir d'une vie après la mort. Elle se concentre sur cette seule chance d'épanouissement que constitue la vie terrestre et c'est par conséquent à la réussite de cette vie, au *bonheur* qu'elle consacre logiquement l'essentiel de son effort. Le bonheur commence par la réussite de la personne. Une société heureuse ne peut être composée que d'individus épanouis.

*** L'humanisme constitue un des fondements de la laïcité.**

La philosophie humaniste remonte à Protagoras, sophiste grec du 5^e siècle avant notre ère, pour qui « *l'homme est la mesure de toutes choses* ». Socrate, certains penseurs indiens, la renaissance italienne puis française, combien d'auteurs, de philosophes développent une vision humaniste: recherche d'un modèle d'homme libre, heureux et épanoui. L'humanisme laisse intactes les possibilités de cohabitation entre des hommes différents qui tiennent à leurs différences, s'ils arrivent à se mettre d'accord sur quelques principes communs.

Quels sont donc ces principes ? Les intérêts et le respect de l'homme doivent toujours passer avant les autres. Rappelons-nous que la science, l'art, la religion, le droit sont faits pour l'homme et non l'inverse. L'humanisme considère le droit à la différence comme une source d'enrichissement. L'humanisme moderne est formé de l'apport de nombreuses traditions différentes: philosophie des lumières, christianisme, judaïsme, Grèce antique, islam. Une de ses caractéristiques est d'avoir été capable d'intégrer un ensemble de valeurs et pas seulement quelques-unes d'entre elles. Pour cette raison et par la priorité qu'il donne à l'homme, l'humanisme a été et est toujours contesté par tous ceux qui prônent une organisation de la société au service d'un groupe, d'une idéologie ou d'une religion qui prétend détenir la Vérité.

Humanisme et laïcité ont en commun la recherche, pour tous, des moyens de vivre ensemble, quelles que soient leur origine ethnique ou sociale, leurs opinions philosophiques ou religieuses, en respectant la dignité inaliénable de chaque être humain; en créant pour tous, les moyens d'accéder réellement aux droits essentiels, tels que liberté de conscience et d'opinions, de réunion, d'association et de déplacement, droit à la santé, à la paix, à l'éducation... Il faut chercher ensemble, dans chaque nation, selon son histoire et sa culture, les solutions les mieux adaptées. L'important est de construire partout, par la citoyenneté de chacun, la justice, la démocratie et la solidarité.

Qu'on veuille l'apercevoir ou non, l'exclusion d'un autre personne, l'exclusion d'une catégorie de personnes, même étrangères, même lointaines, c'est l'exclusion d'un peu de soi-même, c'est le commencement de sa propre exclusion, tout simplement parce la liberté de chacun se nourrit de la liberté de tous et qu'aucune liberté vraie n'est possible calfeutrée et ignorante de la servitude des autres.

IV.5 La dimension convictionnelle du dialogue interculturel d'après le Livre Blanc sur le dialogue interculturel

Ulrich BUNJES – *Direction Générale de l'Education, de la Culture et du Patrimoine, de la Jeunesse et du Sport du Conseil de l'Europe*

Notes prises lors de l'exposé et traduites de l'anglais par François Becker

Tout d'abord, je voudrais vous remercier pour cette excellente occasion que vous me donnez de participer à ce colloque très intéressant et de contribuer à vos travaux. Je voudrais ensuite vous transmettre les excuses de Madame Battaini-Dragoni qui aurait beaucoup aimé intervenir à ce colloque, mais qui ne peut le faire car elle participe actuellement au dialogue de

haut niveau qui se tient en ce moment à l'ONU à New York sur la coopération interculturelle et interreligieuse. Tout ceci pour rappeler la qualité et la pertinence de ce colloque. Il aborde en effet un thème qui est loin d'être épuisé et des questions qui sont largement discutées à travers le monde.

Je voudrais aborder trois points :

- le point de vue du Conseil de l'Europe sur les religions elles-mêmes, pour vous donner une idée du cadre dans lequel nous travaillons ;
- le livre blanc sur le dialogue interculturel qui est un des projets importants du Conseil de l'Europe que nous sommes entrain de terminer ;
- ce qui sera probablement dans ce livre blanc sur la dimension religieuse du dialogue interculturel.

1. Le point de vue du Conseil de l'Europe sur les religions

Il faut d'abord prendre en compte le fait que l'Europe a un caractère très pluraliste en ce qui concerne les religions et les croyances :

- Il existe des pays dans lesquels l'Islam est la religion majoritaire, d'autres où l'ensemble des religions chrétiennes est représenté, des minorités juives sont présentes dans beaucoup de pays, il y a des états dans lesquels de nouvelles religions ou de nouveaux mouvements religieux se font jour, etc...
- Les pays de l'Europe organisent de façons différentes les relations entre Etat et religions. Il ya suivant les pays différents niveaux d'acceptation des religions, différentes formes de coopération entre Eglise et Etat, et dans d'autres pays, il y a la laïcité (*laicity* en anglais) dans des formes plus ou moins strictes.

On arrive ainsi, en Europe, à un consensus sur ce que l'on peut appeler une « laïcité européenne » (*European laicity*), à savoir séparation du profane et du sacré, séparation du spirituel et du séculier. C'est ce modèle qui sous-tend les standards sur lesquels se fonde la politique du Conseil de l'Europe. Cette laïcité est caractérisée par trois principes :

1) Liberté de conscience, de pensée et de religion.

Ce principe est inscrit dans la Convention européenne des droits de l'Homme. Il est universel, en ce sens qu'il s'applique à chaque personne quelque soit sa nationalité et sa religion.

2) Mêmes droits et mêmes devoirs pour les citoyens et citoyennes, quelque soit leur religion ou leur affiliation philosophique.

3) L'autonomie relative entre les états et les communautés religieuses dans leurs relations mutuelles. Ainsi, il y a un minimum d'interférence, s'il en est, des états dans les affaires internes aux religions, comme les débats dogmatiques, et il y a un minimum d'influence, s'il en est, des communautés religieuses dans les affaires des Etats.

Tels sont les trois principes sur lesquels le Conseil de l'Europe fonde son point de vue sur les religions. Bien qu'il s'agisse d'une vision partagée par les décideurs, elle n'est pas encore mise en pratique partout. C'est néanmoins le consensus européen sur la laïcité européenne. C'est ce modèle que le Conseil de l'Europe utilise dans le développement de sa politique concernant le dialogue interculturel.

2) Le dialogue interculturel, fondé sur des valeurs

A propos du dialogue interculturel, je vais me limiter à quelques remarques. Le Conseil de l'Europe ne part pas de zéro. Depuis les 60 dernières années, le Conseil de l'Europe a mis au point un certain nombre de standards et de points de repères qui rendent possible la gestion de la diversité culturelle de façon démocratique et de façon à préserver et assurer la dignité de chacun et chacune.

Ceci est vrai dans les domaines des droits de l'Homme, des droits sociaux, des droits des minorités nationales, notamment pour l'implication des minorités culturelles dans les débats publics, etc... C'est vrai dans tous les domaines de compétence du Conseil de l'Europe.

Le Conseil de l'Europe a ainsi les outils pour gérer la diversité, pour en tirer le meilleur parti, pour former les gens à l'accepter et pour permettre à chacun et chacune d'en vivre et de se développer personnellement pour leur bénéfice et pour celui de la société.

Pour le Conseil de l'Europe, il ne s'agit pas d'entrer dans le dialogue interculturel pour affaiblir ses valeurs ou pour accepter n'importe quel point de vue qui serait exprimé dans ce dialogue. Le Conseil de l'Europe a toujours dit clairement que si pour entrer dans le dialogue interculturel, il fallait un esprit ouvert et avoir le désir de s'écouter les uns les autres, cela ne signifiait pas qu'il faille nécessairement modifier son propre point de vue, sinon cela compromettrait les valeurs sur lesquelles sa politique est fondée. En tout état de cause, les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe : droits de l'Homme, démocratie et état de droit ne sont pas négociables.

Ainsi, il est inconcevable que le Conseil de l'Europe accepte un point de vue qui relativise ces valeurs fondamentales pour promouvoir le dialogue interculturel. Ceci peut sembler théorique, mais ce ne l'est pas. Si vous regardez les cas examinés par la Cour Européenne des droits de l'Homme, vous verrez que les valeurs fondamentales et les droits de l'Homme sont protégés dans les affaires concernant par exemple les violences contre les femmes, le port de symboles religieux en public, ou des affaires concernant la politique de l'éducation. Les institutions du Conseil de l'Europe ont des positions très claires là-dessus et elles n'acceptent pas le relativisme culturel. Ainsi toute référence à des traditions culturelles n'est pas suffisante par elle-même pour compromettre les droits de l'Homme.

Le Conseil de l'Europe est convaincu que la promotion du dialogue interculturel est de la responsabilité de chacun et chacune. Si les autorités publiques ont bien sûr une responsabilité essentielle, la société civile, les communautés religieuses, les médias et d'autres encore ont aussi leur responsabilité. Il s'agit ainsi d'une responsabilité partagée de la société entière.

Voilà trois des considérations fondamentales que le Conseil de l'Europe va formuler dans le document de politique que constitue le Livre blanc sur le dialogue interculturel qu'il va publier prochainement. Il va formuler ces points avec des recommandations pratiques pour ceux et celles qui ont une responsabilité dans le dialogue interculturel et mettre en évidence des exemples de bonnes pratiques.

3) Dimension religieuse du dialogue interculturel

Ce Livre blanc va aussi prendre en compte, pour des raisons évidentes, la dimension religieuse du dialogue interculturel. Les religions sont, en effet, une composante importante de la culture, mais le Conseil de l'Europe ne suit pas ceux qui disent que la vraie source, la seule origine de la diversité culturelle est la religion. Pour le Conseil de l'Europe, c'est en effet une vision étroite que de limiter la diversité culturelle aux questions religieuses, car les sources de la diversité sont aussi ailleurs. Cependant, il dit aussi clairement que la religion est un élément de la culture qui doit donc, en tant que tel, être pris en compte dans la politique de promotion du dialogue interculturel.

Dans cette approche, le Conseil de l'Europe encourage les communautés religieuses à jouer leur rôle de différentes façons. D'abord en promouvant le dialogue interculturel au sein d'elles-mêmes, de leur propre famille de pensée, dans leur espace propre, et ensuite en promouvant, comme le Conseil de l'Europe l'a déjà encouragé à plusieurs occasions, un dialogue entre les principales religions de façon à mettre en évidence les valeurs communes qui sous-tendent leurs politiques. Je voudrais ici ouvrir une parenthèse en disant, comme cela a déjà été dit dans ce contexte, que le consensus entre les religions sur ces valeurs communes, comme les droits de l'Homme, n'est pas encore vraiment établi sur plusieurs de ses aspects et qu'il faut encore des discussions et des débats sur la manière dont les religions considèrent les droits de l'Homme

En plus de ceci, j'aimerais ajouter qu'il y a aussi besoin d'un meilleur dialogue entre les autorités publiques et les communautés religieuses, étant entendu que le Conseil de l'Europe ne s'exprimera jamais sur des questions de dogme. Ce dialogue existe d'ailleurs déjà dans beaucoup de pays et dans beaucoup de municipalités notamment sur des questions pratiques. Ceci va aussi se produire au niveau européen. Pour la première fois, en avril prochain, le Conseil de l'Europe va inviter des représentants des communautés religieuses pour un débat, pour un échange de vue, sur les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe, droits de l'Homme, démocratie et Etat de droit. Le Conseil de l'Europe est convaincu que beaucoup de communautés religieuses ont une contribution à faire sur ces points et il veut voir jusqu'où il est possible d'aller.

Merci beaucoup pour votre attention.

IV.6 Débat

Un intervenant :

Il ne faut pas se contenter de faire la critique historique du Coran pour expliquer la violence qu'il contient, mais il faut aussi remonter au début de l'Islam. La violence n'est-elle pas inhérente à l'Islam ?

Bernard Quelquejeu :

Avant de répondre à la question qui m'a été posée, permettez-moi de vous proposer trois brèves remarques qui sont directement liées à mon intervention précédente.

1. D'abord, je voudrais vous dire que j'ai trouvé dans une *Résolution* récemment adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 15 juin 2007 un solide soutien dans mon souhait de voir abordée au cours de notre Colloque la question de la *non-violence*. Par cette *Résolution*,

l'Assemblée Générale de l'ONU institue une **Journée Internationale de la non-violence** et en fixe la date de célébration, chaque année, le 2 octobre (soit, cette année, avant-hier !). Mon intervention trouve donc dans cette *Résolution* à la fois une recommandation et un encouragement.

2. Je voudrais ensuite, dans le prolongement de la minute de silence que nous avons observée, vous demander d'avoir une pensée solidaire et forte en direction de la Birmanie, et plus concrètement d'affirmer ensemble notre soutien aux opposants à la junte birmane, spécialement à la figure emblématique de l'opposition à la dictature militaire, **Aung San Suu Kyi**, Prix Nobel de la Paix 1991. Elle est actuellement l'une des prisonnières politiques les plus célèbres du monde. Secrétaire générale de la Ligue nationale pour la démocratie, partisane décidée de luttes non-violentes, elle est assurément l'une des figures les plus lumineuses de la non-violence. Nous nous devons de lui rendre un hommage unanime.

3. Permettez-moi enfin un bref témoignage personnel. Je me suis senti concerné très tôt, dans ma formation morale et politique, par les grandes traditions anglaise, américaine et française des **Droits de l'homme**. Je leur ai fait une place éminente dans mon enseignement et ma recherche en philosophie morale et politique. Ce n'est que plus tard que j'ai rencontré, un peu par hasard, une tradition d'origine assez différente, celle de la **non-violence**. J'ai étudié quelques-uns de ses représentants majeurs, Henri David Thoreau, Tolstoï, le mahatma Gandhi et surtout Martin Luther King et ses luttes pour les droits civiques aux USA. Je voulais vous dire que la rencontre et la synthèse de ces deux grands courants sont encore, à mon avis, largement *devant nous*, comme une tâche qui nous requiert instamment. La tradition des Droits humains, aujourd'hui dans le dynamisme de la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948, fournit les fondements essentiels et les instruments juridiques indispensables à notre action. Mais il me semble que la tradition de la non-violence possède, de son côté, un *avantage très précieux* que ne possède pas au même degré la tradition des droits de l'homme, celui d'avoir développé toute une gamme de *méthodes d'action*, de *stratégies de lutte*, de *pédagogies* individuelles et collectives : campagne de sensibilisation ou de conscientisation, appel à la non-coopération, campagnes diverses de boycott, résistance active, sit-in de protestation contre une injustice ou un abus, appel à la désobéissance civile, activités de médiation, action d'interposition, intervention civile, brigades de paix, grève de la faim, etc., etc. La non-violence ne se contente pas de voir et de juger, elle *agit*. C'est pourquoi elle me paraît apporter aux efforts de renforcement des Droits de l'homme le riche concours d'une large gamme de stratégies de luttes et de méthodes concrètes d'action.

Cela dit, j'en viens à la question qui m'a été posée concernant l'exigence de réinterroger les origines du Coran et de l'Islam, et cela, pas seulement à partir de l'installation du prophète à Médine, mais même auparavant. Je commencerai par confesser que je n'ai nullement la compétence requise pour répondre précisément à cette question. Tewfik Allal a, bien plus que moi, les qualifications et l'autorité pour y répondre, s'il le veut. Pour moi, je voudrai d'abord féliciter celui qui a posé cette question, car il me semble que cela témoigne d'un vrai courage par les temps qui courent. Le féliciter, et, plus encore, le remercier, car son initiative et sa question s'inscrivent dans une attitude de liberté intellectuelle, de franchise, et surtout de radicalité qui permet, seule, les vrais débats et les vrais progrès. Je voudrais ensuite lui dire que je n'oserai pas, pour ma part, soutenir une position aussi radicale que la sienne, et je vais expliquer pourquoi. Mon explication me permettra en même temps d'apporter quelques nuances à la thèse que j'ai développée concernant le caractère extérieur de l'instance éthique par rapport aux traditions religieuses.

Car cette affirmation de l'extériorité de l'éthique par rapport aux convictions religieuses appelle des précisions que la brièveté requise de mon intervention ne m'a pas permis d'apporter. Les traditions religieuses qui sont parvenues jusqu'à nous sont toutes extrêmement composites. Elles véhiculent tout et son contraire. Il est très facile d'en administrer la preuve. On peut tirer, on a tiré, on continue de tirer du Coran des légitimations religieuses en faveur du djihad guerrier et barbare, tout comme des condamnations religieuses non moins sévères de celui-ci, comme dans certaines traditions de la mystique musulmane, éprises d'intériorité et de tolérance. Il en a été de même de nombreux textes de la tradition judéo-chrétienne, invoqués pour justifier, les guerres de religion, les croisades, et tant d'autres violences, sexuelles, ethniques, sociales, politiques. Qu'est-ce qui nous fait choisir, dans une tradition de textes présentés comme 'révélés' qui contiennent des affirmations *contradictoires*, d'en privilégier certains et d'en omettre d'autres, sinon un principe d'interprétation qu'on doit ainsi bien dire, de quelque façon, *extérieur* à cette tradition, au nom d'une *autorité autre* que celle de cette tradition ? On n'aborde jamais un texte religieux, même un texte que l'on tient pour révélé, sans amener avec soi, préalable et donc pour une part, extérieur à lui, toute une « critériologie du divin », pour parler comme Jean Nabert, c'est-à-dire tout un ensemble de convictions de conscience qui nous font refuser des pans entiers de traditions religieuses qui ne peuvent plus, pour nous, porter une proposition croyable du divin.

A cette extériorité d'un principe critique d'interprétation, on pourra objecter d'abord que ces critères que nous imposons à toute révélation du divin sont eux-mêmes le fruit d'une longue tradition éthique et religieuse en humanité, dans laquelle, sans être la seule, la révélation judéo-chrétienne occupe à coup sûr la première place, au moins chez nous. On objectera ensuite que l'instance éthique s'est trouvée *reprise à l'intérieur même* de la tradition juive : c'est la tradition *prophétique*. On doit pourtant faire remarquer que la tradition sacerdotale juive n'a jamais, en fait, accepté en son fond l'interpellation éthique lancée par les prophètes⁵¹. C'est un fait que la plupart des prophètes ont été assassinés, Jésus bien sûr parmi eux, et que les responsables et chefs religieux ont le plus souvent joué un rôle décisif dans ces assassinats. Certes, on se réjouira de la présence de la littérature prophétique au sein de la Bible juive et la Bible chrétienne ; l'on ne récusera nullement la dimension éthique présente au cœur du message évangélique. C'en est assez pour tenir que l'instance critique de l'éthique puisse être *reprise* au cœur de la conscience religieuse, qui la couronne d'une signification nouvelle ; mais ce n'est pas assez pour que l'instance éthique cesse d'être autonome et se présente, ainsi que nous l'avons affirmé, comme une instance *critique* de la religion, de quelque façon *extérieure* à elle.

Un intervenant de la *Confédération Internationale des travailleurs intellectuels*

Culture, culture, culture, attention aux mots et aux méprises que certains mots véhiculent. Comme on l'a vu pendant ces deux jours, notamment avec le mot multiculturel qui n'est peut être pas très bien choisi, car on a l'impression qu'il y a une addition de cultures qui cohabitent alors qu'en fait elles sont en communication les unes avec les autres et quelquefois en concurrence. Je ne suis pas d'accord avec une personne qui s'est exprimée en disant qu'elle était contre la domination de certaines cultures car on ne peut pas nier le fait qu'il y ait des cultures dominantes, ces dominations évoluent, ce ne sont pas toujours les mêmes, mais cela ne sert à rien de rêver à une égalité entre les cultures ; il n'y a pas d'égalité. Je pense que toutes les cultures ne

⁵¹ Par ex. : « A quoi bon m'offrir tant de sacrifices, dit le Seigneur ? Cessez de m'apporter de vaines offrandes. L'encens, j'en ai horreur. Vous avez beau multiplier vos prières, je ne les écoute pas... Cessez de faire le mal, apprenez à faire le bien, recherchez la justice, mettez au pas l'opresseur !... » *Isaïe*, 1, 11-17.

se valent pas d'ailleurs ; certaines véhiculent des concepts très éloignés des droits de l'Homme, comme cela a été dit.

J'ai travaillé pendant 21 ans dans les quartiers dits quartiers chauds en France, comme dans les cités qui ont été évoquées tout à l'heure, et quand on parle de culture qui sont dans les quartiers, on a envie de demander, mais quelle culture ? Beaucoup de jeunes n'ont pas forcément de culture. Ils ont la culture de leurs parents et certains ne sont pas allés dans leur pays d'origine, comme il a été dit tout à l'heure. Ils n'ont pas la culture de leur pays d'origine et la culture qu'ils véhiculent souvent est une culture pseudo-américaine de Mac Donald ou de Nike, d'ailleurs, il est curieux de constater que quand ils disent « nique ta mère », ils écrivent « nike ta mère ». Il suffit aussi de regarder les graffitis dans les bus pour mesurer l'influence de cette culture pseudo-américaine. Cette influence qui existe et contre laquelle on ne peut pas lutter efficacement car on en est tous victimes, les jeunes sont incapables de la relativiser et si j'ai bien écouté ce qu'a dit le pasteur Setodzo pour ce qui se passe à Haute-pierre en Alsace, le fait pour les jeunes de retourner dans leur pays d'origine est très intéressant car cela leur permet de découvrir une culture qu'ils ne connaissent pas en fait et de prendre conscience de codes de conduite.

Ce qui est important, en effet, dans la vie des quartiers pour les jeunes, c'est la nécessité d'avoir accès à des codes de conduite qui permettent une vie en communauté. Pour ce faire, le gros problème ce sont les valeurs, mais il faut les traduire. Ces valeurs, ce n'est pas la loi du plus fort, mais cela veut dire que dans les quartiers il faut réguler cela, de façon démocratique. C'est ce qui est nécessaire. Il faut pour cela mettre en place des règles et des normes. Quel est le rôle des religions dans ce processus ? Il y a plusieurs aspects : il y a la croyance, il y a aussi souvent la morale qui est sous-jacente et qui est souvent inexistante, je reprends cette sentence : le décalogue plutôt que le sociologue. Ce qui est nécessaire et important pour vivre en communauté c'est de dire et savoir ce que l'on peut faire et ne peut pas faire, et là les religions peuvent apporter une morale à condition de le faire sans chercher à apporter ses propres normes. Cela a au moins l'avantage d'évoquer la morale, ce qui n'avait pas été fait.

André Jourdès, Vice-Président Ligue de l'Enseignement

Le mot culture doit en effet être travaillé. Qu'est-ce que l'exigence culturelle ? La quête d'autonomie et essayer d'avoir du discernement font partie de la culture. Je crois que nous devons avoir un débat là-dessus.

M. Bunjes a évoqué trois valeurs fondamentales : droits de l'Homme, démocratie et état de droit, mais il me semble qu'il existe en Europe une quatrième valeur : C'est l'organisation de la solidarité par des dispositifs communs que se doivent des citoyens égaux en droit, car ce n'est pas uniquement la générosité des individus, ni la charité des communautés qui fait la cohésion de l'Europe. Tous les pays ont inventé un modèle d'aide sociale à l'échelle nationale et tous ces modèles ont beaucoup de points communs et j'aimerais bien que ce dernier élément participe des quatre grands points de notre culture commune, sinon ce serait de la culture pour intellectuels. On a parlé des lumières, des religions, etc... mais on a oublié les mouvements sociaux, les mouvements des peuples en 1848 qui ont fondé la démocratie ; on a oublié les mouvements sociaux ouvriers qui ont permis de faire du social. Il n'y a pas que des penseurs qui font la culture, il y a aussi des personnes agissantes, des peuples qui se réveillent, c'est aussi des groupes sociaux qui se mettent en marche et qui participent au bien être. En conclusion, je plaiderai pour un quatrième élément dans notre culture commune au niveau de l'Europe

François Becker, *Secrétaire Général du Réseau Européen Eglises et Libertés*

J'aimerais faire un petit commentaire. Lorsque l'on parle de cohésion sociale, il me semble qu'il faille envisager quatre dimensions. Tout d'abord une dimension que l'on peut appeler « horizontale », c'est essentiellement celle que l'on vit à une époque donnée et que l'on vient d'évoquer, à l'échelle de la cité, de la ville, du pays de l'Europe ou même du monde car toutes ses parties sont en interaction. Je pense qu'il faut ajouter ensuite une dimension que l'on peut appeler « verticale », car je ne trouve pas d'autres mots pour la qualifier : c'est la dimension de l'évolution temporelle, celle de l'histoire. Ce que nous sommes aujourd'hui est le fruit de ce qu'on fait nos ancêtres, et ce qui fera la cohésion sociale de demain, c'est ce que nous allons semer aujourd'hui. Je pense qu'il serait intéressant dans notre débat d'avoir aussi cette dimension verticale ou temporelle évoquée par Alain Mouchoux et Madame Kheddhar. Chacune de ces deux dimensions, comprennent deux niveaux pour la cohésion sociale : le niveau de la société dont nous avons beaucoup parlé, ce sont les rapports que nous avons entre nous, et le niveau de la personne, avec évidemment une forte interaction entre ces deux niveaux, comme cela a été évoqué longuement dans notre colloque.

Il me paraît important de regarder ces deux niveaux à la fois dans leur dimension horizontale et dans leur dimension verticale. Il été question de l'évolution temporelle de nos sociétés, mais il faut en parallèle regarder l'évolution temporelle des personnes. Je pense en effet que nous nous construisons, nous approfondissons et développons notre humanité à partir de ce que nous découvrons dans nos rapports avec les autres dans la société, fruits de la cohésion sociale qui se construit elle aussi ; ces rapports, facilités et même rendus possibles grâce à la cohésion sociale nous permettent de découvrir non seulement notre humanité, mais aussi ce à quoi nous sommes chacun et chacune appelés à être, à devenir en tant qu'homme et femme. Cette démarche doit nous amener à remettre en cause périodiquement notre regard sur l'autre et à être attentifs à son évolution. C'est dans cette démarche et cette perspective que le rôle et l'impact des religions, des courants de pensée, de l'humanisme, ou pour moi qui suis croyant de la foi, sont importants. Les religions et courants de pensée apportent en effet une dimension essentielle dans cette interaction entre le développement de la personne, de ma personne, et celui des autres et de la société, et c'est aussi à ce niveau essentiel qu'interviennent les rapports entre cohésion sociale et religion ou courant de pensée.

Ainsi, j'aimerais juste demander à M. Bunjes ce qu'il pense du vocable « interconvictionnel » que nous proposons pour bien marquer que tous nos partenaires, nos frères et sœurs en humanité, qu'ils soient croyants ou non-croyants puissent contribuer au dialogue dont nous parlons.

Georges Liénard, *Fédération Humaniste Européenne*

Je voudrais poser une question à M. Bunjes, représentant du Conseil de l'Europe sur ce qui me paraît être un paradoxe dans l'exposé qu'il nous a fait. En effet depuis des années, le Conseil de l'Europe pratique le dialogue avec les OING, de tous horizons et on entend subitement parler d'un dialogue que l'on va ouvrir avec les institutions religieuses. Je suis frappé d'une sorte de manie du politique, à l'heure actuelle, dans tous les pays de l'Union européenne et des grandes institutions, que ce soit au Conseil de l'Europe comme je viens de l'entendre, que ce soit au parlement européen, ou encore dans d'autres instances, où on parle d'un dialogue dont je ne vois pas très bien quel est l'objet. On dit en effet que l'on va dialoguer avec les Eglises pour entendre ce qu'elles ont à dire, si j'ai bien compris ce que nous a dit M. Bunjes, or les Églises font connaître leurs points de vue et ces derniers sont bien connus.

Vous avez parlé du dialogue avec les religions, mais en fait ce n'est pas avec les religions que vous dialoguez mais avec quelqu'un, des personnes, vous faites appel aux hiérarchies. Or on constate que dans la population européenne comme il a été rappelé au cours de ce colloque, l'énorme majorité des citoyens et citoyennes d'Europe qu'ils/elles soient croyants ou non, ne suivent plus les directives des Eglises sur toute une série de questions sociales. Alors, je me demande pourquoi vouloir recréer un dialogue séparé de celui qui a lieu avec les OING et pour lequel le Conseil de l'Europe a une grande pratique depuis de longues années.

Ma question est alors très simple et très précise: avec qui dialoguer, puisque l'on ne dialogue pas avec les religions mais avec des gens, et sur quels sujets voulez vous dialoguer ?

Ulrich Bunjes

Tout d'abord, pour corriger la terminologie, il ne s'agit pas d'un dialogue avec les Eglises, mais d'un dialogue avec les communautés religieuses et ceci inclut aussi toutes les religions et il s'agit aussi d'un dialogue qui ne concerne pas seulement les représentants des hiérarchies religieuses, du clergé de ces communautés religieuses, mais également les ONG qui sont proches ou partie prenantes de ces communautés religieuses, des experts indépendants et naturellement des représentants des organisations séculières.

Votre question : pourquoi maintenant et pourquoi sous cette forme, est très intéressante et mérite qu'on y réfléchisse. Pourquoi dans les 10 ou 15 dernières années, les efforts de différents acteurs au sein du Conseil de l'Europe pour engager un dialogue plus fréquent avec les communautés religieuses se sont intensifiés ? J'ai fait référence au Conseil de l'Europe, en tant qu'organisation intergouvernementale, il s'agit donc d'un dialogue entre les gouvernements et les communautés religieuses. Je dis cela car il ya déjà quelques années, le Commissaire aux Droits de l'Homme a entamé, une série de dialogues avec les communautés religieuses sur les questions de la protection des droits de l'Homme et comme vous l'avez aussi correctement mentionné, l'Assemblée parlementaire s'engage aussi dans ce dialogue.

Pourquoi en est-il ainsi ? Il y a certainement plusieurs raisons. L'instrumentalisation des croyances religieuses pour des objectifs politiques pourrait être une raison, le changement dans le paysage politique de l'Europe après l'implosion de l'Union Soviétique et la construction qui en a résulté de différentes formes d'institutions dans les états qui ont émergés de l'Union Soviétique est un autre facteur. Aujourd'hui, les religions sont plus visibles dans les pays d'Europe et ceci se traduit dans le Conseil de l'Europe.

Quels seront les sujets abordés ? Les débats ne porteront certainement pas sur les questions religieuses ou dogmatiques, mais ils porteront sur les contributions que les communautés religieuses peuvent faire, comme d'autres composantes de la société civile, au renforcement des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'état de droit. Il ne s'agit pas de discuter ce qui est juste ou faux, il ne s'agit pas de discuter de moralité. Nous n'allons certainement pas discuter de la question de savoir si l'homosexualité est juste ou mauvaise. Le Conseil de l'Europe va dire, nous avons des valeurs de références en Europe et elles ont été très bien exprimées dans les différents colloques concernant ces valeurs. Ces valeurs ne sont pas négociables. Ce qui pourra être discuté c'est dans quelles mesures les communautés religieuses peuvent contribuer à la politique générale. L'année prochaine une première rencontre sera organisée à titre expérimental, peut-être d'autres suivront, mais cela dépendra de la manière dont cette première expérience se déroulera.

En ce qui concerne le quatrième point que le vice président de la Ligue de l'Enseignement recommande d'inclure dans le Livre blanc, il ne fait pas l'objet de controverses, car il fait partie du consensus au sein du Conseil de l'Europe et de ce qui est appelé le modèle

européen. On pourrait argumenter, et cela sera inclus dans le livre blanc, qu'il s'agit du résultat de notre réflexion sur les droits de l'Homme et ceci amène à la protection de droits dans d'autres domaines. La Charte sociale européenne est une expression de cette préoccupation dans le domaine social, mais il y a aussi des discussions sur d'autres droits, comme le droit à l'éducation et à la culture qui apparaissent et se développent maintenant. Le problème est que la volonté des états membres du Conseil de l'Europe d'avancer sur ces questions, de protéger davantage de droits individuels en Europe, semble être très limitée aujourd'hui et parfois a même tendance à aller dans la direction opposée. Nous espérons que le Livre blanc sur le dialogue interculturel pourra donner une impulsion sur ceci et sur les points que vous avez mentionnés.

Samia Labidi

Il me paraît évident que l'on doit respecter la culture dominante du pays d'accueil et donc dans un pays laïque comme la France, la moindre des choses est de pouvoir faire la distinction entre le cultuel et le culturel. Il faut absolument ramener le cultuel à la sphère privée et ne pas mélanger les sphères par simple courtoisie tout simplement.

M. Pollock *Président de la Fédération Humaniste Européenne*

Je pense que nous avons eu des contributions très intéressantes. Je voudrais poser une question au représentant du Conseil de l'Europe à propos du dialogue que le Conseil de l'Europe veut engager avec les communautés religieuses pour savoir dans quelle mesure ces communautés religieuses peuvent contribuer à la politique générale. Je pense que le Conseil de l'Europe doit avoir présent à l'esprit la question de la représentativité de ses interlocuteurs. Dans quelles mesures les représentants consultés des communautés religieuses sont représentatifs de leur communauté et dans quelle mesure ces communautés sont elles-mêmes représentatives. J'attire l'attention sur l'exemple donné par Hanne Stinson d'un représentant de communautés musulmanes qui a été consulté par le gouvernement pendant plusieurs années avant de s'apercevoir qu'il n'était en fait pas représentatif du tout. Il n'est pas question d'empêcher qui que ce soit de s'exprimer sur les affaires publiques, car la liberté d'expression est garantie par la convention des droits de l'Homme, mais je pense que le poids que les autorités publiques doivent accorder aux propos d'une personne ou de l'organisation qu'elle représente doit être calibré selon sa représentativité, étant entendu qu'il y a les valeurs fondamentales non négociables qui ont été présentées.

Je voudrais aussi poser une rapide question à Samia Labidi qui a parlé de la nécessité de combattre le fondamentalisme, combat qui doit être conduit d'une façon digne et pacifique. J'ai été quelque peu embarrassé par les propos de certains intervenants concernant des communautés musulmanes qu'ils avaient tendance à considérer comme majoritairement islamistes et je suis tout à fait convaincu que ce n'est pas vrai. La semaine dernière, j'étais à Varsovie à une réunion de la convention des droits de l'Homme à l'OSCE (*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*). Nous avons parlé du danger de l'islamisme et de la nécessité de ne pas relativiser les droits fondamentaux humains pour accepter des actes contraires à ces droits humains dictés par des habitudes culturelles. Néanmoins, dans la plupart des pays, la majorité des musulmans ne sont pas des extrémistes et la meilleure manière de les transformer en extrémistes est de les considérer comme tels et de ne pas les encourager à s'intégrer dans la société avec les valeurs largement partagées.

Edith Kuropatwa-Fèvre *Pour un Autre Visage d'Eglise et de Société (paves)*

Je rejoins tout à fait Georges Liénard pour dire que je ne comprends pas non plus pourquoi le Conseil de l'Europe cherche à développer un dialogue avec les hiérarchies, notamment la hiérarchie catholique qui n'est représentative que d'elle-même, car les évêques sont toujours nommés par en haut, sans consultation du peuple. Ils ne représentent que la volonté de Rome qui est très conservatrice et on ne peut attendre aucune évolution prochaine sous le pontificat du pape ultra conservateur actuel. Si on consulte la base, il y a une infime proportion du peuple catholique qui est d'accord avec les propositions vaticanes sur de nombreuses questions, notamment les questions d'éthique. L'immense majorité du peuple catholique ne fait plus confiance à la hiérarchie catholique et le montre en votant avec ses pieds.

Un intervenant

Je suis bien d'accord avec l'existence de valeurs non négociables. Cependant, il ne suffit pas de le dire, il faut y être très attentif. Combien de fois, en effet, il été dit dans les relations internationales que certains points étaient non négociables, et que ces points ont finalement été négociés.

Monsieur Bellavite a très justement mentionné le fait que nous vivions dans un monde globalisé, qu'il existait des mouvements au niveau mondial. Le dialogue interculturel ne doit pas se limiter à ce qui se passe en Europe, ni à ce qui se passe dans ce bâtiment, mais il doit s'étendre au monde entier car ce dialogue en Europe a des conséquences, a une influence sur ce qui se passe ailleurs.

Helga Sourek, *Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques*

Je voudrais faire une remarque à Madame Labidi qui a dessiné ce qu'est la laïcité, en particulier qu'aucun dialogue culturel sur le culte ne peut se faire et que tout est dans le privé. Je suis très étonnée, en tant qu'allemande, que durant tout ce colloque qui doit être un colloque européen, on ait parlé pendant 80 % du temps de laïcité comme une culture, alors que ce n'est pas comme cela en Allemagne, et que moi je ne connais pas. D'ailleurs je suis aussi surprise que l'Eglise catholique, en tant que telle, ait été mise en avant avec des mots choquants que l'on ne peut pas contredire à la fin d'un symposium qui était destiné à créer la cohésion sociale, je dois seulement dire je m'étonne et je me demande si c'est encore ma place ici pour une invitation au dialogue quand on appelle à condamner ceux ou celles qui ne pensent pas comme vous.

Vittorio Bellavite

Je suis d'accord avec l'avant dernière intervention. Il s'agit peut être d'un colloque européen, peut-être même pas suffisamment européen et il faudrait introduire d'avantage une vision du monde. En ce qui concerne l'Eglise Catholique, l'intervention d'Edith était très dure à partir de son expérience, mais la situation dans l'Eglise catholique doit être plus nuancée. Il y a des réalités de base, il y a des évêques à contre-courant, il y a au sommet une tendance négative, mais la situation est beaucoup plus compliquée, plus complexe et je comprends la réaction de Madame Helga Sourek, mais je comprends aussi la passion d'Edith à partir des réalités de base que moi aussi je vis en Italie. Il faut aussi dialoguer sur les questions de l'Eglise catholique et au sein de l'Eglise catholique.

Samia Labidi

Je voudrais revenir sur ce qui a été dit à propos de la communauté musulmane en France. Pendant très longtemps, la communauté musulmane a été délaissée et quand la France l'a

reconnue, elle l'a représentée par le CFCM (Conseil Français du Culte Musulman) et on a élit quelqu'un qui représente seulement l'islam et encore seulement l'islam d'Ile de France. je trouve cela très regrettable dans un pays laïque comme la France. La laïcité est une utopie qui n'est pas encore réalisée. Quand je dis qu'il faut ramener le cultuel dans la sphère privée et détacher le culturel du cultuel, c'est au contraire pour insister sur le fait qu'on peut tout à fait appartenir à une culture et ne pas être pratiquant ou ne pas être croyant. La laïcité est un idéal qui est justement le respect de toutes les confessions de toutes les croyances, et évidemment des athées.

V Conclusions

Philippe LAZAR⁵² *Vice-président du cercle Gaston-Crémieux,*

Les organisateurs de cette rencontre m'ont fait le redoutable honneur de me confier la responsabilité de la conclure. À chaud, c'est évidemment impossible tant ont été variées et riches les interventions et intenses les débats qui les ont suivies ; mais plus encore parce qu'il ne s'agit pas en fait maintenant de conclure, c'est-à-dire en quelque sorte de fermer, mais bien d'ouvrir un champ de réflexion et d'action qui prolonge nos travaux.

D'où parlons-nous ? Nous relevons les uns et les autres de toute une variété de « cultures », le mot étant pris dans son sens le plus global : cultures à fondement religieux, philosophique, ethnique, comportemental, etc. Mais nous avons en commun une double conviction : celle de considérer comme un projet politique majeur de traiter à fond des questions difficiles que pose la gestion de cette diversité, une condition nécessaire du renforcement de la cohésion sociale dans une Europe plurielle ; celle aussi qu'il nous faut dépasser le niveau — louable — des ententes interreligieuses pour inclure dans notre champ d'intervention celui des ententes « interconvictionnelles », c'est-à-dire, comme nous l'a rappelé explicitement à deux reprises François Becker, pour associer dans une même construction politique, culturelle et sociale croyants et non-croyants désireux de coopérer.

Or même si nous avons le sentiment que les courants de pensée et modes de vie qui nous inspirent cet esprit d'ouverture sont sociologiquement majoritaires dans nos pays respectifs, nous demeurons minoritaires dans nos capacités d'expression, ne serait-ce que, comme l'a souligné Gabriel Nissim, parce qu'il y a et qu'il y a toujours eu collusion entre le pouvoir et l'autel. Et puis nous ne voulons pas, nous, jouer le jeu de la simplification abusive des « représentations » qu'affectionnent et tentent d'imposer les pouvoirs, presque toujours désireux d'avoir en face d'eux un petit nombre d'interlocuteurs prétendument représentatifs des grands courants culturels qui constituent la trame d'une nation ou d'une fédération de nations ; nous ne voulons pas plus « renverser » les majorités actuelles, troquer ainsi une hégémonie pour une autre, ce qui serait en contradiction avec notre respect fondateur de la diversité. Comme le disait aussi Gabriel Nissim, nous voulons résolument échapper à l'orgueil de penser que nous serions les seuls à avoir raison.

En d'autres termes, nous acceptons pleinement la complexité des faits de culture et de leur enchevêtrement et nous pensons que c'est seulement en l'assumant et en prenant des dispositions pour la gérer en tant que telle dans le respect des différences de croyances et de convictions que nous pouvons assurer une réelle cohésion sociale. Gabriel Nissim, lui encore, citait hier soir Paul Ricœur. Je vous rappellerai pour ma part une phrase d'un autre grand disparu, Jean-Pierre Vernant, extraite de *La traversée des frontières*⁵³ : « *On se connaît, on se construit par le contact, le commerce, l'échange avec l'autre* ». Un appel à « l'autre » qui implique notamment que, par souci d'équité, on soit aussi « autre » pour l'autre, c'est-à-dire

⁵²

Vice-président du cercle Gaston-Crémieux, Directeur de la revue *Diasporiques*.

Ancien élève de l'École Polytechnique, ancien directeur général de l'INSERM, ancien président de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), ancien conseiller maître à la Cour des Comptes.

⁵³

Le Seuil, Paris, 2004.

qu'on ne récuse pas ses propres racines, ses propres sources identitaires, et qu'on les mette ainsi délibérément à disposition de tous. « Apprenons à respecter les autres en nous respectant nous-mêmes », disait à l'instant Jean de Brueker.

Je me propose d'évoquer avec vous quatre pistes pour rebondir. Elles sont inspirées par tout ce que j'ai entendu depuis hier soir et aussi par mon expérience en tant que président du Cercle Gaston-Crémieux (présidence à laquelle vient de me succéder Georges Wajs) et de directeur de la revue trimestrielle interculturelle *Diasporiques* qui a déjà eu l'honneur d'accueillir des textes du Manifeste des Libertés, de l'Observatoire chrétien de la laïcité et mouvements associés, de la Ligue de l'Enseignement, et qui compte bien s'ouvrir demain à d'autres courants de pensée. Les quatre mots-clés qui les introduisent sont : dissociation, délégation, progrès et bien sûr Europe.

Dissociation

Il me semble essentiel (mais rarement explicité) de distinguer deux espaces trop souvent confondus et dont la confusion porte en germe (voire induit) en particulier ce qu'on appelle communément le communautarisme. Gilda Farrell faisait allusion hier soir à cette dissociation lorsqu'elle distinguait les concepts « être » et « appartenir à », *être* étant relatif disait-elle à la personne et *appartenir à* relevant de ce qu'elle appelait « l'espace public ». Il existe bien en fait deux espaces parfaitement distincts (il faut en prendre acte et agir en conséquence) : l'espace des individus et celui des faits de culture. Le premier comporte actuellement quelque six milliards de personnes vivantes, chacune unique par son patrimoine génétique, son histoire, sa culture propre. C'est un espace concret, physique. Le second, celui des faits de culture, est au contraire abstrait, c'est un espace de représentations. On peut toucher un individu mais on ne peut le faire d'une culture. Une culture, diraient les mathématiciens, est une fractale, c'est-à-dire un être virtuel aux contours flous. Pensez à un nuage dans le ciel : on le voit, il existe mais, lorsqu'on s'en approche, on n'en distingue plus les limites.

L'espace des individus est d'ordre privé. C'est celui de la liberté, de la liberté de conscience en particulier et, le cas échéant, de la liberté de culte. C'est entre autres celui de « la liberté d'aller méditer dans la forêt si le cœur vous en dit » comme le suggérait joliment Jean-Claude Diallo. C'est enfin, et fondamentalement, celui de la liberté de choisir ses « appartenances culturelles », le plus souvent multiples. L'espace des faits de culture devrait, au contraire, être impérativement considéré comme d'ordre public. Les cultures sont (et devraient être formellement reconnues comme étant) des *biens publics de l'humanité*, au même titre que le sont l'air, l'eau, la biosphère, la terre... Leur diversité et sa préservation sont aussi précieuses que la protection de la biodiversité. Elles ont au demeurant les propriétés fondamentales de tout bien public : elles ne peuvent faire l'objet de quelque appropriation que ce soit (leurs indispensables « passeurs » ne les possèdent pas mais les servent) ; elles ne s'usent pas si l'on s'en sert mais sont au contraire indéfiniment partageables (comme l'est par exemple une langue).

Éric Favey nous a très clairement montré combien il était légitime que des hommes cherchent appui, solidarité, réconfort auprès de « communautés » dont ils se sentent partie prenante. Ce qu'on appelle communément le *communautarisme* ne commence que lorsqu'un groupe humain va beaucoup plus loin et tend à s'identifier à une culture et par là-même à se l'approprier. « L'Islam n'est pas que l'affaire des Musulmans », nous disait avec force Tewfik

Allal. Et la même affirmation peut s'étendre à toute culture, quel que soit son fondement. De ce fait, nous sommes individuellement et collectivement responsables de la préservation de *toutes* les cultures comme nous le sommes de celle de l'environnement, même si chacun de nous ne se sent directement concerné que par un nombre restreint d'entre elles.

Ce partage de responsabilités que permet la dissociation évoquée des deux espaces est sans doute une piste pour échapper au piège de la juxtaposition sans réelle interpénétration de communautés distinctes, à l'image du multiculturalisme britannique dont Hanne Stinson nous a si bien montré qu'il ne pouvait qu'induire une multifermeture. Mais nous pouvons faire un pas de plus. Samia Labidi donnait à l'instant référence au mot « laïcité », éclairé par son étymologie grecque : *laïkos*, qui renvoie au peuple pris dans sa globalité et sa complexité culturelle. J'ai moi-même écrit il y a quelque temps un essai intitulé « Autrement dit laïque »⁵⁴ dans lequel je suggère de substituer à la définition courante de la laïcité « à la française » (la séparation des Églises et de l'État) une définition périculturelle : la laïcité pourrait être « un principe de reconnaissance réciproque de l'égalité des cultures ». Cette définition (malgré la précaution qu'introduit l'adjectif *réciproque*) ne libère toutefois pas complètement de l'interrogation : « Toutes les cultures sont-elles également dignes ? », qui vaut en particulier pour les cultures sexistes, accompagnées de leurs pratiques mutilantes pour les femmes. Une question qui renvoie à de lourdes interrogations d'ordre éthique, évoquées hier soir par Gilda Farrell, et qu'il nous faut approfondir.

Délégation

Le principe de délégation (de pouvoir, de représentation, de compétence, etc.) est le fondement de toute société non totalitaire. Les modalités de mise en œuvre de ce principe peuvent être très variées : électives (lorsqu'il s'agit du pouvoir politique à quelque échelle que ce soit), sélectives (lorsqu'il s'agit de choisir ou de reconnaître des chercheurs, des enseignants, des artistes...), administratives, etc. ; ces procédures diversifiées sont dans tous les cas les garantes de la légitimité des dites délégations.

Ces questions de « délégation » valent – et prennent même une importance essentielle – s'agissant de l'expression de la diversité culturelle d'une société, d'une nation, d'un ensemble structuré de nations. Leur solution est loin d'aller de soi et je suggérerais volontiers pour ma part qu'elles fassent l'objet en soi d'un colloque, dans le prolongement de celui que nous venons de vivre.

Si nous assumons la complexité de l'enchevêtrement culturel dans lequel nous vivons, nous ne pouvons en effet nous contenter des caricatures de représentation que sont les conseils autoproclamés « représentatifs » ou considérés comme tels par les pouvoirs publics. Les représentations « hiérarchiques » de cette nature ne sont pas pertinentes. Ainsi, je ne conteste en aucune manière qu'un certain nombre d'associations juives se fédèrent dans un ensemble qu'elles affirment « représentatif », le CRIF⁵⁵ ; mais je suis choqué, en tant que Français et juif par filiation, que chaque année le Premier ministre, quelle que soit sa couleur politique, se croie obligé de se rendre au dîner annuel du CRIF pour y dialoguer avec « la communauté » juive et

⁵⁴ Éd. Liana Levi, Paris, 2003.

⁵⁵ Conseil représentatif des institutions juives de France.

son président ! Imaginons simplement un instant, pour mieux percevoir le caractère pour le moins contestable de cette communautarisation de source étatique, que se constitue dans notre pays un autre CRIFF — en l'occurrence un « conseil représentatif des institutions féminines de France » – et que le Premier ministre vienne à son dîner annuel dialoguer avec la communauté féminine de France et sa présidente... J'ai de même quelques doutes (naguère partagés par Mgr Lustiger⁵⁶) sur les motivations de création (à l'image du Consistoire napoléonien) du Conseil français du culte musulman (CFCM), tout à l'heure évoqué par Samia Labidi. Théoriquement (et sans doute de façon quelque peu artificielle), il ne concerne que les cultes islamiques mais les pouvoirs publics ont presque inévitablement tendance à lui conférer une « représentativité » bien plus large — « une représentativité malgré nous » disait Cherifa Kheddar. On peut également s'interroger sur la totale légitimité du CRAN (le Conseil représentatif des Associations Noires) en tant, précisément, que « représentatif » de toutes les cultures associées à la négritude, et cela quelle que soit la sympathie que l'on éprouve quant à la volonté de cette instance de lutter contre les discriminations liées aujourd'hui encore à la couleur de peau.

Il ne saurait y avoir en réalité de représentation univoque de réalités complexes, et a fortiori de représentation élective (qui supposerait la constitution de listes électorales, c'est-à-dire la désignation, par nature discriminante, des personnes susceptibles d'en faire partie). Un tel processus serait par essence « communautarisant ». Comme l'est, soit dit en passant, la désignation formelle de « minorités » dans notre espace social : l'identification de leurs membres (quelles que soient les intentions protectrices avancées pour la justifier) est en soi critiquable, exactement pour les mêmes raisons, même si la question de « protection » des dites minorités évidemment se pose.

Tout cela doit nous conduire à trouver d'autres modes de délégation, qui ne peuvent passer que par la multiplicité et la diversification des structures exprimant chacune une partie de la représentation d'une culture et qui, globalement, en donnent une image recomposée au travers de ce kaléidoscope, infiniment plus fidèle que celle qui nous est habituellement proposée.

Progrès

J'ai été heureux d'entendre à plusieurs reprises évoquer le concept de progrès. « Reprenons confiance dans le progrès humain » nous a recommandé Éric Favey. Même si, héritiers d'un siècle particulièrement lourd en termes d'abominations, nous ne pouvons faire preuve d'une inexcusable naïveté, nous sommes néanmoins tenus d'observer et d'intégrer quelque part dans notre façon de nous représenter la société :

- que l'application de la peine de mort recule dans le monde même si elle est encore bien loin d'avoir disparu
- qu'à l'échelle locale tout ne va pas pour le plus mal dans le pire des mondes possible, comme nous l'ont bien montré, pour les questions qui nous préoccupent ici, Gérard Warengem et Jean de Bruecker : on peut apprendre à construire des projets communs, à chanter en chœur à l'école...

⁵⁶ Cité par Le Monde, 15 avril 2003. Seuls quelque 10 % des musulmans fréquentent les mosquées, disait-il en substance, il est paradoxal de vouloir les faire tous passer par le culte alors que ce qu'ils demandent est la reconnaissance des dimensions historiques et culturelles de l'Islam en tant que composantes de la culture française.

- qu'on commence à avoir bien compris que l'identité d'un individu — ou plutôt sa *quête identitaire*, disait Bernard Quelquejeu — renvoie le plus souvent à des appartenances multiples, reconnues et consenties, et donc à une expression essentielle de sa liberté de choix. Une liberté fondamentale qui ne remet nullement en question, faut-il le souligner, l'existence de ces entités abstraites, de ces « fractales » que sont les cultures mais tout au contraire les nourrissent en leur permettant d'évoluer au contact les unes de autres et même, le cas échéant, de se métisser
- que la généralisation des processus diasporiques crée des conditions objectives favorisant de tels brassages et leurs retombées positives
- que le renoncement aux certitudes absolues (le rejet de la « pathologie de la certitude », selon Bernard Quelquejeu) dans l'espace public – et tout ce qui nous a été dit à propos des ruptures de barrières par Frédéric Setadzo, Simone Bøddeker ou Cherifa Kheddar va dans ce sens – n'interdit en rien le maintien de certitudes personnelles touchant à l'absolu dans l'espace privé. Toute forme de relation à ce que Bernard Quelquejeu nommait « l'ultime » est parfaitement légitime dans ce dernier espace, qui tolère l'intolérance : les croyants ont le droit d'y récuser l'athéisme et les athées d'y rejeter les croyances. Mais cela ne vaut évidemment pas pour l'espace public !
- que progresse l'idée que la clef d'une évolution positive de nos sociétés est en fin de compte de partager des *questionnements* susceptibles d'induire des dialogues et leur corollaire : la mise en évidence des conflits de valeurs pratiquement associés à toute action et des questions d'ordre éthique qu'ils induisent.

IV – Europe

Un dernier mot — *last but not least* – à propos de notre continent.

L'Europe nous offre une occasion unique de confronter à une plus large échelle ce que sont nos préoccupations nationales et, à partir de là, de faire des propositions susceptibles d'induire des progrès. À condition toutefois d'éviter de nous montrer par trop donneurs de leçons au reste du monde (même si nous bénéficions d'une certaine antériorité en matière de proclamation des droits de l'homme) et d'accepter de mettre en débat des questions qui nous tiennent à cœur avec des peuples qui n'ont pas la même histoire que nous.

François Becker nous invitait il y a un instant à ne pas oublier l'histoire de notre continent, ni celle des peuples qui l'habitent de longue date ou à partir de migrations récentes. Nous ne devons pas plus renoncer à notre conscience de la complexité du jeu des cultures en acceptant que les « racines » de l'Europe puissent être qualifiées de façon réductrice par des épithètes renvoyant à certaines de leurs caractéristiques religieuses, fussent-elles historiquement majoritaires.

Notre richesse est la diversité, apprenons à la respecter, à l'exalter, à nous aider à lutter contre tous les conservatismes, de quelque nature qu'ils soient — en un mot prenons résolument appui sur elle pour progresser. Notre richesse est aussi notre passion de comprendre, en rejetant tous les obscurantismes, en restant ouverts, comme le disait Cherifa Kheddar, aux cultures de création, en acceptant, là encore, d'évoluer, de progresser dans nos représentations de la nature,

de la société, de l'homme, inspirés par ce que Jacques Monod appelait judicieusement, dans *Le Hasard et la Nécessité*⁵⁷, l'éthique de la connaissance.

Remerciements

Je souhaite remercier vivement en votre nom le Conseil de l'Europe et notamment ses directions générales III et IV pour l'aide qu'elles nous ont apportée, Mme Annelise Oeschger, présidente de la Conférence des OING et M. Gabriel Nissim, président du regroupement des Droits de l'Homme de la division des OING pour leur si précieux concours ; la division des OING dans son ensemble pour sa collaboration très efficace ; les interprètes, qui ont toujours un travail délicat à accomplir ; les conférenciers et les intervenants pour leurs si riches apports ; le public pour l'attention qu'il a manifestée à nos travaux et, enfin et tout particulièrement, François Becker et toute son équipe pour l'organisation remarquable de ce colloque.

⁵⁷ Le Seuil, Paris, 1970.

Postface

Ignace BERTEN⁵⁸, *dominicain, théologien, directeur de l'association Espace*⁵⁹

Les organisateurs du colloque consacré à la « Cohésion sociale dans une Europe multiculturelle : Rôle et impact des courants de pensée et des religions » m'ont demandé de rédiger cette postface. Je les remercie de cette marque de confiance. La tâche n'est pas simple. Lecteur n'ayant pas participé à ce colloque, je suis proche de plusieurs associations impliquées dans son organisation, sans m'identifier à aucune d'elles. Je relèverai ici quelques éléments qui me frappent particulièrement dans la dynamique du colloque, je pointerai quelques acquis importants, et je noterai quelques questions, questions explicitement présentes dans les textes, ou questions que je me pose à la lecture de ceux-ci⁶⁰.

Il va de soi qu'une telle relecture est pour une part subjective, et cela pour deux raisons. La première, évidemment, est liée à la position et l'expérience personnelle du relecteur ; la seconde tient au fait que le colloque lui-même est marqué par des différences d'approches et de positions très sensibles, même s'il y a clairement un objectif et un esprit fondamentalement commun.

Le souci de la cohésion sociale

Les organisateurs, les intervenants et les participants du colloque sont à l'évidence portés par un souci commun, clairement exprimé dans le titre de l'événement : reconnaissant que l'Europe est plurielle, multiculturelle, quels sont les chemins possibles pour une véritable cohésion sociale ? Et plus précisément, quel rôle les religions et courants de pensée divers jouent-ils en positif ou en négatif dans ce domaine de la cohésion sociale, quel rôle pourraient-ils jouer et à quelles conditions pour contribuer à celle-ci ?

Pourquoi aborder la question de la cohésion sociale à partir des religions et courants de pensée ? La société européenne n'est pas seulement marquée par la différence des cultures et des opinions ou convictions, mais ces différences sont aussi des foyers de tensions sociales, d'intolérances réciproques, de conflits et à l'occasion de violences. Prenant acte de ce fait et sans réduire la problématique des sources de conflit à ces seules différences, – les différences socio-économique et la répartition spatiale des habitats jouant aussi un rôle déterminant, – il s'est agi de se demander si et comment ces religions et courants de pensée peuvent, à l'inverse, faciliter ou soutenir la cohésion sociale. Autrement dit, peuvent-elles contribuer à ce que les différences culturelles et convictionnelles soient désarmées de leur potentiel de violence ou d'exclusion ? Ont-elles, en elles-mêmes, des ressources qui puissent être mobilisées au profit du lien social ? À quelles conditions ? Quel travail intérieur à ces instances ? Quels initiatives et dispositifs imaginer pour faciliter une telle perspective ?

⁵⁸ Ignace Berten, dominicain et théologien ; directeur à Bruxelles de l'association *Espaces – Spiritualités, cultures et société en Europe*. Suit en particulier le développement des institutions européennes du point de vue politique, social, éthique et spirituel.

⁵⁹ <http://www.espaces.info/>

⁶⁰ Je ne cite pas chaque fois les divers intervenants concernant les points que je relève, sauf citation plus explicite.

Dans ce contexte, il était de fait très intéressant de voir comment diverses associations et ONG contribuent effectivement à augmenter la cohésion sociale, en se demandant, à partir de là, que pouvons-nous apprendre les uns des autres ? Comment capitaliser les expériences diverses ?

Société et communautés

Il ne suffit pas d'affirmer l'objectif de cohésion sociale, il faut aussi s'interroger sur le type de cohésion que nous voulons promouvoir et dans quelle société. Un pouvoir centralisateur et autoritaire peut assurer un certain type de cohésion sociale. Nous voulons une société démocratique, reconnaissant l'égalité de tous, attentive aux plus fragiles, etc. Mais, comme le remarque Éric Favey, dans une société qui promeut l'individu et la liberté, « comment faire du collectif, du sentiment commun, à partir des individus plus autonomes que nous sommes devenus ? » Il souligne, de ce point de vue, l'importance du monde associatif et celui des communautés, se demandant si, en France, la République « ne souffrirait pas d'une insuffisance de communautés vivantes, ouvertes les unes aux autres, faisant vivre la diversité culturelle, intégratrices et émancipatrices tout à la fois ».

Si l'objectif sociétal est partagé, bien des questions sont posées autour de ce thème des communautés : promouvoir des communautés sans communautarisme ? Hanne Stinson montre bien les impasses du multiculturalisme, forme de communautarisme, développé en Angleterre, lorsqu'on définit les identités à partir de la référence religieuse. D'une part, au lieu de contribuer à la cohésion sociale, on crée des cloisonnements et, d'autre part, on impose de fait et de l'extérieur à des personnes partageant une origine nationale ou ethnique commune de se définir à partir de l'appartenance religieuse, alors qu'une proportion plus ou moins importante de cette population a pris distance par rapport à la religion. Cette difficulté est d'autant plus grande que les chefs religieux, choisis comme interlocuteurs par les gouvernements, ne sont généralement pas représentatifs de l'ensemble de la communauté qu'ils sont censés représenter (comme le fait aussi remarquer Cherifa Kheddar).

Interreligieux ou interconvictionnel ?

Une hésitation et une tension traversent les interventions : parle-t-on des religions dans la société européenne ou des religions et groupes de conviction sans référence religieuse (les organisations philosophiques et non confessionnelles dont parle le traité de Lisbonne) ? Vise-t-on l'interreligieux ou l'interconvictionnel ? L'intention des organisateurs est certainement interconvictionnelle, mais la difficulté de tenir cet axe est assez évidente. Je me suis interrogé sur cette difficulté. Elle n'est pas liée à un refus de dialogue de la part des « religieux » avec les « laïques », ni à un mépris du dialogue avec eux. Elle se situe à un autre plan.

Je pense qu'il y a une difficulté objective. D'un côté, il y a les religions : il s'agit de réalités instituées clairement dénommées (Églises chrétiennes, – catholique, orthodoxes, protestantes, évangéliques, – judaïsme, islam, bouddhisme, hindouisme, etc.). L'institution peut être plus forte et structurée (catholicisme) ou beaucoup plus lâche (bouddhisme, pour autant qu'on le tienne pour une religion). L'appartenance individuelle peut être, de son côté, plus forte et affirmée : ainsi des chrétiens adhérents et conscients de leur choix personnel comme croyants, pas nécessairement pratiquants réguliers, qui deviennent une minorité plus ou moins réduite, – ou beaucoup plus lâche : ceux qui se reconnaissent et se disent catholiques, orthodoxes, musulmans, etc., du fait qu'ils sont nés dans un milieu qui l'était, et qui contribue, d'une certaine façon, à leur identité. En commun, il y a le lien avec une tradition qui s'exprime dans des textes

et souvent des rites qui sont massivement hérités d'un autre âge. Ce lien n'implique cependant pas que toutes ces personnes se sentent représentées par les institutions de leur religion, comme le soulignent plusieurs intervenants de ce colloque.

D'un autre côté, il y a des associations plus ou moins militantes (constituées à peu près uniquement d'adhérents conscients de leur choix), dont l'histoire est généralement beaucoup plus récente. Parmi ces associations, la Fédération humaniste européenne (FHE) se différencie du fait qu'elle émane d'une réalité vivante actuelle portée par une tradition longue : celle de la libre pensée, de la défense de la laïcité et de l'enseignement public. Sur ces terrains, se sont aussi retrouvées différentes obédiences de la franc-maçonnerie, ayant aussi leur rituel propre, dont toutes ne sont pas nécessairement de conviction proprement laïque. D'autres associations sont clairement laïques d'un point de vue convictionnel, comme le Centre d'Action laïque (CAL) en Belgique, ou dans la mouvance laïque, comme la Ligue de l'enseignement, mouvement d'éducation populaire en France. À la différence des religions, quasiment tous les membres de ces associations ou réseaux ne le sont pas par habitude et héritage. Ces associations ne peuvent prétendre, de ce fait même, représenter tous ceux qui ne se désignent pas ou plus comme religieux dans la société. Elles ont dès lors une base beaucoup plus minoritaire que les religions. D'où la difficulté de maintenir l'équilibre interconvictionnel, alors qu'il est important.

Cela dit, l'intention interconvictionnelle ne disqualifie pas pour autant les enjeux de l'interreligieux. J'y reviendrai.

Quelle laïcité ?

Une seconde tension traverse les interventions. De quelle laïcité parle-t-on ? De la laïcité politique ou de la laïcité convictionnelle et philosophique ? La laïcité politique est la promotion et la défense de la séparation entre religion et État. Cette séparation peut être conçue selon différents modèles, l'Europe en témoigne, aucun n'étant la norme, aucun n'étant sans doute parfait dans ses principes et son fonctionnement, d'autant plus que la réalité sociétale et culturelle est aussi historique, et que la perception des rapports entre religion, espace public et institutions politiques peut changer au cours du temps.

Il faut observer que les différents intervenants ne sont pas toujours au clair, au moins dans leur expression, quand à cette distinction des deux sens de la laïcité.

Pour la laïcité politique, il s'agit d'abord d'éviter tout « abus de position dominante », et donc « veiller à ce qu'aucun courant de pensée ou groupe idéologique n'accapare les rouages de l'État » (G. Nissim). La laïcité « garantit la liberté de conscience. Une laïcité qui garantit que la loi protège la foi aussi longtemps que la foi ne prétend pas faire la loi » (E. Favey). Le principe est clair, la réalité l'est peut-être moins. La position dominante de l'Église catholique en Italie à l'époque de la Démocratie chrétienne était très visible ; actuellement, crispée, elle cherche, en vain, à orienter de façon décisive le processus politique sur les questions qui lui semblent prioritaires, en particulier dans le domaine éthique. L'Église orthodoxe grecque a bien de la difficulté à accepter qu'elle ne soit pas pratiquement une Église d'État. On sait aussi les rapports ambigus entre l'Église orthodoxe russe et le pouvoir politique. On peut dire que dans toutes ces situations, le principe de la laïcité politique n'est guère respecté.

Mais il y a sans doute d'autres situations où des groupes moins visibles et publics, qu'ils soient économiques ou idéologiques, sont sujets d'abus de position dominante et prétendent bien

faire la loi. Est-on alors encore en véritable situation de laïcité ? Il y a quelques années, Alain Bauer, Grand Maître du Grand Orient de France de 2000 à 2003, écrivait : « Le débat public ne peut plus être initié dans les loges, car la maçonnerie n'a plus le monopole de l'échange d'idées. Plus question d'agir comme un laboratoire législatif. En revanche, les loges peuvent être un lieu d'approfondissement » (*Le Monde* du 4 septembre 2003), ou encore « Le Grand Orient a été l'Église et le parti de la République » (*Le Monde*, 5 septembre 2005). N'y avait-il pas là une entorse à la laïcité proclamée, et est-on sûr qu'il ne reste pas quelque chose de cette situation ici ou là aujourd'hui ? De ce point de vue, si la laïcité politique est un idéal, elle n'est sans doute jamais pleinement réalisée. Et de plus elle peut prendre différents visages selon les cultures et les temps.

Par ailleurs, il n'est plus aussi évident aujourd'hui qu'on puisse, comme la laïcité à la française l'a longtemps affirmé, considérer que les opinions convictionnelles sont exclusivement d'ordre privé : les religions ont aussi un versant public qu'il s'agit de situer et certainement de cadrer.

Il y a la laïcité politique, mais il y a aussi la laïcité philosophique ou convictionnelle : posture généralement humaniste⁶¹ se situant délibérément en dehors de toute référence à une transcendance (si ce n'est éventuellement une forme de transcendance de l'être humain lui-même). En ce sens, Samia Labidi dit : « L'utopie laïque, c'est l'aspiration à une société humaniste. Une société où l'homme soit le critère ultime. [...] L'utopie laïque, c'est l'aspiration au progrès, c'est-à-dire plus de libertés [au pluriel ? IB], d'égalité et de fraternité, c'est plus de responsabilité, plus d'autonomie. C'est la conviction que tout se joue ici et maintenant. » Et elle ajoute : « Les valeurs laïques et démocratiques sont universelles, parce qu'elles ne prennent en considération qu'une référence commune et universelle : l'Homme, [...] parce qu'elles recherchent des solutions universelles en lesquelles toutes les différences puissent exister, coexister et s'épanouir, sans s'écraser les unes les autres. » Cette approche de la laïcité pose deux questions. L'utopie laïque vise l'universel. Mais l'universel signifie que toutes les différences ne peuvent justement pas coexister : quelles sont les différences compatibles avec l'universel ? Tout le sens de l'intervention de Labidi a, en effet, précisément pour objet d'être une critique radicale de l'islamisme, mais aussi de toute dictature ou intolérance religieuse ou non : il y a bien là une différence qu'une perspective universaliste ne peut accepter. La laïcité, dit-elle par ailleurs, conçoit « le projet d'une société délivrée du dogmatisme ». Mais lorsqu'elle déclare que « toute pensée religieuse est fondée sur une croyance absolue – inconditionnelle et non critique – en un certain nombre de dogmes, c'est-à-dire de points de doctrine incontestables », est-elle cohérente avec elle-même, n'est-elle pas victime d'un dogme rationaliste pour lequel tout esprit religieux est incapable d'attitude critique par rapport à sa propre foi ? Cette affirmation est-elle compatible avec le principe d'altérité, « reconnaissance de l'autre dans sa différence » qu'elle énonce par ailleurs ? Et finalement, identifier valeurs laïques et universalité, n'est-ce pas nier le caractère d'universalité des valeurs présent dans une certaine compréhension des religions, et du christianisme entre autres ? Autrement dit, l'option laïque, dans toute sa légitimité, ne peut s'affirmer universelle, pas plus qu'aucun autre option convictionnelle. Cela ne veut pas dire que des valeurs ou des principes reconnus par toutes les convictions, quelles soient laïques humanistes ou religieuses, ne puissent être mis en évidence, comme ce colloque a cherché à le

⁶¹ Dans certains pays où le mot « laïcité » (au sens philosophique du terme) n'existe pas, d'autres mots ou expressions sont utilisés : « secular », « humanist » ou « secular humanism », etc.

montrer et à en témoigner. C'est le cas, souligné par Ulrich Bunjes, du principe de la liberté de conscience, de pensée et de religion, inscrit dans la Convention européenne des droits de l'Homme, et qui est « universel en ce sens qu'il s'applique à chaque personne quelle que soit sa nationalité et sa religion ». Il en va de même pour la règle d'or, qu'on retrouve pratiquement dans toutes les religions et cultures.

Violence des religions monothéistes

Plusieurs intervenants soulignent le potentiel ambivalent des religions monothéistes⁶² : leur référence à une seule vérité considérée comme absolue risque toujours de légitimer l'intolérance et l'exclusion de l'autre, par la volonté d'imposer à tous sa vérité. Deux réflexions à ce propos.

On a souvent considéré que l'hindouisme, évidemment non monothéiste, était une religion pacifiste par essence. Les violences en Inde, ces dernières années, ont montré que, même si l'hindouisme est traversé par une ligne de fond non violente, les circonstances peuvent malheureusement rompre un tel barrage spirituel opposé à la violence. Le contexte socio-historique peut donc favoriser davantage le potentiel violent des religions.

Par ailleurs, on peut relever dans les textes quelques raccourcis à ce propos. Et cela dès les mots de présentation du colloque et des actes par François Becker. Les religions sont particulièrement pointées : « Pourquoi le message d'amour et de fraternité que professent toutes les religions conduit-il certains croyants et parfois les institutions à se comporter contrairement à ce message ? » La question est évidemment pertinente. Mais la question est plus large : pourquoi et comment certaines convictions se dégradent-elles en idéologies totalitaires et meurtrières ? Les excès sanglants de la Révolution française et la brutalité du communisme soviétique posent la même question. F. Becker y fait d'ailleurs allusion plus loin en se demandant pourquoi certains, « s'appuyant sur des conviction religieuses, agnostiques ou athées sont sources de décohésion sociale, de guerre, de dégradation inhumaine ». N'est-ce pas toute conviction forte qui risque de devenir idéologie mortifère si on n'y prend garde ?

Philippe Lazar rappelle que le modèle démocratique repose sur des valeurs fondamentales comme le respect de l'autre. Une expression de ce respect est l'impératif premier : « j'accepte de ne pas te tuer », mais il signifie aussi, plus subtilement : « quoi que j'en aie, je ne peux pas complètement exclure que tu aies très partiellement raison ». Mais il ajoute : « Peut-on compter sur une même "tolérance opérationnelle" dans le domaine des croyances, malgré l'incommunicabilité essentielle qui le caractérise ? Disons-le franchement, rien n'est moins sûr, en particulier dès lors que ces croyances conduisent à une représentation unique et absolue de l'essence de l'univers – de "l'ultime" – comme c'est le cas pour les religions monothéistes dominantes sous nos latitudes. » Une telle approche ne revient-elle pas, en définitive, à considérer que le conflit des croyances (en ce y compris les croyances de type séculier, comme celles qui font de la raison la seule et ultime norme de la pensée) est insurmontable ?

Le jugement par l'éthique

⁶² Il est de mode à l'heure actuelle d'établir un lien spécifique entre monothéisme et violence...

Pour Bernard Quelquejeu, la question de la relation entre religion ou conviction et violence dépend fondamentalement de la représentation qu'on a de l'Ultime. C'est une des raisons pour laquelle je pense qu'il y a une spécificité du dialogue des religions. Quelquejeu développe ensuite la thèse selon laquelle la conviction ou la religion doit être jugée par l'éthique. « L'éthique constitue bien un critère de l'Ultime, elle institue un jugement de la vérité de l'Ultime ». On peut ainsi affirmer qu'une manière de vivre le christianisme, d'organiser institutionnellement l'Église, de définir la doctrine ou de mettre en œuvre des normes, tout cela peut et doit être jugé à partir de la question : cela contribue-t-il à faire vivre, à un mieux vivre, tant personnel que communautaire ou sociétal ?

Je ne suis cependant pas convaincu du caractère décisif de l'argument. Quelquejeu précise sa pensée : « Au cœur de l'éthique, que découvrons-nous ? La dignité humaine, le respect, la personne, les droits inaliénables de tout être humain, le refus du meurtre. » Peut-on poser comme une évidence que tout être humain sensé et honnête toujours et partout partage une telle conviction éthique ? Je crois que cette expression comporte une surévaluation des capacités de la raison éthique au sens proprement philosophique du terme. L'option éthique fondamentale est déterminée à la fois par la raison et par un élément métaéthique : il y a interaction entre la raison et l'inspiration religieuse et/ou la culture ambiante, c'est-à-dire ce qui est de l'ordre des convictions. Ainsi quand je prends pour critère de jugement d'une pratique chrétienne la question demandant si cela contribue à faire vivre, à un mieux vivre, mon critère est-il déterminé par la seule raison, ou intervient aussi, en rapport dialectique, une certaine compréhension de l'Évangile, compréhension qui est aussi d'ordre spirituel ?

Autrement dit, s'il y a désaccord sur le jugement éthique par rapport à certaines pratiques, est-ce seulement parce que certains sont mus par la raison, alors que d'autres sont dans la déraison ? Ou encore, si on accepte en commun le principe de la dignité humaine, la raison éthique est-elle réellement capable de déterminer de façon universelle ce que requiert cette dignité dans tous les cas ? Je crois que les choses sont plus complexes et multiples, qu'il y a certes des limites à ne pas franchir et donc la nécessité de normes collectives, mais à l'intérieur desquelles plusieurs jugements de ce qui est éthiquement exigé ou acceptable sont légitimes. La question est alors, dans une perspective de laïcité politique, comment faire vivre ensemble ces options éthiques légitimes dans leur différence.

Cela dit, le principe de la non-violence, tel qu'il est formulé par Quelquejeu, me paraît fondamental et il devrait probablement pouvoir faire l'objet d'un consensus. Mais il restera sans doute possibilité de divergence dans le jugement concret concernant l'usage de la force : quand ? jusqu'où ? par quels moyens ? Il le suggère d'ailleurs quand il précise que la limitation de l'usage de la force s'impose « dans toute la mesure où elle se révèle possible » : et là il peut certes y avoir divergence de jugement.

Enjeux spécifiques du dialogue des religions

En lien avec le thème de la cohésion sociale, deux questions se posent à propos des religions. Faut-il ou non reconnaître une spécificité du dialogue interreligieux, ou n'y a-t-il de légitimité et de fécondité que d'un dialogue interconvictionnel et interculturel ? Dans le premier cas, y a-t-il sens à ce que des instances publiques favorisent, d'une façon ou l'autre, le dialogue interreligieux ? Et doivent-elles ou peuvent-elles mettre en œuvre un dialogue politique avec les

représentants des religions et des convictions ? Les interventions et débats ont, à différents moments, pointé ces questions.

Je voudrais préciser comment je les approche.

Sur les enjeux du dialogue des religions d'abord. Les religions ont été porteuses de culture et d'humanisme, elles ont aussi été porteuses d'intolérance et de violence. Les débats pour quantifier l'importance de ces deux forces sont stériles. Prenons acte du fait que les religions (comme toute autre conviction ou idéologie, d'ailleurs) ont joué et peuvent jouer dans les deux directions. Puisque leur référence à l'ultime peut de fait être source de violence, il importe que les religions ou plutôt des représentants des religions, officiellement mandatés ou non, puissent se rencontrer sur la base de leur référence commune, et différente pourtant, à l'Ultime, en vue de désarmer ensemble le potentiel de violence dont cette référence est porteuse. Cette reconnaissance de la spécificité du dialogue interreligieux en lien avec la problématique de la cohésion sociale, ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas sens et importance à développer le dialogue interconvictionnel sur la base des valeurs universelles partagées, et dans la volonté d'explicitier au maximum ensemble ce qu'elles impliquent.

Si donc le dialogue interreligieux a sens et importance pour la société, les instances publiques doivent-elles le favoriser, le promouvoir ? Au nom du Conseil de l'Europe, Ulrich Bunjes donne clairement une réponse positive : « Le Conseil de l'Europe encourage les communautés religieuses à jouer leur rôle de différentes façons. D'abord en promouvant le dialogue interculturel au sein d'elles-mêmes, de leur propre famille de pensée, dans leur espace propre, et ensuite en promouvant, comme le Conseil de l'Europe l'a déjà encouragé à plusieurs occasions, un dialogue entre les principales religions de façon à mettre en évidence les valeurs communes qui sous-tendent leurs politiques. » Je pense qu'effectivement il y a là un enjeu politique. La question qu'on peut se poser est de savoir si, sur cette base, le Conseil de l'Europe n'a pas tendance à réduire pratiquement le dialogue interculturel au dialogue interreligieux (et inversement ?), et s'il est suffisamment attentif au dialogue interconvictionnel (qui ne s'identifie pas pleinement au dialogue interculturel). Dans cette perspective, il n'y a pas de raison à ce que les institutions de l'Union européenne ne développent pas une politique analogue à celle du Conseil de l'Europe.

Mais il y a une troisième question. Faut-il ou non instituer un dialogue spécifique, au niveau politique, avec les religions et associations philosophiques non confessionnelles, comme le prévoit l'article 16 C du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, selon le Traité de Lisbonne⁶³, en précisant que ce dialogue se justifie en raison de « leur identité et leur contribution spécifique ». Il y a clairement divergence sur l'opportunité de cet article, comme le montre notamment l'intervention de Vittorio Bellavite. Il me paraît que dans un État démocratique et de droit, qui déclare explicitement un certain nombre de valeurs, ce que fait actuellement l'Union européenne (et la manière explicite dont sont affirmées les valeurs est neuve du point de vue politique), il y a place pour une dialogue avec les institutions ou organismes de sens. Celles-ci, dans le champ de la société civile, ont une spécificité : l'horizon explicite d'une vision globale de l'être humain et de la société, alors que les autres associations de plaidoyer⁶⁴ ont une approche particulière.

⁶³ Reprise intégrale de l'article 52 du projet du traité constitutionnel.

⁶⁴ Il y lieu de distinguer le lobbying fondé sur la défense d'intérêts particuliers, qu'ils soient professionnels, régionaux, culturels, etc., et la défense de valeurs morales communes, pour laquelle on peut parler de plaidoyer

Mais se pose alors une autre question, soulevée à différents moments, notamment dans la conclusion de Philippe Lazar, celle de la représentativité des interlocuteurs : les religieux musulmans ne représentent pas toutes les personnes de culture musulmane, dont une partie significative n'est pas pratiquante ou n'est plus religieuse ; les responsables ecclésiastiques ne représentent pas dans tous les domaines les convictions des membres de leurs Églises ; les membres des associations laïques ne représentent pas l'ensemble de ceux qui ne se situent plus en référence à une religion... Se pose donc une question pratique de discernement : comment assurer dans un tel dialogue une représentation suffisamment large, qui ne soit pas seulement officielle ? La pertinence de cette question ne délégitime cependant pas l'option politique du dialogue lui-même, mais elle doit avoir un impact sur les conditions, l'organisation et la forme de ce dialogue, comme le souligne Vittorio Bellavite..

Conclusion

Au terme de ce parcours subjectif et sélectif, qui laisse certainement dans l'ombre d'autres questions et thèmes importants que ceux que j'ai rencontrés, je voudrais reprendre une réflexion d'Alain Mouchoux. Celui-ci plaide pour qu'on « ne se situe pas en termes de “choc des civilisations”, cher à Samuel Huntington, mais bien plutôt dans le cadre d'une “alliance des civilisations”, donc des cultures, promue par l'ONU ». J'ajouterais : plutôt que de jouer la confrontation des idéologies et des religions, développons alliance et partenariat entre toutes les forces d'ouverture présentes au sein de toutes les religions et de toutes les associations de conviction, en évitant les oppositions systématiques et trop souvent généralisatrices et caricaturales.

(advocacy en anglais) ; les associations qui ont pour objectif la défense des droits de l'Homme, la lutte contre la pauvreté, la coopération, l'environnement, etc., ont toutes une approche particulière des valeurs, ce qui n'enlève rien à l'importance de leur militance..

Les intervenants

Prénom Nom	chapitre	biographie
Tewfik Allal	I	Président du Manifeste des libertés, association de culture musulmane
François Becker	introduction	Ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris, Master of sciences du MIT aux USA et Docteur es Sciences de l'université de Paris, Professeur Honoraire des Universités, Doyen émérite de l'université internationale de l'espace. Actuellement vice président du mouvement Droits et Libertés dans les Eglises et secrétaire général du Réseau Européen Eglises et Libertés dont il est chargé des relations avec le Conseil de l'Europe, chrétien de confession catholique, il s'investit depuis sa retraite dans la mouvance des chrétiens réformateurs pour le développement d'une Europe cohésive et démocratique qui mette en pratique les droits de l'Homme
Vittorio Bellavite,	II	Porte-parole de « Noi Siamo Chiesa », mouvement pour la réforme de l'Eglise catholique dans la ligne du Concile Vatican II. Professeur de droit, il a une grande expérience des relations entre Eglise et société. Militant dans les mouvements de jeunesse catholique, engagé dans la mise en place de la culture postconciliaire, promoteur en Italie du mouvement des chrétiens pour le socialisme. Promoteur et responsable du mouvement « Noi Siamo Chiesa », branche italienne du Mouvement International We Are Church (IMWAC)
Ignace Berten	postface	Dominicain et théologien ; directeur à Bruxelles de l'association <i>Espaces – Spiritualités, cultures et société en Europe</i> . Suit en particulier le développement des institutions européennes du point de vue politique, social, éthique et spirituel.
Simone Boeddeker,	III	Assistante scientifique dans le Département de recherches de l'Institut universitaire catholique de Rhénanie à Cologne, elle est spécialisée en sciences de l'éducation et est pédagogue diplômée des Universités de Bielefeld et Coblenz-Lindau en Allemagne. Elle est actuellement coordinatrice du projet « maison d'apprentissage pour les femmes », après avoir coordonné un projet de réforme des études à l'université de Paderborn.
Jean de Brueker	III	Secrétaire général adjoint du Centre d'Action Laïque. Après une formation en anthropologie sociale il est agrégé en sciences politiques et sociales à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). De 81 à 84, il est expert-associé pour le Bureau International du Travail (BIT-ILO) en République Populaire du Congo et au Cameroun. En 84, il est coordinateur d'une équipe de recherche action en milieu ouvert à Bruxelles. Depuis 1985, il fait un travail de coordination au Centre d'Action Laïque.
Ulrich Bunjes	IV	Direction Générale IV, « Education, Culture et Patrimoine, Jeunesse et Sport », Conseil de l'Europe

Jean Claude Diallo	III	Psychologue diplômé et chargé de l'Intégration pour la ville de Francfort sur le Main, est né à Conakry, République de Guinée/Afrique occidentale. Il a fait ses études aux universités de Würzburg/Allemagne et Lausanne/Suisse et obtenu son diplôme de psychologie en 1976. Puis ont suivi deux années en qualité de psychologue dans des entreprises. De 1980 à 1995 il a travaillé au Centre psychosocial des Réfugiés à Francfort sur le Main, interrompu par un mandat comme ministre d'information et culture à Conakry entre 12/84 et 4/86 et un travail au Centre psychosocial des Réfugiés à Düsseldorf entre 9/86 et 6/88. Depuis le 01.01.1999 il est directeur du Secteur III des Activités interculturelles dans l'Union régionale protestante de Francfort et depuis le 01.01.2007 chargé de l'Intégration pour la ville de Francfort sur le Main.
Gilda Farrell	I	Chef par intérim du Département des Politiques Sociales du Conseil de l'Europe et Chef de la Division pour le développement de la cohésion sociale de la DGIII du Conseil de l'Europe, Après un doctorat en Economie à l'Université Libre d'Etudes Sociales de Rome et un Master de l'Université de York en Ontario au Canada, elle a mené de nombreux travaux de recherche en Amérique Latine comme professeur associé à l'institut de recherches économiques de l'université catholique de Quito (Equateur) et comme chercheur associé au Centre de recherche sur l'Amérique Latine et les Caraïbes de l'Université d'York.. Elle était directrice de l'observatoire européen des territoires LEADER avant de rejoindre le Conseil de l'Europe. <u>Publication : quelle cohésion sociale dans une Europe multiculturelle ? Concepts, état des lieux et développements.</u>
Eric Favey	II	Secrétaire national de la Ligue de l'enseignement, délégué à l'éducation, à la culture et à la société de l'information. Membre du Conseil d'administration de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), Membre du comité consultatif du Haut Conseil de l'Education, président du Collectif Inter-associatif Enfance et Médias (CIEM). Il a coordonné la rédaction d'un ouvrage collectif : « Ecole, Université pour que la république tienne ses promesses » (Ed l'Harmattan 2007)
Cherifa Kheddar	II	Présidente de l'association "Djazairouna " (Notre Algérie) - Cherifa Kheddar née à Blida, autodidacte et juriste de formation est administratrice dans une institution publique. Fille de rescapée, sa mère condamnée par les islamistes a survécu à ses blessures par miracle, sœur de deux victimes assassinées le 24 juin 1996 (sœur avocate à l'âge de 34 ans et frère architecte de formation à l'âge de 36 ans), Cherifa Kheddar est elle-même rescapée du conflit islamiste armé. Elle est à la tête de l'Association Djazairouna depuis le mois d'avril 1997. Cette association qui assiste les familles victimes du terrorisme de la région de Mitidja fut créée le 17 octobre 1996, agréée le 12 janvier 1997, interdite en mai 1997, puis agréée une nouvelle fois en septembre 1999. Avec plus de 5000 adhérents, l'association a pu assister 534 personnes aux plans juridique, psychologique, matériel, social.... Elle inclut une dizaine de femmes militantes.
Samia Labidi	IV	Ecrivaine, Présidente de l'association AIME et directrice du Magazine « Electrochoc » publié en version numérique sur le site de l'association. Après des études en Philosophie et en sociologie, Samia Labidi a travaillé sur le système bancaire islamique avec comme cas d'étude l'Egypte, et sur l'économie comme art de la guerre au Japon. Elle travaille ensuite à deux reprises dans une agence de presse franco arabe, puis crée l'association AIME (D'Ailleurs ou d'Ici Mais Ensemble) en septembre 1997 à la suite de son premier ouvrage document : « Karim Mon Frère » chez Flammarion qui dénonce la stratégie de l'international islamisme. Elle a publié chez Publibook un essai : « D. Le Zéro Neutre » et un roman : « Mazel Azel ».

Philippe Lazar	IV et conclusions	Vice-président du cercle Gaston-Crémieux, Directeur de la revue Diasporiques. Ancien élève de l'École Polytechnique, ancien directeur général de l'INSERM, ancien président de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), ancien conseiller maître à la Cour des Comptes.
Alain Mouchoux,	IV	Président du regroupement Education et Culture du Conseil de l'Europe. Inspecteur de l'Education Nationale, ancien secrétaire général du Comité Syndical Européen de l'Education (CSEE), ancien Président du Comité Syndical Francophone de l'Education et de la Formation (CSFEF)
Annelise Oeschger	Présidente session I	Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe
David Pollock	President Session II	David Pollock is President of the European Humanist Federation, which brings together Humanist and secularist organisations from across Europe. He has been actively involved in the humanist movement since 1961. He is a trustee of the British Humanist Association (1965-75 and 1997 to date; chair: 1970-72) and a member of the board of the Rationalist Association (1979 to date; chair: 1989-91). He takes a special interest in campaigning on issues of public policy, drafting Parliamentary and other submissions for the BHA. He took a degree in classics at Oxford before starting 25 years with the UK's National Coal Board. In 1991 he was appointed Director of ASH (Action on Smoking and Health), and in 1996 Director of the Continence Foundation. He retired in February 2001.
Bernard Quelquejeu	IV	Ancien élève de l'Ecole Polytechnique, dominicain, maître en Théologie et Docteur en Philosophie/ Professeur retraité de philosophie morale et politique à l'Institut catholique de Paris. Ancien Directeur de la Revue des Sciences Philosophiques et Théologiques. Co-fondateur de l'association Droits et Libertés dans les Eglises.
Frédéric Setodzo	III	Pasteur à Eckwerheim FRANCE,
Hanne Stinson	II	Presently Head of British Humanist association (BHA)", Hanne Stinson graduated from University College London in 1969 and worked in postgraduate research at the Institute of Psychiatry and then various other positions before moving into the voluntary sector. From 1986 to 2001 she worked for the British Red Cross in a number of different capacities, including the development and delivery of education programmes for staff and volunteers on equality and anti-discriminatory practice, and on the International Red Cross and Red Crescent Movement, international humanitarian law and human rights. She was a member of the Society's Equality Opportunities Working Group for many years.
Gérard Warengem	II	Membre actif de Partenia 2000, Gérard Warengem est prêtre, spiritain. Il a vécu 20 ans à Libreville, curé de paroisse dans un quartier populaire : Akébé, et aumônier national de la JEC. Depuis 1991, il réside à Paris. Aumônier des étudiants africains en Ile de France. Cette structure ayant été supprimée par le Cardinal Lustiger en l'an 2000, Gérard a maintenant tout le temps de militer dans plusieurs associations, toutes tournées vers l'Afrique.